

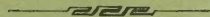
ÉTUDE CRITIQUE
DES SOURCES DE
L'HISTOIRE DE LA VITICULTURE
ET DU
COMMERCE DES VINS ET EAUX-DE-VIE
EN BAS-LANGUEDOC
AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE PRÉSENTÉE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES
A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Maximilien SORRE

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
PROFESSEUR A L'ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS DE MONTPELLIER



MONTPELLIER
IMPRIMERIE ROUMÉGOUS ET DÉHAN
Rue Vieille-Intendance, 5

1913



ÉTUDE CRITIQUE
DES SOURCES DE
L'HISTOIRE DE LA VITICULTURE
ET DU
COMMERCE DES VINS ET EAUX-DE-VIE
EN BAS-LANGUEDOC
AU XVIII^e SIÈCLE

ÉTUDE CRITIQUE
DES SOURCES DE
L'HISTOIRE DE LA VITICULTURE
ET DU
COMMERCE DES VINS ET EAUX-DE-VIE
EN BAS-LANGUEDOC
AU XVIII^e SIÈCLE

THÈSE COMPLÉMENTAIRE PRÉSENTÉE POUR LE DOCTORAT ÈS LETTRES

A LA FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

PAR

Maximilien SORRE

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE D'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE
PROFESSEUR A L'ÉCOLE NORMALE D'INSTITUTEURS DE MONTPELLIER



MONTPELLIER
IMPRIMERIE ROUMÉGOUS ET DÉHAN
Rue Vieille-Intendance, 5

1913

A Monsieur Camille BLOCH

Inspecteur Général des Bibliothèques et des Archives
Chargé de Conférences à la Faculté des Lettres

M. S.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Je me suis proposé d'étudier les sources de l'histoire de la viticulture et du commerce des vins et eaux-de-vie dans le Bas-Languedoc depuis le commencement de l'Intendance de Basville jusqu'à 1789.

L'histoire économique du Languedoc et les origines du marché des vins et eaux-de-vie ont fait depuis quelques années l'objet d'assez nombreux travaux. Il y en a eu d'importants comme la thèse de M. Dutil. Mais la culture de la vigne n'y pouvait être considérée que comme un aspect de l'économie rurale du Languedoc et, d'autre part, la thèse de M. Dutil n'embrasse que les cinquante dernières années de l'ancien régime. D'un autre côté, les travaux consacrés à la viticulture et au marché des vins — même les meilleurs, celui de M. Augé-Laribé par exemple — trahissent un souci tout à fait insuffisant de la documentation. C'est pourquoi la présente étude m'a semblé utile.

J'ai choisi le ^{xviii}^e siècle parce que c'est vraiment entre 1690 et 1789 qu'il faut chercher les origines de la viticulture en Bas-Languedoc. Auparavant les surfaces complantées n'avaient qu'une médiocre étendue, bien que Basville, dont le témoignage est sûr, parle de l'extension de la vigne au ^{xvii}^e siècle ; la production était peu importante et le commerce relativement peu actif. Des circonstances dont on verra le détail à divers endroits de la présente étude, amènent à ce qu'il semble, dans les trente premières années du ^{xviii}^e siècle, un progrès considérable. A partir de 1732, le vin est vraiment la production principale du Bas-Languedoc ; des débouchés se sont ouverts, un régime commercial s'est établi. Un travail définitif devra mettre en relief ce qu'il y a d'original dans la viticulture de ce temps, ce par quoi elle diffère de la viticulture du Bas-Languedoc à toutes les époques du

xix^e siècle : cette originalité réside dans le choix des surfaces complantées d'abord, elle est aussi dans le fait qu'une grande partie du vin est transformée en eau-de-vie. Il semble bien que vers 1813 ou 1819 les caractères distinctifs de la viticulture languedocienne se sont altérés. Le baron Trouvé note, en 1818, une transformation du vignoble audois : elle date selon lui de la Révolution : certaines enquêtes locales m'ont donné l'impression qu'elle s'amorçait tout à fait dans les dernières années de l'Ancien Régime. En tous cas, j'ai clos mon enquête à 1789 rigoureusement, parce qu'il m'a paru qu'une période de la viticulture languedocienne s'achevait à cette date.

Je l'ai limitée au Bas-Languedoc. Ce mot est à la fois précis et vague dans la langue administrative du xviii^e siècle, précis quand il s'agit d'opposer les diocèses du versant méditerranéen à ceux du versant atlantique, moins bien défini quand il faut distinguer les diocèses de plaines ou de basses collines des diocèses montagneux. On l'entendra ici dans un sens plus géographique ; c'est la région du vignoble à grand rendement et aux vins de faible teneur alcoolique, avec son arrière-pays immédiat.

Enfin, je n'ai pas prétendu faire un inventaire complet des sources, ce qui m'eût entraîné beaucoup trop loin. Après avoir classé les principales questions que peut susciter l'étude de la viticulture bas-languedocienne au xviii^e siècle, j'ai essayé de montrer où l'on pouvait chercher les moyens d'y répondre, et dans quelle mesure on pouvait espérer d'y apporter des réponses précises. Dans certains cas, les documents étaient peu nombreux ; j'ai pu les citer tous. Dans d'autres cas, il y avait au nombre des pièces certains textes d'une importance capitale ; je les ai cités en entier ou j'en ai donné de copieux extraits. Il m'a paru utile en particulier de publier tout au long certaines statistiques qui me semblaient mériter confiance. D'autres fois, je me suis borné à renvoyer à des dossiers dont j'ai indiqué sommairement le contenu. Enfin, il m'est arrivé d'avoir à mentionner des recueils d'arrêts, de délibérations, portant sur un siècle entier ou dispersés dans tout le Bas-Languedoc : le dépouillement de ces recueils dépassait les limites de ce travail, mais j'ai cru devoir en dépouiller au moins quelques volumes, pour montrer de quelle nature étaient les renseignements qu'ils fournissaient et comment on pouvait les utiliser.

Il se trouve que, dans beaucoup de cas, j'ai eu le bonheur de rencontrer des textes assez nombreux et assez précis pour épuiser la question.

J'ai délibérément sacrifié les relations de voyage, ouvrages généraux sur l'agriculture, dictionnaires, etc...; leurs témoignages, ou bien manquent de portée générale, ou bien ne sont pas assez directs. Il y a, d'autre part, des textes importants que j'aurais pu citer en entier; les passages des mémoires de Ballainvilliers relatifs à la viticulture et aux eaux-de-vie par exemple. On s'en est trop servi pour qu'ils paraissent nouveaux. En règle générale, je n'ai cité que des textes inédits ou peu connus — en dehors des textes d'édits indispensables à l'intelligence du reste.

D'après ce qui a été dit plus haut, ce travail à la rigueur se suffirait à lui-même. Il vaut mieux le considérer comme la première partie d'un travail plus étendu où l'on étudierait aussi d'une manière critique les sources de l'histoire de la viticulture bas languedocienne au *xix^e* siècle. Cette seconde partie ne sera pas la moins longue — ce qui n'est pas pour surprendre —; ce ne sera pas non plus la moins délicate — pour paradoxal que cela paraisse. Ce serait un travail utile pour mettre au point quelques préjugés tenaces relatifs à la viticulture languedocienne.

Il m'est particulièrement agréable de remercier M. Jos. Berthelé, archiviste du département de l'Hérault; M. Bligny-Bondurand, archiviste du département du Gard. M. Nau, sous-archiviste du département de l'Hérault et M. Dumas, employé aux archives départementales à Montpellier, m'ont témoigné une inlassable obligeance: je suis heureux de reconnaître tout ce que je leur dois.

ÉTUDE CRITIQUE
DES
SOURCES DE L'HISTOIRE DE LA VITICULTURE
ET DU
COMMERCE DES VINS ET EAUX-DE-VIE EN BAS-LANGUEDOC
AU XVIII^e SIÈCLE

PREMIÈRE PARTIE
EXAMEN GÉNÉRAL DES SOURCES

§ I. — FONDS D'ARCHIVES

A) Archives nationales (*Arch. Nat.*) (1).

1^o Conseil de commerce. — Procès-verbaux publiés par les soins de M. Bonnassieux (1700-1791).

Contient une grande quantité de mentions relatives au commerce des vins et eaux-de-vie. Les règlements commerciaux, les modérations de droits, les contestations de la province avec les Bordelais ont fait l'objet à diverses reprises des délibérations du Conseil. (On trouvera dans l'introduction la liste des députés du Languedoc.)

2^o Série H¹. — C'est la série la plus riche en renseignements. Cependant elle ne contient presque rien que l'on ne puisse trouver, soit à Montpellier, soit à Toulouse. La collection Carrière, formée par MM. de Carrière, secrétaires des États, comprend surtout des pièces

(1) On a indiqué en italique pour chaque fonds, le mode d'abréviation adopté.

d'un caractère tout à fait officiel. On y trouve la série des procès-verbaux des États avec un certain nombre de minutes de rapports, les registres des doléances de 1633 à 1769, avec des documents relatifs aux cahiers pour un petit nombre d'années, la collection des Édits, déclarations et arrêts concernant la province de Languedoc, enfin des papiers divers relatifs aux affaires générales et particulières du Languedoc. Dans la dernière catégorie se trouvent les pièces relatives à la prohibition des vins étrangers dans certaines communautés du Languedoc (H¹ 866), les dossiers sur les défrichements (H¹ 1627), etc..... Il est très rare que les documents de la série H¹ soient autre chose que les copies de pièces que l'on peut rencontrer en province. Je n'ai guère vu, comme textes originaux, que les observations jointes aux cahiers des États par les fonctionnaires chargés de l'instruction de leurs demandes : par exemple, dans H¹ 889 les observations relatives au cahier de 1769, dans H¹ 893, les observations sur le cahier de 1771.

La série G⁷ ne m'a rien fourni. Dans la plupart des cas, j'ai cité les textes des édits, arrêts et ordonnances, d'après le fonds dit du Languedoc, aux Archives départementales de l'Hérault et parfois d'après les placards imprimés contenus dans les papiers de l'Intendance ou des États. Cependant, pour la commodité des recherches, j'ai presque toujours donné une double cote, l'une relative à la collection parisienne, l'autre à la collection montpelliéraine. Les renvois aux séries des Archives Nationales seront libellés *Arch Nat.*

B) Archives départementales de l'Hérault. — Ce sont les Archives départementales de l'Hérault qui ont fourni la plus grande partie des documents faisant la matière de cette étude. Encore ne puis-je me flatter d'avoir examiné, même sommairement, tous les cartons où l'on pourrait trouver des renseignements. Il y a, dans les papiers des États, une quantité considérable de cartons qui contiennent des pièces relatives aux affaires traitées directement par les Syndics généraux. Il se pourrait qu'on y rencontrât des textes intéressants. Mais on n'a, pour s'aventurer dans cette masse de dossiers, aucun fil conducteur. Il me paraît aussi très possible que le dépouillement de ces cartons

n'apporte pas grand'chose de nouveau. Le plus intéressant, certainement, a été rassemblé dans ceux dont il sera question plus loin.

Série A (*Hérault A*). — Contient deux collections avec tables des édits, arrêts, ordonnances relatifs à la province de Languedoc. Il n'en existait point encore d'inventaire analytique. Cet instrument vient d'être établi par les soins de M. Jos. Berthelé.

Au milieu de ces pièces officielles se sont glissées, on ne sait trop comment, des mémoires relatifs aux objets les plus divers. Deux d'entre eux nous intéressent : l'un qui traite d'une maladie de la vigne et l'autre de la détermination du degré de spirituosité des eaux-de-vie. (*Hérault A. 113* et *A. 115*.)

Série B. (*Hérault B.*) — La série B représente aujourd'hui une masse énorme de documents à peu près inexplorée. Depuis qu'un premier inventaire en avait été dressé, toutes les archives conservées au greffe de la Cour de Montpellier sont venues s'y adjoindre. J'ai dépouillé les dossiers où l'inventaire existant promettait une récolte abondante et j'ai cherché à me rendre compte de ce qu'on pouvait trouver dans les autres par l'examen de plusieurs années consécutives pour chaque catégorie de pièces.

Juridiction consulaire. — Les Archives de la Chambre de Commerce constituent la source la plus riche relativement au commerce de vins et eaux-de-vie. Cette compagnie fut instituée par Louis XIV en 1704 (Cf. *Hérault B. 91*). Elle s'arrogea par la suite des attributions contentieuses tout en étant une Chambre consultative. A la vérité ses pouvoirs ne furent jamais exactement définis. Elle tendit constamment à confondre les fonctions dévolues aujourd'hui à nos tribunaux et à nos Chambres de commerce : ses prétentions rencontrèrent d'ailleurs une vive résistance de la part du Parlement. Son activité fut considérable.

Ses archives comprennent, en premier lieu, une série de liasses renfermant les dossiers des affaires les plus diverses (*B. 91* et suivantes jusqu'à *B. 213*). C'est surtout à partir de *B. 194* que le dépouillement en devient fructueux. Il faut pourtant donner une mention spéciale à *B. 91* qui renferme un mémoire de Basville sur le projet de tarif de foraine : ce travail dépasse de beaucoup en précision — sur le sujet qui nous occupe — tout ce que le même fonctionnaire a écrit

dans ses Mémoires sur le Languedoc. De B. 194 à B. 213 les liasses contiennent la correspondance entre la Chambre de Commerce et l'Intendant, le Syndic des Etats, les députés du Languedoc au Conseil de Commerce, l'Inspecteur des vins et eaux-de-vie, enfin les intéressés dans les affaires litigieuses où la Chambre a dû intervenir.

Mais avant de consulter ces liasses, il serait utile de se faire une sorte de répertoire chronologique au moyen des registres des délibérations de la Chambre (B. 213-B. 216). On trouve dans ces registres non seulement les délibérations, mais souvent la Copie des Mémoires soumis au Corps consulaire et toujours la minute de ses réponses. Dans quelques cas, j'ai indiqué par une double cote la correspondance des liasses et des registres. Il sera toujours utile de consulter les unes et les autres.

Autres fonds. — Les recherches que j'ai faites dans les registres de la Cour des Comptes et des Aides ne m'ont rien donné. Je n'ai trouvé presque aucune pièce qui fût directement ou indirectement utilisable pour l'histoire de la viticulture et du commerce — si ce n'est à la rigueur quelques compoix. La valeur de l'allivrement étant fixée une fois pour toutes dans chaque communauté, la Cour examinait en bloc le compte des collecteurs. De sorte que ses registres ne fournissent rien. D'autre part elle n'a eu que rarement à intervenir dans les débats relatifs aux droits sur les vins — et dans ce cas, ses arrêts se retrouvent dans d'autres fonds.

Il faut faire une place à part aux registres des *Insinuations civiles* (*Bureaux de Béziers et de Montpellier*). Ils rendent à l'histoire économique le même genre de service que pourraient rendre aujourd'hui les registres de l'Enregistrement ; ils ont tout juste la même valeur. Les insinuations ont été faites dans une forme régulière et invariable à partir de la Déclaration du 17 février 1731. J'ai dépouillé 3 volumes de Donations entre vifs pour montrer le genre d'utilité de ces pièces.

Enfin la série B contient tout ce que le greffe lui a versé des justices locales des communautés de l'Hérault, présidial et sénéchaussée de Montpellier, présidial de Béziers, vigueries. Le classement de ces documents, liasses et registres est tout à fait sommaire. Ils présentent cependant un grand intérêt pour la connaissance des usages relatifs à la police rurale et au commerce des vins et eaux-de-vie. J'ai extrait

quelques jugements des vigueries de Marseillan et Saint-Georges ainsi que du civil du Sénéchal de Montpellier, pour montrer quelle sorte de renseignements on pouvait en tirer.

Je dois faire remarquer en terminant que cette série a été peu utilisée jusqu'ici. On trouve dans l'Intendance un assez grand nombre de mémoires de la Chambre de Commerce, mais on n'est pas dispensé pour cela d'avoir recours aux originaux.

Série C. (*Hérault C.*).— Il y a dans la série C deux fonds d'égale importance. Le premier est bien connu, et c'est lui qu'on a presque exclusivement utilisé jusqu'à ce jour, c'est le fonds de l'Intendance. Quant à l'autre, celui des Etats, si l'on met à part les registres de délibérations, il est presque intact. Nous allons les examiner successivement.

Série C. Intendance. — Il n'est pas inutile, pour l'intelligence de ce qui suit, de donner la liste des Intendants du Languedoc. Le poste a été occupé successivement par Lamoignon de Basville (1684-1718), L. de Bernage de Saint-Maurice (1718-1723), L. de Bernage, fils du précédent (1723-1743), J. Le Nain d'Asfeld (1743-1750), J. E. de Guignard de Saint-Priest (1750-1783), de Guignard de Saint-Priest fils (1783-1786, mais conjointement avec son père de 1764 à 1785), de Ballainvilliers (1786-1789). La fréquence avec laquelle ces noms reviennent rendait une telle précaution indispensable.

Chacun de ces Intendants en entrant en charge s'est proposé de dresser un mémoire sur sa circonscription à l'exemple de Basville (1). Les documents rassemblés à cet effet se trouvent dans C. 43, 46, 47 et C. 1114, 1115, 1116. Les mémoires ou copies annotées de mémoire contenus dans C. 43 paraissent presque tous appartenir à la première partie du siècle, quelques-uns ont été rédigés pour Basville, la plupart ont été recopiés pour Le Nain d'Asfeld. Cependant on trouve parmi

1) Ces mémoires ont été utilisés par tous les historiens du Languedoc : il ne paraît pas qu'on ait toujours été bien inspiré en faisant le départ de ce qui appartient à chaque Intendant. Il y a sûrement une grande part d'exagération dans l'avis de M. MONIN qui attribue la plus grande partie de ce travail à Basville. Au vrai, la part prépondérante appartient à Le Nain et à Ballainvilliers.

eux un mémoire qui est probablement antérieur à l'Intendance de Basville (Dioc. de Lodève). Les pièces de C. 46 sont dans l'ensemble manifestement plus récentes que celles de C. 45 ; elles correspondent aux questionnaires de Le Nain ; on trouve aussi dans ce dossier des minutes appartenant à la période des Saint-Priest. Enfin C. 47 comprend des mémoires rédigés pour Ballainvilliers. Chaque Intendant profitait du travail de ses prédécesseurs. Celui qui a laissé la marque la plus personnelle est le Nain d'Asfeld qui eut au plus haut degré le sens de la méthode scientifique ; on le voit par les registres cotés C. 1114, 1115, 1116.

C. 739-778. — Registres provenant de la ferme générale de Th. Templier, bureau de Cette. Important pour les statistiques d'entrée et de sortie des vins et eaux-de-vie entre 1697 et 1700.

C. 996-1007. — Registres des requêtes adressées à l'Intendant. Contiennent les demandes en modération d'amendes formées par ceux qui ont contrevenu aux ordonnances de l'Intendant.

C. 1704. — Jaugeage des tonneaux (1736).

C. 2503. — Mémoire du sieur Méjanel (1727).

C. 2682-2687. — Six cartons de la plus grande importance relativement au commerce des vins et eaux-de-vie. On y trouve des exemplaires imprimés ou des expéditions des arrêts, édits et ordonnances sur la matière. On y lit aussi la correspondance de l'Intendant avec le Contrôleur général et avec la Chambre de Commerce. Si l'Intendant intervient fréquemment comme agent de transmission, on ne voit pas par cette correspondance qu'il ait souvent décidé de son propre chef sur le fait des vins et eaux-de-vie. Il se range presque toujours au sentiment de la Chambre de Commerce ou des Etats. De Bernage, d'Asfeld, de Saint-Priest, n'ont fait sentir directement leur action que pour l'exécution de l'arrêt de 1729 qui concerne les plantations de vignes. Or de toutes les condamnations portées par eux et dont les exemplaires en forme de placards imprimés se trouvent dans des dépôts d'Archives municipaux, aucune ne se rencontre dans les cartons de l'Intendance. Cette absence est assez singulière : on n'en voit pas les raisons.

C. 2761. — Enquête sur la verrerie.

C. 2739. — Enquête sur les bouches à feu.

C. 2688-2693. — Huit cartons relatifs à la fabrication et au commerce des verdets à Montpellier et dans les localités voisines. (Voir dans la seconde partie : Industries annexes, les Verdets).

C. 2827-2840. — Dossiers relatifs aux défrichements entrepris en vertu de la Déclaration de 1770. Ensemble de toute première importance au point de vue agricole. Les renseignements spéciaux à la viticulture y sont cependant peu abondants.

C. 2846-2874. — Etats des récoltes et indemnités. — Le carton le plus important est C. 2846 qui contient des états de récoltes pour 1773 et les années suivantes. Quant aux autres cartons, ils ne fournissent guère que des indications isolées sur les cas fortuits. Ils sont peu utilisables.

C. 2873-2928. — Les dossiers relatifs au commerce des grains contiennent parfois des renseignements utiles sur l'état des vignes : M. Dutil s'en est servi. Mais ces renseignements sont noyés dans une masse énorme de papiers tout à fait étrangers à notre sujet. L'inventaire de la série C en donne d'ailleurs des analyses détaillées.

C. 2949. — Carton contenant des pièces relatives à l'agriculture. Ce sont surtout des mémoires, projets d'amélioration, etc... Quelques-uns d'entre eux intéressent spécialement la viticulture.

Série C. — Etats. (*Hérault, C, Etats n°....*). — Cette partie de la série C n'a pas été encore l'objet d'un inventaire. Il n'y a eu qu'une reconnaissance sommaire des dossiers dont le contenu est indiqué au crayon sur le dos des cartons. On les avait numérotés pour les transporter de la Préfecture au local actuellement occupé par les Archives départementales. Ce numérotage est tout à fait provisoire. Cependant toutes les fois qu'il y a eu lieu, nous l'avons rappelé pour faciliter les recherches. Comme il ne s'agit pas d'une véritable cote, nous avons légèrement modifié la forme habituelle de la référence.

a) — Il faut mentionner en premier lieu la double série des procès-verbaux des États du Languedoc. On sait que cette collection se retrouve plus ou moins complète aux Archives nationales et aux Archives départementales de la Haute-Garonne.

Elle est accompagnée à Montpellier des registres qui contiennent les cahiers annuels, les procès-verbaux de la députation à la Cour et les comptes de cette députation. Ces registres sont particulièrement

précieux parce que la réponse faite par le roi aux différents articles des doléances de la province est rapportée dans les marges. Le dépouillement de cette collection rend presque superflue la consultation des délibérations des États. Elle est fondamentale pour tout ce qui concerne les droits sur les vins et eaux-de-vie.

b) Registres des vérifications des compoix (1734) n^{os} 91-97. — Un seul est directement utilisable, celui du diocèse de Montpellier. Les autres n'ont qu'un intérêt tout à fait indirect : ils pourraient servir à la critique des compoix. Encore aurait-on avantageusement recours aux dossiers de la Cour des Comptes relatifs à cet objet.

c). Cartons relatifs au commerce des vins et eaux-de-vie. N^o 693 à n^o 699. Ils sont d'une importance capitale. On peut les rapprocher des dossiers de l'Intendance 2682-2687. — Comme à ma connaissance, on n'en a pas tiré parti jusqu'à ce jour, je donnerai une idée sommaire de leur contenu :

N^o 693. — Dossier relatif à l'affaire des communautés qui peuvent interdire l'entrée du vin étranger. — Pièces concernant l'entrée des vins du Languedoc à Bordeaux. — Contestations au sujet des futailles de la côte du Rhône.

N^o 694. — De beaucoup le plus important. — Intervention de la Province dans l'affaire Rambaud contre Fermiers. — Pièces diverses concernant les droits sur les vins, la descente des vins du Languedoc à Bordeaux. — Pièces détachées relatives à l'arrêt de 1729 et à son exécution. — Mémoires divers de la fin de la période (1770-1789) au sujet du commerce des vins et eaux-de-vie et des abus dont il est la cause. — Droits des communautés à prohiber l'entrée du vin. — Statistiques de l'exportation des vins et eaux-de-vie à Cette (1740-1759 et 1759-1770). — Pièces relatives à la perception du droit de 20 sols par muid de vin en 1774 et états détaillés de la production pour cette même année et pour tout le Bas-Languedoc.

N^o 695. — Contestations avec Bordeaux. — Dossier de l'affaire Pouttingon et Deydier contre Maffre de la Tour (vente de vin par commissionnaire). — Communautés qui prohibent l'entrée du vin étranger. — Mémoires relatifs à la mesure de la spirituosité des eaux-de-vie.

N^o 696. — Mémoires divers sur la fabrication et le commerce des eaux-de-vie. — Contestations avec Bordeaux. — Prohibition de

l'entrée du vin étranger. — Droits. — Futailles de la côte du Rhône (1754 et années suivantes).

N° 697. — Difficultés avec Bordeaux. — Droits sur les vins du Roussillon. — Difficultés avec Marseille. — Entrepôt à Cette (1700).

N° 698. — Prohibition de l'entrée du vin étranger.

N° 699. — Circulation de l'eau-de-vie de cidre. — Descente des vins à Bordeaux.

Cette simple énumération suffit pour montrer l'importance de ces cartons.

d) Mentionnons enfin dans cette série G, un certain nombre de mémoires manuscrits sur les diocèses du Languedoc, mémoires dont rien n'indique la provenance.

Dans cette même série, je n'ai rien trouvé qui pût être utilisé soit directement soit indirectement dans les affaires traitées directement par le Syndic général de la province, non plus que dans le bureau des Finances.

Série F. (Minutes notariales). — En plus des minutes des notaires de l'évêché classées dans la série G., les Archives de l'Hérault possèdent les minutes de l'étude Mascon de Montpellier. C'est le point de départ d'une série qui s'enrichit chaque jour. J'ai essayé de montrer quelles pièces devaient attirer spécialement l'attention dans ces minutes (1).

Divers. — Je signale enfin parmi les manuscrits que j'ai consultés aux Archives départementales de l'Hérault, la copie du mémoire de Lamoignon de Basville déposée dans la salle du public. (Le manuscrit de Ballainvilliers est à la Bibliothèque municipale de Montpellier.)

C) Autres fonds.

1° Archives départementales du Gard. — Je n'ai trouvé dans ce dépôt aucun document nouveau, exception faite pour certaines pièces dont l'intérêt est tout à fait local. (Collection de pièces relatives à Aigues-Mortes C. 200. — Droits sur les vins pour l'année 1772).

2° Archives municipales de Montpellier. (*Montpellier.*)

(1) Deux autres séries ont été déposées depuis l'achèvement de ce travail.

Les recherches dans les archives municipales de Montpellier ont surtout porté sur la série III qui seule a fourni un assez grand nombre de documents. Dans cette série, j'ai dépouillé les cartons relatifs aux cabaretiers et cafetiers, à la viticulture et à la vendange, au commerce des vins et enfin à la tonnellerie. On a la surprise de trouver à Montpellier une riche collection d'arrêts relatifs à l'exécution de la mesure de 1729 sur les plantations de vignes, — c'est la plus riche collection que je connaisse —. Mais on n'est pas moins étonné de la pénurie des documents qui concernent le commerce des eaux de senteur ou celui des verdets : l'un et l'autre avaient été particulièrement importants à Montpellier au XVIII^e siècle.

3^e Archives municipales de Nîmes (*Nîmes*).

Aux Archives municipales de Nîmes, les séries FF, LL, et MM, contiennent beaucoup d'actes officiels relatifs au prix du vin, à la fixation du ban de vendanges. Dans la série OO on trouve un dossier relatif au prix des journées de vigneron. Dans cette même série et dans la série TT, on rencontre enfin une grande quantité de pièces concernant l'exécution de l'arrêt de 1729.

4^e Autres dépôts d'Archives. — J'ai utilisé des pièces que j'ai recueillies dans des archives communales, spécialement aux environs de Montpellier (Saint-Georges d'Orques, Saint-Drézéry, Les Matelles, Loupian). Ce n'était pas avec le dessein d'enrichir un catalogue, de grossir le nombre des pièces que j'apportais. Si j'avais eu une préoccupation semblable, elle m'eût amené à faire le catalogue complet des archives communales dans l'Hérault et dans le Gard et à les dépouiller complètement pour le XVIII^e siècle, ce qui était impossible. Mais j'ai voulu montrer quelle espèce de services peuvent rendre ces archives à l'histoire de la viticulture et du commerce des vins et eaux-de-vie.

5^e Enfin, j'ai eu connaissance de différentes pièces, grâce à l'obligeance de mon collègue, M. Chassary, professeur à l'Ecole Normale de Montpellier. Il m'a communiqué une permission de M. de Saint-Priest, pour planter vingt sétérées de vigne. — L'occasion n'est pas fréquente de trouver de ces permissions — Il m'a aussi communiqué un registre de reconnaissances d'emphytéotes de l'évêché de Montpellier — Les Matelles — que j'ai déjà utilisé dans un travail antérieur.

Ce sont là les sources les plus directes de l'histoire de la viticulture et du commerce des vins et eaux-de-vie. Il y en a d'autres cependant dont l'intérêt ne serait pas moindre : je ne puis que les signaler à cette place. L'évolution du régime de la propriété depuis la fin du x^v^e siècle n'a pas eu pour effet d'émietter les plus grands domaines du Midi languedocien. La division du sol était poussée peut-être plus loin à la fin de l'ancien régime qu'aujourd'hui. La pratique ancienne de l'emphytéose y était pour quelque chose, en Languedoc comme en Roussillon. Des grands domaines subsistants, quelques-uns sont parvenus intacts jusqu'à la fin du xix^e siècle, en dépit d'un régime successoral dont les mœurs méridionales annulent les effets. Or, il y a des cas où les papiers ont été conservés et se sont transmis avec la terre de propriétaire à propriétaire. On en pourrait citer même aux portes de Montpellier. Il va de soi que toutes les considérations que je développerai au sujet des compoix s'appliquent à ces documents issus d'archives privées. Quelle lumière ne jetteraient-ils pas sur le rôle de la vigne dans l'économie rurale.

§ II. — AUTRES SOURCES

J'ai peu de chose à ajouter sur les sources autres que celles dont il a été question précédemment. En dehors des Archives publiques et privées, on doit apporter la plus grande circonspection à recevoir les témoignages en matière d'histoire économique. Un Intendant qui fait une enquête a besoin que les réponses soient rédigées sur un type uniforme. Il impose une certaine objectivité à ses correspondants. D'autre part, un bail enregistré par un notaire, un allivrement de propriété au compoix sont des actes authentiques. Enfin, un préambule d'ordonnance peut être inspiré par des idées contestables : les faits sur lesquels il s'appuie sont certains. Les descriptions, récits de voyage, etc., ont une bien plus faible valeur documentaire. Aussi n'en ai-je retenu qu'un très petit nombre.

a) Ouvrages historiques fournissant des renseignements sur la production des vins et l'histoire du commerce :

D'AIGREFEUILLE. *Histoire de la Ville de Montpellier*, édition De la

Pijardièrre (Bibliophiles Languedociens). Montpellier. Coulet, 1882. 4 volumes in-4°.

b) Descriptions, récits de voyages :

DE GENSSANE. *Histoire naturelle de la province de Languedoc*. Montpellier, Rigaud Pons, 1775-1779. 5 vol in-8°.

YOUNG (A.). *Voyages en France pendant les années 1787-1788-1789*. Nouvelle traduction par M. LESAGE, Paris, Guillaumin, 1860, 2 vol. in-12, 1 carte.

c) Mémoires divers.

On trouvera plus loin l'indication des mémoires qui ont été communiqués aux États ou à l'Intendance. Il n'en est guère dont les auteurs n'aient fait hommage aux uns ou aux autres. On peut s'en assurer en consultant le meilleur recueil de documents de ce genre pour le Languedoc :

Comptes rendus de la Société royale des Sciences de Montpellier (Hérault D.). Procès-verbaux des Délibérations, Séances publiques, Mémoires.

Enfin il n'entre pas dans mon dessein de faire une bibliographie complète de la viticulture en Bas-Languedoc. Cependant je dois citer quelques ouvrages, mémoires ou articles qu'il me paraît indispensable de consulter :

Histoire générale du Languedoc, t. XIII. Études historiques sur la province du Languedoc depuis la régence d'Anne d'Autriche jusqu'à la création des départements. E. ROSCHACH. Toulouse, Privat, 1876, 1 vol. gr. in-4°, 1635 p.

AUGÉ-LARIBÉ. — *Le problème agraire du socialisme. La viticulture industrielle du Midi de la France*. Paris, 1907, 1 vol. in-8°.

BERTHELÉ (Jos.). — *Archives de la Ville de Montpellier*, t. III. Documents complémentaires. Montpellier, 1904. 1 vol. in-4°.

BIGOT (abbé). — *Histoire populaire de Fontès*. Montpellier, 1878. 1 vol. in-16. 374 p.

BLOCH (C.). — La viticulture Languedocienne avant 1789 (*Revue des Pyrénées*, VII. 593).

BOUGETTE (abbé E.). — *Histoire de Saint-Martin-de-Londres*. Montpellier, 1909. 1 vol. in-8°, 290 p.

BRUTAILS. — Notes sur l'économie rurale du Roussillon, à la fin de

l'Ancien régime. *Bulletin Société agricole, scientifique et littéraire des Pyrénées-Orientales*, XXX, Perpignan, 1889.

DEGRULLY. — *Essai historique sur la production et le marché des vins en France*. Montpellier, 1910. 1 vol. in-8°.

DELEUZE (S.). — *Saint-Georges d'Orques aux XVII^e et XVIII^e siècles; études agricoles et statistiques*, Montpellier, 1881, in-8°.

DEMANGEON (A.). — *Les sources de la géographie de la France aux Archives nationales*. Paris, 1903, in-8°, 120 p.

DUTIL. — *L'état économique du Languedoc à la fin de l'Ancien régime (1750-1789)*. Paris, 1912, in-8°.

LIMASSET (A.). — *Réglementation du vin dans la province de Languedoc et particulièrement à Roquemaure aux XVII^e et XVIII^e siècles*. (*Mémoires Acad. de l'aucluse*, 2^e série VII, 1908 ; 273-297). Avignon, 1908.

MONIN. — *Essai sur l'histoire administrative du Languedoc pendant l'intendance de Basville (1683-1719)*. Paris, 1884. in-8°, 430 p.

SAUMADE. — *Fabrègues (1630-1792)* Montpellier 1908. in-8°, 676 p.

Il existe sans doute un bien plus grand nombre de monographies historiques. mais le souci de l'histoire économique est bien rare chez les auteurs de travaux de ce genre. C'est pourquoi notre liste est si courte.

NOTE

Nous indiquerons en passant les principaux inventaires ou catalogues qui nous ont servi de guides dans nos recherches.

a) Arch. Nationales : État sommaire par série des documents conservés aux Archives nationales. Paris 1891.

Conseil de Commerce et Bureau du Commerce. Inventaire analytique des procès-verbaux, par P. Bonnassieux. Introduction et Table par Eug. Lelong. Paris, 1900.

b) Hérault. Répertoire numérique des Archives départementales de l'Hérault, série A (*en cours d'impression*). [Jos. Berthelé].

Inventaire sommaire des Archives départementales antérieures à 1790 (Hérault), Archives civiles, série B. [E. Thomas] (une partie seulement du fonds) Montpellier. s. d.

Inventaire sommaire..... série C :

C. 1 à 2432. — [E. Thomas], Montpellier 1865.

C. 2433 à 2812. — [L. de la Cour de la Pijardière], Montpellier 1887.

C. 2813 à 3893. — [L. de la Pijardière et Jos. Berthélé], Montpellier 1897.

C. 3894 à 4867. — [Jos. Berthélé], Montpellier 1906.

Répertoire numérique des archives communales de l'Hérault antérieures à 1790 (*en cours d'impression*) [Jos. Berthélé].

Récolement des Archives municipales de Montpellier [par Daniel Grand]. Bull. mun. de la ville de Montpellier, août-septembre 1889, annexe n° 2.

Inventaire sommaire des Archives communales antérieures à 1790, Pézenas [Berthélé], Saint-Pons [Sahuc], Aniane [abbé Cassan].

c) Gard. Inventaire sommaire..... série C [De Lamothe], Paris, 1865.

Inventaires sommaires des Archives communales antérieures à 1790 :

Nîmes [De Lamothe] 1879.

Uzès [De Lamothe] 1867.

Le Vigan [Teissier] 1890.

Cahiers de doléances de la sénéchaussée de Nîmes pour les États généraux de 1789 publiés par E. Bligny-Bondurand. 2 vol. Nîmes, 1908.

d) Haute-Garonne : Inventaire sommaire..... série C. t. I [Baudouin]. Toulouse, 1878.

Inventaire sommaire..... série C., t. II. Procès-verbaux des États de Languedoc (1497-1789) [Baudouin et Pasquier] Toulouse, 1908.

CHAPITRE PREMIER

LE VIGNOBLE ET LE VIN

§ 1. — **La place de la vigne dans l'économie rurale. Surfaces complantées.**

Nous examinerons successivement les documents qui permettent d'acquérir une idée d'ensemble de la viticulture languedocienne, puis ceux qui nous renseignent d'une manière plus complète sur la fonction de la vigne dans l'économie rurale ancienne et sur le prix qu'on attache à sa possession.

A

Les documents généraux sont surtout les enquêtes officielles entreprises à diverses époques et dont on trouve les pièces dans les papiers de l'Intendance et des Etats. Avant d'en donner le détail, il convient de faire une remarque. Une grande partie de ces mémoires ont été établis par les subdélégués ou par les commissaires du Roi aux Assiettes des Diocèses : l'auteur connaît bien sa circonscription et ses appréciations doivent être retenues, mais elles n'ont pas toujours toute la précision désirable et sont de ce fait difficiles à utiliser. Même les registres les plus détaillés doivent être l'objet d'une sévère critique ; ils présentent des lacunes et offrent souvent des invraisemblances. C'est que les autorités locales opposaient la force d'inertie aux objurgations de l'Intendant et de ses subdélégués. L'ignorance, la crainte ou l'indifférence des clercs et des laïcs contrariaient les efforts les plus sérieux. On en peut juger par ces trois observations — qu'on gardera présentes à l'esprit en utilisant les sources générales :

Enquête de 1744. — Communauté de Prades; «le curé a refusé de répondre voulant un salaire » (*Hérault C. 4114*).

1779. — « On ne saurait demander des éclaircissements aux communautés sans qu'elles s'imaginent d'abord qu'on cherche les moyens d'augmenter leurs impositions, et cette terreur panique de leur part occasionne leur négligence à répondre aux lettres ». Subdélégué de Lodève, 27 juillet 1779, (*Hérault C. 2836*).

1779. — « La méfiance est souvent la cause de l'inaction des consuls. Ce sont pour la plupart des villageois illettrés qui imaginent qu'on veut les grever. » Subdélégué de Narbonne, 16 septembre 1779 (*Hérault C. 2836*).

Il n'importe guère que ces deux dernières déclarations aient été faites à l'occasion de l'enquête sur les défrichements : la méfiance paysanne est toujours éveillée par des curiosités indiscretes.

Sous le bénéfice de cette observation, nous passerons en revue les principaux groupes de documents.

1697. — Parmi les mémoires contenus dans *C. 45 (Hérault)*, ceux qui paraissent antérieurs à 1697 (Alet, Limoux, Lodève), (1) fournissent peu de renseignements utilisables. Le mémoire de Lamoignon de Basville qui résume tous ces documents ne contient lui-même que des indications très générales : elles se trouvent au chapitre II qui traite des diocèses.

1701. — Un autre manuscrit du même auteur se trouve dans *C. 47 (Hérault)*, Il renvoie au mémoire écrit pour le duc de Bourgogne et n'offre pas plus de précision. En revanche on doit reproduire les parties essentielles d'un mémoire de Basville relatif au droit de foraine (pièce non datée, mais établie en août 1701 comme le montrent les pièces du même dossier).

« La première difficulté qui se présente dans le mémoire de question, — il s'agit du mémoire des fermiers sur la foraine —, est sur l'article du vin qui

(1) Celui de Lodève publié en 1873 dans l'annuaire de l'Hérault sous la signature Alcée Devars.

est un des plus importants par rapport aux grosses quantités que l'on en recueille dans le Bas-Languedoc fertile en vignes et où l'on en plante encore tous les jours dans les lieux incultes et déserts que l'on défriche et où il serait difficile de faire croître autre chose.

Ces vins dans les années d'abondance, déduction faite de la consommation du pays restent en grande quantité entre les mains des habitants qui en ont le débouché de deux manières, ou en les envoyant en espèces à l'étranger, ou en les convertissant en eau-de-vie.

Le prix en est médiocre parce que la culture des vignes étant faite avec des mulets qui les labourent n'est pas chère, en sorte que le muid ou tonneau de vin ordinaire estimé 3 muids mesure de Paris ou environ, pesant près de 14 quintaux poids de marc net, ne vaut souvent que 25 et 30 lt.; peut-être même que cette année après la récolte qui paraît devoir être bonne, il ne vaudra pas au delà de 15 et 16 lt. Il est vrai qu'il a valu dans les années 1696 et 1697 jusqu'à 100 lt., le muid ou tonneau, mais comme la guerre et les stérilités étaient cause de cette cherté, cela ne doit pas faire aucune conséquence pour l'avenir. Le pied commun que l'on pourrait donc prendre si l'on voulait fixer l'estimation du vin, dans les maîtrises de Narbonne et de Ville-neuve paraît raisonnable à 20 lt. le muid ou tonneau. En l'année 1581, il fut apprécié à 18 lt. quoiqu'il y eut en ce temps-là six fois moins de vignes qu'il y en a présentement.»

Avis de M. de Basville, Intendant en Languedoc, au sujet des tarifs de la foraine. (*Héroult. B. 91*). On sent le prix, et de ces constatations, et de ces considérations rétrospectives.

1734. — Trente ans après on trouve des renseignements sur l'état du vignoble dans le diocèse de Montpellier, dans le *Registre de vérification des compoix* (1734). Le procès-verbal de vérification est suivi de remarques sur les productions et les cultures de la communauté, en sorte que l'ensemble équivaut à une enquête très sérieuse. Je cite quelques-unes des remarques les plus intéressantes :

Teiran : « On s'est adonné depuis une trentaine d'années à faire des vignes qui auraient assez bien réussi. »

Les Matelles : « Ils ont du vin à peu près ce qu'ils en consomment. Les habitants à cause de ce compoix illisible ont grand soin de conserver dans leur famille une copie des biens qu'ils possèdent ; les principaux et les plus étendus ont ramassé toutes ces copies et ont trouvé : en champs 643 set., en vignes 197, en olivettes 54, en biens incultes, la plupart des champs 404, enfin en devois 5.013 ».

Balaruc : « La principale récolte de cette communauté est le vin rouge, blanc et muscat. On y faisait autrefois beaucoup de raisins secs, il n'y en a presque plus ». (*Hérault. C. Etats n° 93 et 94*).

Il est regrettable que les registres de vérification des autres diocèses ne contiennent aucune mention de cette nature.

1697-1750. — A la première moitié du xviii^e siècle, appartiennent, on l'a vu, des mémoires, copies ou extraits de travaux anciens, portant parfois des annotations marginales ; le tout a été réligé soit pour M. de Bernage, soit à l'intention de Le Nain d'Asfeld (*Hérault C. 45, 46, 47*). Ces pièces ne fournissent pas de détails précis pour notre objet et les annotations marginales, quand elles existent, n'ont d'intérêt que pour la datation des pièces (1).

1740-1750. — Mais on utilisera avec beaucoup de fruit les Registres où sont consignés les résultats de l'enquête par communautés entreprise par Le Nain d'Asfeld (*Hérault, C. 1114, 1115, 1116*). Dans son questionnaire pour les paroisses rurales, la 3^e question était relative à la quantité et à la production des vignes. Nous avons conservé les registres des diocèses de Montpellier (2), d'Alet et de Limoux pour le Bas-Languedoc. On y voit que beaucoup de communautés déclarent que leurs garigues pourraient être défrichées et donner du vin. Les indications numériques que sollicitait le questionnaire manquent parfois. Tantôt ce sont les superficies (Lattes, Pérols, Castries, Le Triadou, etc.), tantôt les récoltes (Lattes, Poussan, Saussan). Dans certaines réponses on distingue le vin blanc du vin rouge, d'autres fois on les confond. Pour ces raisons, les chiffres de ces registres ne sont pas propres à former une statistique d'ensemble. D'ailleurs les bases sur lesquelles on pouvait alors asseoir une appréciation de la surface complantée n'étaient pas très solides. (Cf. *infra*, Compoix). Il me paraît néanmoins que l'étude de ces statistiques permet de se

(1) Les critiques contenues dans ces annotations sont toujours très générales.

(2) Publié par M. Jos. Berthélé. *Archives de la Ville de Montpellier*, t. III *Document complémentaires*. Montpellier 1904.

former une idée générale exacte du rôle de la vigne dans les diverses parties du diocèse de Montpellier (1).

1750-1788. — Les mémoires établis par l'ordre de Le Nain d'Asfeld (*Hérault. C. 46*) jusqu'en décembre 1750, sont beaucoup moins précieux à consulter. Mettons à part cependant un mémoire sur le diocèse de Montpellier.

Sur 246.994 sétérées, il y en a le tiers en vignes produisant 27.000 muids de vin faisant 60.000 muids de Paris de 288 pintes, soit 18.000 muids d'excédent à 30 lt. le muid année commune (*Hérault. C. 46*).

Les documents provenant de l'Intendance des deux Saint-Priest sont beaucoup moins nombreux. Il faut citer un mémoire sur le diocèse de Montpellier destiné à servir de modèle (1768).

« Il y a beaucoup de vignes et le vin qu'elles produisent est bon, principalement dans certaines communautés telles que Saint-Georges, Saint-Christol, Saint-Drézéry et autres lieux dont le sol est léger et rempli de cailloux, comme au Crès ou ailleurs » (*Hérault. C. 46*.)

Nous le retrouverons au sujet de la culture. Un autre mémoire de la même date (*Hérault. C. 2949*) sur le commerce et les productions du Languedoc n'ajoute rien à nos connaissances. Il n'en est pas de même des états de récoltes de 1773 contenus dans une des liasses relatives aux indemnités (*Hérault. C. 2846*). Les imprimés comportent trois colonnes réservées à l'étendue en arpents, à la récolte année commune, à la récolte de 1773. Ces colonnes sont remplies dans trois états consacrés aux diocèses de Narbonne, Agde, Uzès. Mais l'étude attentive de ces chiffres montre qu'il faut en user avec précaution. Il est difficile d'admettre que la récolte de Roquemaure soit seulement de 666 muids année commune, et celle de Villeneuve de 243 seulement. Les chiffres donnés pour le diocèse d'Agde présentent plus de vraisemblance.

(1) J'ai tenté un premier dépouillement de ces pièces pour l'étude de l'industrie pastorale dans mon étude sur la transhumance dans la région montpelliéraine (*Bull. Soc. lang. de Géographie*, 1912).

A la même époque appartiennent des mémoires rédigés par les commissaires du Roi à l'assiette des Diocèses (*Hérault. C. Etats*). En ce qui concerne le Bas-Languedoc, les registres de Béziers et de Lodève contiennent seuls des indications utiles.

Mémoire sur le diocèse de Lodève (1768-1769). — « Le vin est plus fin dans la montagne où l'on cultive des vignobles situés sur les coteaux ; une terre sèche assez abondante en cailloux, une bonne exposition jointes à une culture assidue procurent au vin du pays cette bonne qualité. Mais il faut faire annuellement pour l'entretien du vignoble des dépenses considérables et qui sont cause que cette nature de biens n'est pas d'un meilleur rapport que les terres à blé. Les plus considérables de ces dépenses sont occasionnées par l'entretien des murailles qui soutiennent le terrain de la plupart des vignes qui sont en terrasse ou en amphithéâtre ». (*Reg. relié gr. in-8, Hérault. C. Etats*).

1788. — Les meilleurs documents sont relatifs aux dernières années de l'ancien régime. Par le soin apporté à sa préparation, l'enquête de Ballainvilliers égale celle de Le Nain ; le résultat est supérieur à celui que Basville avait obtenu en 1697. Parmi les travaux préliminaires des subdélégués, il faut distinguer le mémoire relatif au diocèse d'Uzès. Il donne une statistique des terres par communautés : au total sur 23.542 palmées de terres cultivées, 2.446 le sont en vignes. Ce mémoire est de tous points excellent (*Hérault. C. 47*). On a souvent cité les très beaux Mémoires de Ballainvilliers : les appréciations en sont exactes et détaillées malgré l'absence d'un appareil statistique souvent trompeur. J'en extrais quelques passages fondamentaux qu'on confrontera utilement avec les déclarations de Basville en 1701.

Diocèse de Narbonne : Les vins... « y deviennent parfois à charge au propriétaire » (*f. 113 v°*).

Diocèse d'Agde ; port de Cette : « Le commerce des vins et eaux-de-vie n'avait eu qu'une progression faible et lente jusqu'en l'année 1770, époque à laquelle les vins ayant manqué dans les autres provinces du Royaume, on eut recours à ceux du Languedoc. Plusieurs propriétaires de vignes trouvèrent dans une seule récolte la valeur du fonds qui l'avait produite et l'on vit des fortunes rapides s'élever par le seul commerce de la commission des vins et eaux-de-vie » (*f. 143*).

Diocèse de Nîmes (Beaucaire) : « Cette espèce de profusion souvent très à charge fait désirer de voir convertir en terres labourables les terrains qui

sont plantés en vignes dans la plaine dont nous avons parlé plus haut...» (f. 169).

Diocèse d'Uzès (côte du Rhône) « On compte environ 2450 palmées de terres plantées en vignes, le vin qu'on y recueille est estimé. On connaît l'excellence de celui qui vient sur les bords du Rhône. La culture des vignes dans cette partie du diocèse emploie environ 1000 personnes. Les terres en vignoble demandent deux œuvres et c'est en général du soin plus ou moins grand que l'on donne à ces travaux que dépendent les produits de la vigne. » (f. 222).

Tous les autres détails montrent l'importance croissante du vignoble bas-languedocien. On voit en même temps apparaître les subites fortunes et les méventes désastreuses. Basville avait déjà affirmé que la vigne était la seule culture possible : tous les clichés dont se compose la littérature économique relative au Bas-Languedoc sont désormais créés.

Le mémoire de Ballainvilliers est le dernier des documents généraux relatifs au vignoble du Bas-Languedoc. Son importance et sa précision dépassent de beaucoup celle des relations de voyage comme celle de Young ou des simples esquisses comme celle de Genssane.

B

Mais on ne peut considérer le dépouillement des documents généraux que comme une introduction à une étude plus approfondie. On peut souhaiter d'arriver à des précisions plus grandes touchant les progrès du vignoble. Et d'autre part on ne connaît bien une culture que si l'on sait le rôle qu'elle joue dans les différentes catégories d'exploitations et dans les diverses parties de la région. Il faut être renseigné aussi sur les valeurs de la terre vigne et sur les conditions de la vente. Les documents que nous allons examiner ont l'avantage de nous mettre en contact direct avec la réalité.

1^o Ce sont d'abord les compoix. Ils sont généralement précédés d'une feuille d'allivrement : celui du Causse de Cazeville (1680) nous apprend que les terres vignes et les terres champs sont également imposées. En totalisant, dans le même compoix et par catégories, les parcelles appartenant au même propriétaire, nous voyons que la

vigne est une pièce intégrante de chaque exploitation, mais que la surface plantée en vignes n'est proportionnelle à l'étendue de l'exploitation qu'au-dessus d'un certain minimum. Ces résultats sont d'autant plus intéressants qu'ils s'expriment en chiffres. Lorsqu'on rencontre dans une localité des compoix établis à 75 ou 100 ans de distance, il y aurait, semble-t-il, des chances pour qu'on puisse étudier les changements de culture (Ex : *Saint-Georges d'Orques, 1659 et 1723*).

Il s'en faut qu'on puisse tirer un tel parti des compoix. Les registres de vérification de 1734 (*Hérault, C. Etats n° 94, 95, Montpellier. n° 96, Béziers, n° 97 Agde*), nous montrent que les parcelles mentionnées au compoix ne représentaient pas toute la surface cultivée. D'autre part, quand un champ a été planté en vignes, on ne s'est pas soucié de changer sa désignation ; on ne s'est pas pressé non plus de faire mentionner les parcelles de devois que l'on complantait. — Il n'y a guère d'exemple que les contribuables sollicitent une augmentation d'impôts. — La comparaison de compoix établis à des dates différentes suggère l'idée qu'on s'est borné à copier la pièce la plus ancienne. J'ai toujours vu les indications marginales porter sur des changements de propriétaire, jamais sur des changements de culture. Tout cela restreint singulièrement la signification des compoix. Dans bien des cas, le tableau qu'ils permettent de composer devra être reporté à une date plus ancienne.

Je rapprocherai des compoix, des documents comme la « Relation générale des vignes et plantiés d'Aimargues » (*Aimargues III 3*), ou encore le « *Registre des Reconnaissances faites par les emphytéotes des Matelles, le Causse de Cazevieille, Saint-Gély du Fesq* » à l'évêque de Montpellier (1773 et 1774). Les documents de cette catégorie, lorsqu'on a la fortune d'en trouver, peuvent utilement servir de contrôle aux compoix et aux enquêtes générales. Mais la comparaison est toujours minutieuse, et les résultats en demeurent incertains.

2° Dans les minutes notariales, l'examen des baux fournit quelques renseignements intéressants sur la place occupée par la vigne dans le domaine rural. On voit que le bailleur se réserve parfois l'usage d'une vigne (Bail de Pierre à Marsillargues, 24 août 1741. Minute provenant de l'étude *Mascon. Hérault*). On voit aussi fréquemment vendre et louer des vignes isolées (*même source*). Ces détails ont leur intérêt en économie rurale. Il serait curieux de savoir si de tels usages étaient

pratiqués dans tout le Bas-Languedoc. Il serait important aussi de savoir le prix de la terre vigne. Les actes de vente nous renseignent là-dessus. Mais là encore, un certain scepticisme est de rigueur. Le prix de la vigne varie avec l'âge du plantier, au moins autant qu'avec la superficie : en relevant les prix dans les actes de vente passés à l'étude Mascon, j'ai remarqué que les trois quarts des vignes vendues étaient vieilles et ruinées ; elles faisaient le plus souvent l'objet d'une expertise après vente. D'un autre côté, l'usage n'a jamais été, en Bas-Languedoc, de porter sur l'acte le montant intégral de la vente.

Ces remarques s'appliquent bien plus fortement encore aux Registres des Insinuations laïques (*Bureaux de Béziers et de Montpellier, 1731-1789. Hérault. B.*). Les différents articles d'une même déclaration n'y sont pas détaillés ; le seraient-ils, qu'on aurait le droit de suspecter des évaluations impossibles à contrôler. On ne peut guère, de nos jours s'appuyer raisonnablement sur les registres de l'enregistrement pour établir la valeur des diverses catégories de propriété non bâtie. Il en était de même dans le passé. Voici quelques chiffres extraits des minutes notariales et des enregistrements de donations. On mesurera les écarts.

ANNÉE	LOCALITÉ	SUPERFICIE	VALEUR	ORIGINE DU RENSEIGNEMENT
1739	Montpellier	2 sétérées	420 lt.	Minutes not.
1741	—	4 sétérées	273 lt.	—
1744	—	3 sétérées	120 lt.	—
1750	Villevieille	2 set. 1 carte	150 lt.	Insinuations
1750	Montpellier	10 sétérées	600 lt.	—
1750	Saussan	5 sétér. 1/2	100 lt.	—

NOTA. — Toutes ces vignes sont en bon état. Les trois premières complantées d'oliviers. La valeur moyenne ressort à 58 lt. la sétérée.

Il est difficile de dire de combien il faudrait majorer ces valeurs pour obtenir un chiffre probable.

Une dernière remarque doit être faite au sujet de l'emploi de ces documents. Ils sont très nombreux, on ne peut les dépouiller tous. Ils trouveront surtout leur emploi dans l'établissement des monographies communales : le dépouillement des enquêtes générales a justement pour objet de faire discerner les communautés dont l'étude serait fructueuse.

2. — Tentatives officielles pour enrayer les progrès de la vigne.

En 1701, Lamoignon de Basville atteste le progrès de la vigne. Moins de trente ans après on s'en préoccupe et on essaie de les enrayer. Les pièces relatives à cette tentative sont très dispersées. Voici celles que nous avons rassemblées :

1729. — Arrêt du Conseil défendant de planter de la vigne dans les élections de Montauban et de Cahors (*Arch. Nat. F¹² 76*).

1731. — Arrêt du Conseil du 5 juin 1731,

« Qui ordonne qu'à commencer du jour de la publication il ne sera fait aucune nouvelle plantation de vignes dans les provinces et généralités du royaume, et que celles qui auront été deux ans sans être cultivées ne pourront être rétablies sans une permission expresse de Sa Majesté à peine de 3000 lt. d'amende ».

Sur les motifs... « que la trop grande abondance des plants de vignes dans le Royaume occupait une grande quantité de terres propres à porter des grains ou à former des pâturages, causait la cherté des bois par rapport à ceux qui sont annuellement nécessaires pour cette espèce de fruits et multipliait tellement la quantité des vins qu'ils en détruisaient la valeur et la réputation dans beaucoup d'endroits ». (*Hérault A 94, et Arch. Nat. H¹. 748¹³⁸*).

1732. — 14 janvier 1732. Ordonnance de M. de Bernage d'après laquelle,

« Les maires et consuls des communautés de cette province seront tenus chacun de remettre en droit soit au subdélégué le plus prochain dans trois jours après la publication de la présente Ordonnance, un état d'eux certifié contenant les nouvelles plantations de vignes qui ont été faites dans l'étendue de leur terroir depuis le jour de la publication de l'arrêt du 15 juin 1731 » (*Hérault A 94, et Archives Nationales H¹ 748²³³*).

Elat manuscrit des contrevenants de Nîmes au nombre de 91 (*Nîmes. TT, 16*).

13 juillet 1732. Ordonnance de M. de Bernage condamnant ces particuliers à l'amende (*Nîmes TT. 16*).

1734. — Plaintes dans le registre de vérification des compoix du diocèse de Montpellier (*Hérault. C. Etats, nos 93 et 94*).

Viletelle. — « Il y a plusieurs vignes vieilles qu'on voudrait replanter, mais ces bonnes gens ne savent comment s'y prendre pour en avoir la permission ».

Saint-Bauzille-de-Montmel. — « Le consul et autres habitants nous ont représenté qu'ils ont plusieurs morceaux de terrain où aucune espèce de grains ne peut venir et qui pourraient faire des vignes si on voulait avoir la bonté de leur accorder la permission après en avoir fait faire une vérification générale ; comme ce sont de petites possessions, plusieurs paysans illettrés ne sont pas en état de remplir les formalités qu'il faut pour avoir des permissions particulières. »

A Beaulieu, à Valflaunès, à Saint-Christol même son de cloche qu'à Viletelle.

1735. — Protestation des Etats de Languedoc, Ils décident,

« De représenter à Sa Majesté que cette règle ne saurait être suivie dans la province sans porter un préjudice considérable principalement au Bas-Languedoc dont les terres ne sont propres qu'à cette espèce de production. » (*Hérault. Pr. verb. Etats, Déc. 1735*).

1736. — Rapport des députés chargés de ces représentations :

« On a paru goûter ces représentations et quoique Sa Majesté n'ait pas jugé à propos de changer un règlement qu'on croit nécessaire en général, elle a bien voulu promettre de donner ses ordres pour remédier au mal particulier qu'il cause dans la province toutes les fois que l'occasion s'en présentera. » (*Hérault, Pr. verb. Etats, Déc. 1736*).

1737. — Réponse du Roi à de nouvelles instances :

M. l'Intendant a été cependant autorisé par une lettre de M. le Contrôleur général à accorder les permissions nécessaires pour planter des vignes même dans les terrains où il n'y en avait pas eu, pourvu qu'il fût justifié par experts que lesdits terrains n'étaient propres à aucune autre espèce de culture. » (*Hérault, Pr. verb. Etats, Octobre 1737*).

1732-1750.— On peut voir dans les Registres des Requêtes failes à l'Intendant (*Hérault. C. 996 et sq.*), comment il fut usé de cette faculté. On trouve dans ces Registres deux catégories de pièces. Il y a d'abord des requêtes tendant à obtenir des permissions de planter ou de replanter. Elles visent surtout des terres où la vigne s'est éteinte par vieillesse. L'issue, indiquée en marge, est habituellement favorable ; pas toujours cependant (Requête du 17 décembre 1732 dans *C. 996*). A côté de ces pièces, on trouve d'autres requêtes tendant à obtenir décharge de l'amende de 300 lt., tantôt isolées, tantôt groupées. En 1732 elles ont été exaucées, ce qui semble s'expliquer par le fait qu'il s'agit de replantations, non de plantations.

On trouve encore dans les registres de 1744 et 1745 (*Hérault C. 1003*) des requêtes motivées par l'ordonnance de 1731, mais leur nombre a sensiblement diminué.

On en cherche vainement dans les registres postérieurs à 1754. Une statistique de ces requêtes fournirait des indications précieuses. On ne doit cependant pas en exagérer l'intérêt. Toutes les condamnations n'ont pas été forcément suivies d'une demande de modération, et, d'autre part, on ne peut pas affirmer que toutes les dérogaions à l'arrêt aient été des occasions de poursuites.

Dans presque tous les dépôts d'archives, on trouve postérieurement à 1734 des pièces relatives à l'application de l'arrêt de 1731 (1).

1737. — Arrêt du Conseil autorisant les consuls de Portiragnes à faire planter en vignes 788 sétérées dépendant de leur communauté (*Arch. Nat. H¹. 748¹⁴⁷*).

1740. — Jugement de l'Intendant du 29 novembre 1740 condamnant les particuliers qui ont fait des plantations à 3.000 lt. d'amende (*Nîmes. OO. 146*).

1744. — Protestation du subdélégué d'Alet ; dans un mémoire en forme de supplément, il demande une vérification générale des terres (*Hérault C. 45*).

(1) J'ai cité tous les jugements et ordonnances qui sont parvenus à ma connaissance. On ne trouve ces placards que dans les Archives municipales.

Ordonnance du 22 décembre 1744 relative au défrichement et à la plantation abusive des garigues de Nîmes (*Nîmes. TT. 16*).

1748. — Déclaration d'arrachage pour replantation à Montpellier (*Montpellier. HH. viticulture*).

1749. — Ordonnance du 18 mars 1749 contre un sieur Langlès de Boutonnet (Montpellier) pour avoir planté au tènement du Crès. (*Nîmes. TT. 46 — Montpellier HH. viticulture*).

1750. — Ordonnance du 26 janvier 1750 contre Jean Rouaix de Védillan (dioc. de Narbonne) pour dérogation à l'ordonnance de 1731. (*Nîmes TT. 16 — Montpellier HH. viticulture*).

1753. — Ordonnance du 28 janvier 1753 contre 123 particuliers d'Ouveillan, Cuxac, Salelles et Argeliers (dioc. de Narbonne), qui ont planté 357 sétérées (*Nîmes. TT. 16 et Montpellier. HH. vitic.*) (1).

Permission de M. de Saint-Priest pour planter 30 sétérées de vignes au terroir de Castelnau, après vérification d'experts, preuve étant faite par documents et par témoins que le terrain était anciennement complanté (1^{er} février 1753). Je dois la communication de cette pièce à mon collègue, M. Chassary.

Ordonnance du 2 mars 1753 contre 62 particuliers qui ont planté 519 sétérées 1/2 à Capestang. (*Montpellier HH. viticulture*).

1755. — Déclarations d'arrachage en vue d'une replantation immédiate à Saint-Georges d'Orques, 16 juillet et 30 décembre 1755. (*St-Georges d'O., Reg. des Délibérations*).

1756. — Autre déclaration du 8 mars 1756 (*St-Georges d'O., Reg. des Délibérations*).

1757. — Lettre de Saint-Priest à ses subdélégués à fin d'enquête sur l'ordonnance de 1731 (*Haute-Garonne. C. 110*).

(1) Déjà cité par M. C. Bloch (*op. cit.*).

15 avril 1737. — Ordonnances de M. de Saint-Priest :

1^o Contre 343 particuliers de Limoux qui ont planté ou replanté sans autorisation (*Montpellier, III. viticulture*) (1).

2^o Contre 60 particuliers de Campagne, qui ont planté ou replanté 70 sétérées (*même source*).

3^o Contre 176 particuliers d'Espéraz, qui ont planté ou replanté 514 sétérées (*même source*).

4^o Contre 216 particuliers de Quillan, qui ont planté ou replanté 173 sétérées (*même source*).

1759. — Lettre de Saint-Priest à ses subdélégués (établissant la liberté des plantations. (*Haute-Garonne. C. 110*).

On voudrait savoir quelle a été l'efficacité réelle de ces mesures coercitives. En dépouillant les minutes de l'étude Mascon, aussi bien que les registres des Justices locales dont il sera question plus loin, j'ai été frappé du nombre d'expertises relatives à des vignes vieilles et abandonnées. Ces expertises ont-elles été plus fréquentes au milieu du siècle qu'avant 1731 ? des statistiques minutieuses pourraient seules nous l'apprendre.

Mais ces statistiques nous fixeront sur la valeur des opinions assez contradictoires exprimées à la fin du siècle sur l'arrêt de 1731. Nous trouvons dans le fonds de l'Intendance un mémoire d'un certain Vidal :

1781, — « Réflexions sur la trop grande quantité de vignes » (*Hérault C. 2949*).

« Les annales du royaume ne laissent ignorer à personne qu'avant 1709, il n'y avait pas, à beaucoup près, autant de vignes qu'à présent. Cependant, quelques années consécutives d'abondance avaient obligé la plupart des particuliers à donner leur vin au menu peuple pour vider les tonneaux dont ils croyaient avoir besoin pour la récolte suivante. Le grand hiver survint qui fit périr la majeure partie des vignes. Alors les vins, étant devenus fort rares, devinrent conséquemment extrêmement chers. Cela engagea les particuliers à renouveler leurs plantations sur les mêmes fonds trop arides pour porter du grain, et en cela plus propres à faire du bon vin.....

..... Avec combien plus de raison, l'exécution [de l'arrêt de 1731] doit-elle

(1) M. Dutil n'avait cité que cette ordonnance d'après *Haute-Garonne C. 110*.

paraître plus importante aujourd'hui que les nouvelles plantations se sont multipliées à l'infini ; le voyageur étonné n'aperçoit que des vignes, là où il n'avait vu que des champs, des bois et des pâturages. »

Il dit que, pour appliquer l'arrêt, il faudrait avoir recours au « cadastre des lieux » et avance que les experts chargés des rapports, n'ont pas été souvent de bonne foi.

1786-88. — Après lui, Ballainvilliers, adoptant l'avis des subdélégués de Montpellier, de Toulouse, d'Uzès et de Castres (*Hérault. C. 45*) regrette que l'arrêt de 1731 soit devenu caduc.

1786. — Cette opinion cependant n'était pas générale ; ce n'est pas, en particulier, celle d'un anonyme qui fit paraître en 1786, une brochure de 21 pages, chez F. Picot, à Montpellier : « Mémoire sur la plantation des vignes » (*Arch. Nat., H¹ 748* ²²²).

§ 3. — Mesures favorables à l'extension des vignes

1770. — On est porté à croire que la Déclaration du Roi du 3 juillet 1770, concernant les défrichements des terres incultes en Languedoc, a amené une extension de la vigne. Il est assez difficile de l'établir. Des enquêtes annuelles ont été faites entre 1770 et 1787. Les résultats sont renfermés, soit dans les cartons des Archives nationales (*H¹ 1488-1500* inventoriés dans *H¹ 1627*) soit dans les papiers de l'Intendance à Montpellier (*Hérault. C. 2827-2840*). Dans les pages qui suivent, nous renverrons toujours à la série montpelliéraine. Mais les indications relatives au sujet qui nous occupe sont très peu nombreuses.

Ce n'est pas que les ministres n'aient réclamé des précisions. Terray, dans une lettre du 12 août (1772, *H. C. 2827*), demande à être renseigné sur les défrichements plantés en vigne ou destinés à l'être.

« ... D'un autre côté, il ne faudrait pas s'exposer à arrêter l'expansion de la culture de la vigne dans les défrichements, en rendant cette culture, que je regarde comme très avantageuse en Languedoc, moins favorable que tout autre relativement à la durée des exemptions accordées ».

Cette demande de renseignements était motivée par les difficultés qu'avait soulevé l'application de la Déclaration de 1770. On ignorait si les terres défrichées antérieurement à la Déclaration et plantées en vignes devaient profiter de l'exemption du cinquième : la question s'était posée à propos du cas du sieur Brueys, acquéreur d'une terre de 140 sélérées, dont 40 avaient été complantées en 1759.

1772 — La pièce la plus intéressante de l'enquête faite à ce sujet, est un mémoire récapitulatif du 5 février 1772 (*Hérault. C. 2827.*) Mais les renseignements demandés par Terray et qui présenteraient pour nous un si grand intérêt, ont disparu, s'ils ont été réunis. Nous n'avons que l'avis de Syndic général (29 août 1771) :

« Les terres propres à la vigne ne le sont généralement pas à autre chose »

Quelques années plus tard, d'Ormesson demandera aussi vainement, par une lettre du 18 septembre 1783, des renseignements circonstanciés sur la nature et la qualité des terrains défrichés (*Hérault. C. 2858*).

On trouve cependant quelques attestations générales à la colonne des observations. Entre 1770 et 1772, il y a eu des plantations dans les subdélégations de Nîmes et de Montpellier (*Hérault. C. 2834*).

1774. — Rapprochons ces faits du témoignage des habitants de Mèze, Marseillan, Pomérols, Loupian et Bouzigues, dans une supplique relative au droit de 30 s. par muid (*Hérault. C. Etats n° 694*).

«..... Dans le Bas-Languedoc, cette espèce d'agriculture est devenue en quelque sorte l'objet principal des défrichements que le Ministère a voulu favoriser par les exemptions que l'Édit de juillet 1770 leur attribue ».

1786. — En 1784 et 1786, le subdélégué de Nîmes continue à se plaindre du défrichement et de la plantation des garigues (*Hérault. C. 2839-2840*).

1786. — En 1786, les habitants de Tourbes soulèvent une curieuse affaire. Ils demandent la prorogation de l'exemption à cause de « la

vilité constante du prix des vins ». Le gros décimateur du lieu, l'abbé de Banès, grand archidiacre de Béziers, répond :

« Se déterminent-ils à les planter en vignes [les défrichements], les récoltes qu'ils en retirent ne tardent pas à les récompenser de leurs travaux, puisqu'il est de notoriété que les vignes sont en pleine production dès la sixième année, et qu'on juge constamment qu'au bout de 10 ans on n'a rien à répéter à raison de cette amélioration ». (*Hérault C. 2827.*)

Cependant le subdélégué de Narbonne, Barthès de Marmorières, déclare que, dans son département, on abandonne les anciennes vignes. (Lettre du 5 oct. 1786. *Hérault. C. 2840*) (1). On voit, il est vrai, par d'autres pièces de la même liasse que ce n'était pas un fonctionnaire bien exact.

En résumé, qu'il s'agisse des mesures hostiles ou des mesures favorables à l'agriculture, les sources générales ne peuvent fournir la clé de tous les problèmes. Elles permettent de les poser, parfois avec une grande précision. Mais les solutions définitives ne peuvent être obtenues que par un minutieux dépouillement de sources d'une autre catégorie, minutes notariales et surtout registres des délibérations des communautés. On a vu dans quelques cas le secours qu'il faut en attendre : grâce à elles, M. l'abbé Bigot a pu établir le déplacement du vignoble à Fontès vers 1778, et M. l'abbé Bougette a pu fixer la date de la plantation des patus de Saint-Martin-de-Londres (2). Les papiers de l'Intendance ont désormais donné tout ce qu'ils pouvaient donner ; c'est de la multiplication des monographies locales que nous devons tout attendre.

§ 4. — **Procédés cultureux, vinification. Usages locaux relatifs à la vigne et au vin.**

Nous n'insisterons pas sur les renseignements épars dans les enquêtes, non plus que sur les témoignages des voyageurs et des auteurs

(1) Ce Barthès de Marmorières était d'ailleurs un homme curieux comme on le voit par plusieurs de ses mémoires. (Bibl. de Montpellier. *Fonds de Languedoc*, 288 et sqq. .

(2) Abbé BIGOT : *Histoire populaire de Fontès*, p. 276, et abbé BOUGETTE : *Histoire de Saint-Martin-de-Londres*, p. 177.

qui ont écrit sur le Languedoc. M. Dutil les a très largement utilisés. On peut souhaiter d'autres précisions.

A

Les pièces qui nous renseignent le mieux sur les conditions de location et de vente des vignes, sont aussi celles qui sont les plus utiles au point de vue de la culture. Ce sont les baux et les ventes consignés dans les minutes notariales. Voici les stipulations du bail de Pierre (21 août 1741), concernant le domaine de Lantissargues à Montpellier. Le métayer prend à moitié fruits pour cinq ans :

« Les vignes seront labourées à deux raies croisées et déchaussées en temps et saison convenable ; la taille des vignes sera aussi faite aux dépens dudit rentier et la moitié des sarments appartenant à ladite dame. »

La bailleuse se réserve une partie de vignes qu'on lui cultivera. (*Hérault, Minutes étude Mascon*). Ailleurs (domaine Auserach à Lansargues 27 mars 1740, *même source*), je lis que la vigne sera l'objet des œuvres accoutumées, qu'elle sera taillée, fossoyée, binée en temps propice. Dans un autre bail (métairie d'Arboras à Lansargues, 24 mai 1741), on stipule que le métayer donnera annuellement aux vignes deux raies croisées, déchaussera les pieds des souches taillées et fera les provins nécessaires annuellement et y mettra du fumier. (Sur les dates des labours, voir mémoire de Saint-Priest 1768, *Hérault. C. 46*). Les labours se faisaient avec des bœufs ou avec des mules. Il y a une remarque curieuse à ce sujet dans le procès-verbal de vérification du compoix de Saint-Drézéry :

« La principale récolte est le vin ; elle est d'une grande ressource, parce que le vin y est bon et fort recherché ; cependant les vignes y sont très mal cultivées ; elles se travaillent toutes à la charrue et le mal est que c'est avec des charrues de bœufs qui les détruisent, et cela parce que les habitants misérables n'ont pas de quoi acheter des mules, ce qui leur porte un grand dommage (*Hérault, Etats n° 93*).

Nous avons sommairement décrit les pratiques culturelles de l'arrondissement de Montpellier aux environs de 1741 pour montrer le

parti qu'on peut tirer des minutes notariales. Mais ce tableau pourrait sans doute être enrichi ; il faudrait y apporter des retouches si l'on voulait qu'il fût valable pour les autres parties du Bas-Languedoc et qu'il s'appliquât à tout le siècle. Il ne sera pas nécessaire de recourir à d'autres sources.

En ce qui concerne les pratiques culturelles, une mesure importante intervient au milieu du XVIII^e siècle : l'interdiction de fumer les vignes. Le point de départ se trouve dans une délibération du diocèse de Saint-Pons adoptée par les Etats. En voici les passages les plus saillants :

« Les propriétaires de vignes, dans la vue de se procurer une plus grande quantité de vin se sont avisés depuis quelque temps de fumer les vignes d'où il résulte divers inconvénients : 1^o une trop grande abondance de vins de très mauvaise qualité qui demeure par là invendu ; 2^o le défaut de culture des terres propres à porter du grain, lesquelles, étant privées du fumier qu'on emploie aux vignes deviennent infertiles de manière que d'un côté les récoltes les plus nécessaires et les plus importantes manquent, tandis que d'un autre côté celle du vin quoique plus abondante donne un moindre profit ; les redevables se trouveraient insensiblement hors d'état de supporter les charges si on ne remédiait à un abus qu'une économie très mal entendue introduit ; ce qui a déterminé MM. les Commissaires du Diocèse à supplier les Etats de vouloir bien obtenir les ordres nécessaires pour empêcher les progrès d'un mal aussi dangereux. » (*Hérault, Pr. verb. Etats 1747, f. 49*).

1748. — Cette délibération provoqua une « Ordonnance de M. l'Intendant qui fait défense de fumer les vignes. » (21 mars 1748) *Arch. Nat. H⁷ 748²²³, Hérault. A. 103*). L'ordonnance reproduit les motifs de la délibération. Malheureusement, il nous a été impossible de retrouver les traces de son application. Il est certain qu'elle était directement contraire à certaines stipulations des baux de l'arrondissement de Montpellier.

Des renseignements indirects nous sont fournis par le dépouillement des registres des justices locales. Ces tribunaux qui connaissaient des contestations rurales avaient parfois à trancher des différends dont l'origine était l'inexécution de certaines clauses des baux. En 1735, le viguier de Marseillan est appelé à se prononcer sur les dommages causés à un bailleur par la mauvaise tenue d'une vigne : enquête sommaire du 6 décembre, jugement rendu à l'audience du 23, attri-

buant au propriétaire une indemnité en nature — 4 laireau $1/2$ pour la vigne, 3 $1/2$ pour l'insuffisance de récolte, en plus de sa moitié. — (*Hérault, B. viguier de Marseillan 1735*). En 1743, affaire analogue au sujet d'une vigne non fossoyée : elle n'a reçu aucune façon, les provins n'ont pas été taillés et portent des raisins dans toute leur longueur (*même source, 1743*). Je trouve une affaire analogue dans le registre de 1757 du siège présidial de Béziers (*Hérault, B. présidial de Béziers 1757*, audience du 17 août).

Nul doute que les affaires de cette nature n'aient été fréquentes et relativement variées.

C'est à propos des pratiques culturales qu'il faut signaler les pièces relatives aux parasites et aux maladies de la vigne. Elles sont peu nombreuses. D'Aigrefeuille nous a conservé le souvenir d'une curieuse invasion d'escargots à Montpellier, en 1715. Après l'éclipse, l'altération du temps persista :

« On vit naître, dans le terroir de Montpellier, une quantité prodigieuse de vers et d'escargots qui s'attachaient aux bourgeons des vignes et menaçaient la vendange d'une perte totale. On employa tous les remèdes que les vigneronns peuvent imaginer pour faire mourir ces insectes, mais tout ayant été inutile, on eut recours aux conjurations de l'Eglise, qui furent faites à la croix du Peyrou..... »

M. de Bernage n'eut pas à employer les remèdes préconisés par le bon chanoine contre l'invasion des sauterelles de 1723. Les mesures prescrites par son ordonnance (*Hérault, A. 91*) paraissent avoir été efficaces. Elles étaient analogues à celles que conseillait, en 1771, Rigaud de Belbèze, dans un curieux mémoire sur les moyens de détruire les lizettes ou babottes (*Hérault, A. 115*). — Ce dernier y ajoute le décortiquage. — De Gensanne rapporte, au sujet des parasites, l'opinion singulière de quelques personnes qui voulaient qu'on semât des fèves entre les souches (t. V. 135). La pièce la plus intéressante dans cet ordre d'idées, est un « Essai sur les moyens de remédier aux maladies de la vigne produites par la grêle », dû à la plume de Mazars de Cazeles, docteur en médecine, et portant la date de 1762 (*Hérault, C. 2949*). Il préconise une taille sévère. Beaucoup d'autres projets plus ou moins chimériques, sont éclos à la fin du xviii^e siècle. Les hommes à idées ne manquaient pas alors. Je n'en ai pas trouvé qui

nous apprissent vraiment quelque chose. L'activité des sociétés d'agriculture n'a pas non plus laissé grand trace.

B

Après les procédés culturaux, nous parlerons des usages relatifs à la vendange et à la vinification.

A partir du moment où la récolte mûrissait, il fallait encore exercer une surveillance sévère sur les vignes. Un des actes qui revient le plus fréquemment dans les registres des délibérations des Conseils politiques, est la nomination d'un garde-fruits. J'ai été très surpris, dans mon enquête, de ne pas trouver un grand nombre de contraventions à la police rurale dans les registres des viguiers. Pour les salaires des garde-fruits, on consultera les registres des délibérations. Les minutes notariales fournissent aussi quelques renseignements : le 8 novembre 1739, le garde-fruits de Pérols reconnaît par devant notaire, avoir reçu son salaire, qui se monte à 75 lt. (*Hérault. Minutes Etude Mascon*).

Le garde-fruits veillait à ce que les vendanges ne commencent pas avant la publication du ban. L'existence du ban soulève deux questions : la question de la date et de ses variations, la question de la gêne apportée à la viticulture. On n'est pas prêt de pouvoir faire une statistique complète des dates d'ouverture du ban. Il semble bien pourtant que la vendange était beaucoup plus tardive qu'elle l'est aujourd'hui — tout ayant changé, cépages et méthodes de vinification — :

A Saint-Martin-de-Londres, le ban est fixé, en 1721, au 28 octobre, en 1752, au 10 octobre, en 1790, au 12 octobre (1).

A Nîmes, on trouve également des fixations tardives pour 1774 (*Nîmes, BB. 25*) ; de même au Vigan, pour 1700 (*Le Vigan, BB. 11*) ; pour 1721 (*Le Vigan, BB. 13*) ; pour 1736 (*Le Vigan. BB. 14*) ; pour 1781 (*Le Vigan, BB. 15*). Deux communautés parfois s'entendaient

(1) Abbé BOUGETTE. *op. laud.*

en vue de la fixation du ban ; ce fut le cas du Vigan et d'Avèze, en 1729 (*Le Vigan. HH. 1.*).

A Saint-Georges d'Orques, en 1756, la date est fixée au 13 octobre (*Saint-Georges. Délibérations*).

On trouve à Montpellier un certain nombre de fixations du ban, accompagnées des procès-verbaux des « estimeurs jurés et juges de la banque » (*Montpellier. HH. Viticulture.*)

1688.....	7 octobre	1765.....	4 octobre
1697.....	26 septembre	1768.....	8 octobre
1734.....	1 octobre	1770.....	9 octobre
1753.....	3 octobre	1779.....	4 octobre
1761.....	6 octobre	1780.....	22 septembre
1762.....	4 octobre		

Mais on ne peut pas tirer grand chose de la comparaison de dates isolées et relatives à des lieux éloignés les uns des autres. Elles n'auraient de valeur véritable qu'à condition d'appartenir à des séries continues. C'est à ce prix seulement que la critique peut y avoir quelque prise (1).

Une pièce du 19 décembre 1750 jette un jour curieux sur le genre d'utilité du ban. Il s'agit d'un procès intenté par le fermier du bénéfice de Lunel-Viel à un tonnelier qui a entrepris de faire vendanger une terre dépendant de la dime dudit bénéfice.

.... sans que les journées aient été données audit lieu et sans payer la dime ni même avertir le demandeur.... (*Hérault. Présidial de Montpellier, 1750*).

Le même jour, le même personnage entame trois autres actions analogues. Il réclame 25 lt. de chaque délinquant. Cette pièce n'est pas isolée. Non seulement on trouve dans les Archives de Montpellier des procès-verbaux pour vendange en temps prohibé (3 octobre 1758) mais encore on rencontre une plainte du décimateur de Montaubérourx

(1) Sur la méthode qu'il convient d'adopter pour la discussion des faits, voir A. ANGOT, Etude sur les vendanges en France. *Ann. Bur. Cent. météor.*, 1883 ; I, B, p. 33-120. — Paris, 1885.

(terroir de Montpellier) contre des particuliers qui cherchaient à se soustraire à leurs obligations en vendangeant prématurément. (*Montpellier. HH. Viticulture*, 17 septembre 1713). A la fin du siècle, il apparaît aux personnes éclairées que les inconvénients de cet usage sont intolérables, comme on le voit dans cet « Avis de la Chambre de Commerce sur les moyens de donner plus d'étendue à l'exportation des vins de la province de Languedoc. » (8 février 1788.)

« Par un usage barbare qui aurait dû être aboli dans un siècle aussi éclairé, on fixe le temps pour la vendange comme si dans la même paroisse une exposition différente, par exemple au Nord ou au Midi, la différence de l'âge de la vigne, la différence d'une bonne et d'une mauvaise culture et mille autres choses accidentelles ne pouvaient point accélérer ou retarder la maturité du raisin.

Quant à la méthode pour faire le vin, elle tient à des préjugés et à une vieille routine dont il sera difficile de tirer les paysans. Mais on pourrait engager les personnes aisées de tenter des procédés meilleurs qui, en procurant un avantage réel, engageront tout le monde à les suivre par le motif de l'intérêt. » (*Hérault. C. 2687*).

On est surpris après cela que tous les habitants du Bas-Languedoc n'aient pas protesté unanimement dans leurs cahiers contre un tel abus.

La fixation uniforme du ban permettait, d'ailleurs, l'établissement de dates fixes et générales pour le grappillage et pour l'entrée du troupeau dans les vignes. Les mentions relatives au grappillage délictueux ne sont pas très rares dans les délibérations des communautés. Ce n'est guère que là qu'on peut étudier les conditions du grappillage au XVIII^e siècle. La relation des divers usages est indiquée dans une ordonnance de Basville du 27 septembre 1713 (*Montpellier HH. Viticulture*).

Sur la vinification, il y a peu de chose à ajouter à ce qu'on a déjà dit. Il est certain qu'elle n'était pas très soigneusement faite. On trouvera des renseignements plus complets dans le chapitre relatif aux fraudes et à la réglementation du commerce des vins et eaux-de-vie.

Les ouvriers agricoles s'assemblaient, comme aujourd'hui, dans les villes. D'Aigrefeuille mentionne en octobre 1698 une émeute provoquée à Montpellier, par des officiers qui avaient molesté des vigne-

rons réunis pour la vendange sur la place du Petit-Temple. Ils continuent à se réunir presque au même endroit.

Mais, de même que les dates des vendanges, le prix du travail était étroitement réglementé pour les hommes et pour les bêtes. Le dépouillement des archives communales fournira d'intéressants renseignements sur les variations du salaire. Celles de Nîmes contiennent dans la *série LL* de nombreuses fixations. Il y a aussi des pièces d'une portée plus générale ; des arrêts du Parlement de Toulouse portant règlement pour les travailleurs des vignes et des terres : ils ont été distribués aux communautés de la province ; à Nîmes, j'ai trouvé ceux du 2 avril 1718, du 31 mars 1719, du 21 mars 1721, du 22 mars 1723 (*Nîmes. OO. 161*). Les contestations à propos du paiement des salaires paraissent rares. Je n'en ai trouvé qu'une dans le registre du viguier de Marseillan, le 4 décembre 1736, elle est relative au paiement de journées de vendanges faites avec des mules. (*Hérault. B. Viguier de Marseillan 1736.*)

C

Pour achever de connaître le vignoble languedocien et ses conditions d'exploitation, il faut savoir à quelles servitudes la terre vigne est soumise en raison de sa nature et de sa situation et de quelle protection spéciale elle est l'objet. Un bon recueil complet des usages locaux nous manque. On pourrait le dégager du dépouillement des registres des vigueries, sénéchaussées et présidiaux. Je me bornerai à citer trois catégories de pièces qui montrent l'intérêt d'un tel travail.

1. — La première permet de dégager les règles relatives au voisinage des terres. Voici un arrêt du *viguier de Marseillan* (13 août 1737).

« ordonnons que dans huitaine ledit Billière, arrachera du fonds les 44 souches mentionnées en la susdite relation (d'expertise qui n'ont pas été parfaitement bien arrachées pour éviter que les rejets ne reviennent et ne forment de nouvelles souches qui se trouveraient dans le fonds du sieur Mignon ; ce faisant, qu'icelui Billière retiendra dans son fonds ses souches à la distance de 2 pans 1/2 de l'alignement ou des bornes qui ont été posées par lesdits experts... » (*Hérault. B. Viguier de Marseillan 1737.*)

Le 29 mars 1749, un sieur Gervais demande au présidial de Montpellier de condamner le sieur Touchy à arracher de la terre qu'il a joignant celle du demandeur au chemin de Prades, des souches plantées à distance prohibée de leur commune limite. (*Hérault. B. Présidial de Montpellier, 1749*). Autre contestation ayant la même origine à l'audience du 21 février 1750 (*même source*).

2. — Les jugements rendus pour la protection des vignes, sont nombreux. Il s'agit souvent des abus auxquels donne lieu la servitude de passage. J'en trouve deux en août 1743, à Marseillan (*source déjà citée*). Ces abus sont particulièrement intolérables au moment de la vendange : les mules porteuses du raisin du voisin commettent de graves dégâts (audience du 26 nov. 1735, *Viguier de Marseillan, même source*). D'autres contestations sont provoquées par l'entrée des troupeaux dans les vignes (*Hérault. B. viguier de Marseillan, 19 février 1737.*)

3. — Enfin la topographie imposait au vignoble languedocien des conditions particulières. J'ai cité plus haut un extrait d'un mémoire sur le diocèse de Lodève, où l'on voit l'importance des soins exigés par la culture en terrasse. Il y avait certainement des règles relatives à l'établissement et à la conservation des murs de soutènement. L'affaire du 11 décembre 1750, que je trouve à Montpellier (*Hérault, B. Présidial de Montpellier, 1750*), n'est certainement pas isolée, et je crois qu'on en trouverait d'analogues. Il faut attacher un grand prix à ces détails, qui donnent au vignoble bas-languedocien son véritable caractère au xviii^e siècle.

§ 5. **État des récoltes. Production. Rendements. Qualité et Prix.**

A

Il est arrivé fréquemment que des cas fortuits, comme on disait au xviii^e siècle, compromissent la récolte. Tantôt les intempéries mettaient la vendange en péril dans tout le Bas-Languedoc ; tantôt, comme il arrive, les dégâts étaient localisés à quelques communautés. Nos sources de renseignements sont surtout les papiers de l'Inten-

dance, le fonds du Languedoc aux Archives Nationales et les registres des Délibérations des communautés.

Dans les papiers de l'Intendance, les indications sont éparses. On s'est surtout préoccupé de les rassembler vers la fin du siècle (*Hérault. C. 2846-2874*). Des cartons groupés sous la rubrique générale « Indemnités », il n'y a guère que C. 2846, d'où on puisse extraire des renseignements vraiment utiles. On ne peut glaner dans les autres que des indications trop isolées.

Les pièces qui se trouvent aux Archives Nationales (*H¹. 1010*) ne nous apprennent pas grand chose de plus.

Mais le dépouillement des registres des Délibérations des communautés fournira beaucoup de renseignements précieux, à condition que ce dépouillement embrasse tout le siècle et porte sur un nombre suffisant de séries qui se complèteront mutuellement. La météorologie, aussi bien que l'histoire proprement dite, ont tout à y gagner. Je dois me borner à rassembler ici quelques faits provenant des sources les plus diverses.

En 1694, d'Aigrefeuille signale que l'hiver fut neigeux et fatal à beaucoup de vignes.

En 1709, le même auteur écrit :

« Nos vendanges se ressentirent de la rigueur de l'hiver qui avait fait périr ou endommagé la plupart des souches, en sorte que le vin fut vendu cette année en proportion du blé, c'est-à-dire à deux tiers de plus ».

Dans les années qui suivent, les communautés se plaignent encore qu'elles n'ont pas pu se relever (*Saint-Georges. Délibérations, 5 janvier 1710*).

En 1719, grêles nombreuses pendant l'été (pièce du 31 décembre 1719; *Hérault. C. 2848*). Autres grêles en 1722 et 1725 (*même source*).

En 1732, le mauvais temps provoqua une mauvaise récolte, au dire de Graugent, Inspecteur des eaux-de-vie — confirmé par l'enquête d'Orry (*Hérault. C. 2685*).

En 1738, 1740, 1741, les vignes sont abimées au Causse de Cazeville (*Le Causse de Cazeville. Délibérations*).

En 1744, des orages ruinent les vignes à Saint-Georges d'Orques (*Saint-Georges d'Orques. Délibérations*).

En 1745, gelées au même lieu (*même source*).

En 1762, la sécheresse de l'été diminue la récolte (*même source*).

En 1763, gelée à Saint-Georges (*même source*).

En 1767, les habitants d'Aimargues demandent une indemnité pour la perte de leurs vignes (*Aimargues. HH. 3*).

En 1787, l'année paraît avoir été mauvaise, comme l'attestent presque tous les rapports des subdélégués de 1788 (*Hérault. C. 2846*).

En 1789, les habitants de Roquemaure se plaignent dans leurs cahiers de la rigueur de l'hiver qui a fait périr beaucoup de souches.

Tous ces documents sont authentiques ; pour ce qui est de leur portée, il appartient surtout au météorologiste de la déterminer. Ce n'est pas en les critiquant isolément qu'on peut le faire, mais en les rapprochant les uns des autres.

B

Nous sommes naturellement amené à nous occuper maintenant des variations du produit des récoltes. Quelles sont les sources statistiques ? Il y a d'abord les liasses de l'Intendance : nous nous bornerons à les résumer, parce qu'elles sont connues.

1744. — L'enquête de Le Nain apporte quelques précisions pour le milieu du siècle : on y trouve la production approximative de chaque communauté en vin blanc et rouge — parfois en vin blanc et en vin rouge séparément. Elle est exprimée en muids pour le diocèse de Montpellier, en charges pour ceux d'Alet et de Limoux. (*Hérault. C. 1114. 1115. 1116.*)

1773. — Vers la fin du siècle, on trouve, en 1773, des états détaillés de récoltes pour Uzès, Agde, Narbonne, Lodève et Pézenas, (*Hérault. C. 2846*). Pour 1785, 1786, 1788, on a aussi des indications

d'ensemble (*même source*). J'ai dit plus haut que ces statistiques ne me semblaient par toujours vraisemblables. Nous ignorons sur quelles bases elles étaient établies.

1774. — Mais j'ai trouvé dans les papiers des Etats un instrument statistique tout à fait précieux. En 1774, pour faire face à une augmentation de l'abonnement, les Etats décidèrent de lever un droit fixe de 20 sols par muid de vin récolté en Languedoc. Malgré les protestations d'une partie du Bas-Languedoc, on distribua des registres destinés à recevoir les déclarations de récolte dans la forme suivante :

« N... | a déclaré avoir recueilli la présente année, la | quantité de....
muids... | vin, ainsi que nous l'avons vérifié. Requis de signer | avec
nous, ce qu'il a... | » (*Hérault. C. Etats n° 694*).

On trouvera tout le dossier relatif à cette affaire dans le carton des *Etats n° 694*. Les régisseurs de la province rencontrèrent une certaine difficulté à faire exécuter l'arrêt. Mais comme c'était une affaire fiscale, on les soutint énergiquement ; si bien que nous trouvons dans le même carton : 1° un état du produit de l'imposition en 1774.

2° Un état de la quantité des muids de vin récoltés par subdélégation.

3° Un état détaillé par communauté. Nous publions intégralement ce dernier document : les éclaircissements qui précèdent montrent son intérêt.

COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS	COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS
Diocèse de Montpellier			
Montpellier.....	2202,14	Lansargues.....	646,12
Celleneuve et les campagnes	422,	Lunel-Viel.....	430,13
Lattes.....	306,	Saint-Geniès-des-Mourgues	135,9
Juvignac.....	90,	Saint-Christol.....	317,12
Cournonterral.....	923,15	Veyrargues.....	58,
Cournonsec.....	487,3	Saint-Sériès.....	68,
Montbazin.....	747,	Villetelle.....	101,
Gigean.....	198,6	Saturargues.....	190,12
Fabrigues.....	343,	Montels.....	49,9
Lavérune.....	162,3	Trévièrs.....	60,7/12
Saussan.....	164,15	Fontanès de Trév. et Sainte-	
Pignan.....	1074,21	Croix.....	29,1/6
Saint-Georges.....	691,6	St-Bauzille-de-Montmel...	43,5/12
Murviel.....	294,3	Guzargues et Séguret.....	24,1/2
Grabels.....	73,9	Montaud et Montlaur.....	50,7/12
Teyran.....	32,6	Saint-Hilaire-de-Beauvoir...	28,10/12
Castelnau, le Crès et Salezon	461,15	Saint-Jean-de-Cornières...	22,3/4
Clapiers.....	111,15	Beaulieu.....	41,1/2
Jacou.....	20,	Sussargues.....	73,
Assas.....	73,3	Restinchières.....	37,1/4
Vendargues.....	91,12	Saint-Drézery.....	182,2/3
Soubeiras.....	3,	Castries et Fontmagne.....	52,1/6
Saint-Jean-de-Cuculles.....	30,11	Sainte-Colombe.....	24,1/2
Baillarguet.....	12,6	Boisseron.....	51,5/12
Le Triadou.....	3,3	Saint-Félix.....	40,
Prades.....	127,8	Garrigues.....	41,1/3
Saint-Vincent.....	19,1	Buzignargues.....	49,2/3
Saint-Clément.....	11,4	Saussines.....	116,3/12
Montferrier.....	62,4	Cazilhac.....	51,1/6
Combailaux.....	13,6	Brissac.....	35,5/12
Murles.....	9,9	Saint-Bauzille-du-Putois...	134,
Vailhauguès.....	33,6	Valflaunès.....	47,1/2
Mauguio.....	357,	Frontignan.....	1605,1/2
Villeneuve-les-Maguelone	265,	Vic.....	164,1/2
Mireval.....	36,	Aniane.....	474,5/12
Saint-Jean-de-Védas.....	226,4	Saint-Paul et Valmalle.....	34,5/12
Pérois.....	168,9	Campagne.....	45,1/3
Saint-Martin-de-Londres.....	11,9	Le Petit-Gallargues.....	82,1/4
Frouzet.....	11,7 1/2	Ganges.....	363,1/2
Le Causse-de-la-Selle.....	2,3	Agonès.....	13,1/2
Saint-Jean-de-Buèges.....	54,16 1/2	La Roque.....	93,7/12
Viols-en-Laval.....	3,9	Lauret.....	10,1/12
Puéchabon.....	97,9	Aleyrac.....	3,1/6
Argelliers.....	30,2	Balaruc.....	448,2/3
Saint-Gély-du-Fesq.....	18,	Poussan.....	573,11/12
Les Matelles.....	33,8 1/2	La Boissière.....	68,2/12
Le Causse-de-l'Aliquis.....	49,5 1/2	Montarnaud.....	86,
Saint-André-de-Buèges.....	5,5	Total.....	19.400 m.1/3
Viols-le-Fort.....	25,6		
Notre-Dame-de-Londres.....	28,10 1/2	Diocèse de Narbonne	
Pégariolles-de-Buèges.....	7,	Narbonne.....	3168,1/2
Rouet.....	9,	Gruissan.....	406,11/14
Cazevielle.....	8,13 1/2	Armissan.....	65,8/14
Mas-de-Londres.....	5,	Vinassan.....	87,11/14
Lunel.....	668,9	Fleury et Marmorières.....	171,2/14
Saint-Just.....	41,12	Salles.....	93,7/14
Saint-Nazaire.....	61,9	Coursan et Celeyran.....	192,5/9
Candillargues.....	61,15	Bages.....	135,8/14
Valergues.....	207,	Peyriac-de-Mer.....	143,11/14
Mudaison.....	337,12	Portel.....	79,1/2
Baillargues et Colombiers.....	118,	Bizanel.....	108,10/14
Saint-Brès.....	491,3	Momeret.....	24,3/4
		Saint-Andrieu.....	103,5/14

COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS	COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS
Saint-Martin-de-Toques..	"	Mérinville	1094, 1/2
Ornaison, Quillanet, Font-		Trossac et Polignan.....	480, 1/10
Laurne	67, 4/14	Caunes e: Villerambert...	772, 7/10
Montredon	138, 14/14	Villeneuve-les-Chanoines..	520,
Néviau	203, 7/14	Laure et Bécadelle.....	784, 1/10
Marcorignan	86,	La Redorte.....	152, 3/5
Moussan.....	414,	Castelnau-d'Aude	62, 3/5
Nissan.....	632, 7/10	Roquecourbe	65,
Portes.....	36, 4/15	Montbrun.....	32,
Capestang	414, 7/15	Escale.....	48, 7/10
Puisserguier	287, 13/15	Montalbas et Alarie.....	75, 1/10
Creissan	94, 11/15	Camplong.....	27, 1/5
Quarante	394, 3/15	Fabrezan.....	271,
Argeliers	286, 1/10	Fontcouverte.....	26, 3/5
Bizan	158, 1/12	Couilhac.....	412, 4/5
Maillac	110, 9/10	Lézignan, Sérane, Montra-	
Pouzols.....	161, 9/10	bèche	528, 1/5
Sainte-Valière	145, 5/10	Cruscades.....	32, 1/5
Argens	43, 4/10	Villedaignes.....	44, 1/10
Roubia	151,	Sigeau.....	457, 3/10
Parara et Villa-des-Ports.	63, 8/10	Ribaute.....	85, 3/10
Saint-Nazaire	185, 6, 40	Ferrais.....	96, 1/2
Ventenac	41, 9/10	Boutenac.....	50, 1/2
Saint-Marcel.....	264, 9/10	Luc et Canos	110, 4/5
Ginestas.....	115,	Lac et Villesalse.....	10, 3/5
Mirepeisset	151, 4/10	Roquefort.....	52, 3/5
Truillas et Sallèles.....	278, 8/10	La Palme.....	42, 4/5
Ouveillan.....	478, 2/10	Leucate.....	329, 4/5
Montels et Cuxac.....	553, 5/10	Fitou	127, 3/5
Thézan	35, 7/10	Treilles.....	13, 1/5
Saint-Laurent	57, 3/5	Fraisse	18, 4/5
Tournissan	21, 3/5	Feuilla et Orloux.....	7, 4/5
Taleyran, Fenouillères et		Villesèque et Mandourelle	32, 1/2
Fourqui	18, 3/10	Durban et Gléon.....	48,
Villerouge.....	11, 2/5	Saint-Jean-de-Barrau.....	26, 1/5
Félines	18, 1/10	Castelmaure et Embres.....	21, 4/5
Davejean	"	Tuchan.....	74, 1/2
Massac	1,	Paziol	24, 4/5
Darnamillède	3, 2/5	Pades	44, 4/5
Roufiac et Paza	8, 3/4	Quintillac	7,
Soulatge.....	6, 9/10	Castel, Villeneuve et Rou-	
Lanet.....	8, 2/5	fiac.....	27,
Salza.....	"	Jonquières.....	8, 1/2
Termes.....	7, 3/4	Coustouse et Donos.....	28, 4/5
Vigneveille et Durfort...	6, 3/4	Fontjoncouse.....	11, 2/5
Montjoie.....	2, 2/5	Total.....	20 574, 1/5
Layrières	9, 1/2		
St-Martin-des-Puits, St-		Diocèse de Béziers	
Pierre-des-Champs et		Béziers.....	4821,
Fontdenos.....	28, 1/10	Villeneuve	477,
Cucugnan et Quéribus	26, 3/4	Serre	305,
Duilhac.....	14, 1/2	Portiragnes.....	128,
Montgaillard	17, 1/2	Sauvian	531, 5 1/3
Maisons et Montrouch.....	17, 1/5	Sérignan	642, 8
Palairac	11, 4/5	Vendres	805,
Albas.....	6, 3/5	Lespignan	410, 5 1/3
Peyriac-de-Minervois.....	969, 3/5	Colombiers	341, 8
Raissac et Saint-Martin-		Montady.....	168, 10 2/3
entre-deux-Eaux	109,	Ramejean.....	141, 10 2/3
Canet et Fontarcèche	197,	Maureilhan	147, 5 1/3
Tourtouzel et Lougour	82, 3/10	Maraussan	785,
Hompz.....	45, 3/5	Villeneuve.....	98, 5 1/3
Pépieux	758, 4/5	Cazouls les-Béziers	731, 5 1/3
Azille et Jourès.....	161, 1/10		

COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS	COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS
Marmolène.....	2,10	Saint-Julien-de-Peyrolas..	33,41/15 1/2
La Chapelle.....	6,1	Saint-Paulet-de-Caissons..	70,41/15
Valabrix.....	41,	Carsan.....	41,43/15 1/2
Saint-Victor-des-Oules...	15,4	Saint Ambroix.....	170,3/4 1/4
Saint-Siffret.....	14,10	Chamborigaud.....	18,1/2 3/4
St-Hippolyte-de-Montaigu.	7,	Cassagnoles.....	1, ... 1/4
Fléaux.....	4,7	Saint André-de-Capiers...	0,4/2
Vers.....	73,3	Coucoules.....	5,4/4 2/4
Saint-Maximin.....	96,10	Aujac.....	30,1/2
Montpezat.....	76,2	Bonnevaux.....	6,3/4 2/4
Argilliers.....	14,10	Chambornas.....	276,3/4 2/4
Feuillac.....	54,1	Les Vans.....	208, 3/4
Gaujac.....	45,6	Naves.....	102,3/4
La Rouvière.....	261,	Sénéchas.....	69,1/4,1/4
Garrigues.....	32,8	St-Sauveur-de-Grugières..	36,1/2,3/4
Roquemaure.....	1226,6	Saint-André-de-Grugières..	45,1/4,1/4
Bagnols.....	401,1	Saint-Brès.....	79,3/4
Saint-Pons-de-la-Calm...	29,11	Saint-Victor-de-Malcap...	49,3/4
Cavillargues.....	81,2	Saint-Denis.....	17,3/4
Stérargues.....	52,2	Robiac.....	86,1/2
Coudoules.....	144,9	Portes.....	37,1/2,3/4
Domazan.....	107,3	Saint-Florent.....	86, ... 1/4
Saze.....	107,2	Saint-Jean-de-Valérisclé..	109,1/4
Laudun.....	772,1	Rousson.....	23,3/4,3/4
Les Angles.....	25,4	Mandement d'Allègre.....	43,3/4
Orsan.....	206,9	Bouquet.....	9,1/2
Chusclan.....	134,5	Castillon-de-Couny.....	70,1/2
Saint-Geniès-de-Comolas..	440,3	Mérannes.....	79,1/2,1/4
Saint-Laurent-des-Arbres..	216,10	Ponteils.....	2,
Montfaucon.....	76,7	Saint-Julien-de-Cassagnas..	10, ... 3/4
Sauveterre.....	90,	Fons-sur-Lussan.....	22,3/4
Pujault.....	300,	Ponteillère.....	17,1/4,1/2
Pouzilhac.....	12,6	Rochegeude.....	30,3/4
Tresques.....	93,9	Brines.....	0,1/2
Valliguières.....	29,9	Yverns.....	1,1/2
Tavel.....	334,2	Granières.....	204,3/4
Lirac.....	106,8	Elze.....	0,0,1/2
Rochefort.....	483,	Méjanne et le Clap.....	0,4/2,3/4
Saint-Victor-de-la-Coste..	228,9	Bérias.....	73,3/4
Conaux.....	117,	Joisaneuze et Casteljou..	48,1/4,3/4
Villeneuve-les-Avignons..	524,1	Saint-Privat-de-la-Rivière..	98,1/4,3/4
Saint-Esprit.....	347,	Saint-Privat-de-Champclos	20,1/4
Saint-Etienne-de-Fort....	43,2/7 3/4	Barjac.....	68,
Vénéjean.....	70,11/14,1/2	Avejean.....	10,4/4
Saint-Nazaire.....	31,5/7 1/2	Chassagnes.....	68,1/4
Saint-Alexandre.....	48,7/15 1/2	Berdejuin.....	32,1/2,1/2
Saint-Gervais.....	38,6/7 1/4	Chaudolas.....	183,4/2,3/4
Combes et mandement de		Saint-Jean-de-Maréjols..	89,1/4,3/4
Sabran.....	76,1/4 1/4 1/4	Thareaux.....	7,1/4
Mandement de Montelus..	30,4/7 3/4	Saint-Alban.....	4,1/2
Saint-Michel-d'Euzet.....	37,3/14,1/2	Genolhac.....	55,1/2
Saint-Laurent-de-Carneau	18, ... 1/2	Théziers.....	52,9
Cornilhon.....	59,6/7,1/2	Fournès.....	82,7
La Roque.....	9,1/4	Aramon.....	266,7
Goudargues et La Bastide.	61,1/7 1/4	Montlirin.....	241,10
St-André-de-Roquepertuis.	49,9,14	Comps et Valabrègues..	294,5
Saint-Christol-de-Rodières	5,1,14	Fontanès.....	91,7 12
Salaza.....	9,2/7	Combas.....	94,10/12
Issirac.....	9,	Crespian.....	47,3/4
Orniac.....	7,13,14	Vie-le-Fesq.....	60,4/6
Le Gar.....	18,	Cannes.....	28,10 12
Laval.....	7,2/3 1/2	Montmiral.....	26,7/12
Aiguèse et St-Martin-d'Ar-		Moulezan.....	30,1/2
dèche.....	55,10/15 1/2	Montagnac et Mouvesar-	

COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS	COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS
gues	36,4/12	Lozières et Octon.	71,8
Saint-Mamet.	237,	Clermont	11:0,2
Gajan	86,1/3	Nébian	261,6
Daumessargues	36,1/2	Brignac	258,4
Mandement de Quinquillan	45,1/4	La Coste	47,40
Nozières	2,1 6	Liausson	47,5
Clairan	3,2/3	Mourèze	7,6
Martignargues	45,37,1/2	Villeneuve-Jes-Clermont..	13,40
Saint Hippolyte-de-Caton.	38,30	Salasc	48,6
Salindres	16,6,1/4	Malavieille	15 3
Ners	123,11,1/4	Brenas et Campillergues ..	25,7
Valeuce	57,82,1/2	Saint André	1213,2
Moussac	87,71,1/4	Ceyras	44,40
Saint Gézaire	01,30	La Garrigue	33,5
Ensel	16,44	Jonquières	154,4
Brouzet	6,27	Saint-Guiraud	38,4
Mus	18,	Saint-Félix-de-Lodez	241,8
Méjeanne	69,36	Canet	79,11
Saint-Privat-le Vieux et		Montpeyroux	450,
Espinaux	47,71,1 2	Saint-Jean-de-Fos	328,4
Castelnau	17,37,1/2	Saint-Guilhem-le-Désert...	64,
Saint-Estève-de-Long	58,52,1/2	Arboras	42,11
Brignon	118,3,3/4	Saint-Saturnin	453,11
Baron et Fontcouverte ..	14,33		
Navacelles	6,85	Total	8.394,
Saint-Just et Vacquières ..	47,2		
Les Plans	3,44	Diocèse de Nîmes	
Servas-la-Sorbière	14,19	—	
Lascours-de-Crivières	73,22,1/2	Nîmes	4078,3
St-Maurice-de-Cazevielle ..	74,45	Cavayrac	551,10
Saint-Jean-de-Sérargues	20,48,3/4	Langlade	510,9
St-Martin-de-Vaugalgués ..	29,83	Millaud	785,3
St-Andéol-de-Trouillas	25,51	Bernis	700,
Ste-Cécile-d'Andorges	11,43	Uchaud	670,
St-Julien-de-Vaugalgués...	29,83	Aubord	462,2
Blanave	27,23	Vestric	108,41
Le Mas-Dieu	12,28	Manduel	452,9
Notre-Dame-de-Laval	70,9	Redessan	379,8
		Marguerittes	447,1
Total	47.336,	Bezonce	70,9
		Lédenon	85,2
Diocèse de Lodève		Saint-Gervazy	37,10
—		Cabrières	37,10
Lodève	1114,6	Poulx	22,5
Le Bosc et Mandement	272,	Saint Bonnet	42,6
St-Jean-de-Plaux et Bla-		Garons	43,
quières	87,6	Saint-Gilles	3135,
Saint-Privat et La Salière ..	54,1	Beaucaire	1832,9
Usclas	57,10	Sarnnac	29,
Soumont	96,3	Meynes	407,
Fozzières	14,4	Bellegardes	665,6
Soubès	228,	Jonquières et St-Vincent..	452,2
Saint-Eienne-de-Gourgaz..	60,2	Fourques	75,41
Aubagne	8,9	Sommières	390,5/42
Parlatge	4,40	Aubais	246,1/2
Pégaïrolles	135,4	Gavernes, Oustin et Juinas.	91,4/12
Poujols	78,	Boissière	370,1/3
Launoux	130,6	Nages	410,
Les Plans	32,5	Saint-Dionisy	445,1 3
Saint-Martin-des-Combes	2,9	Clarensac	510,7/12
Villecun	14,1	Saint-Côme	293,40/12
La Valette	14,1	Maruéjols	59,4/6
Olmet	9,3	Calvisson et Brissac	2230,4/3
Le Puech et Mandement	73,1	Coagenies	586,5/12
Selles	23,41	Aujargues	70,41 12

COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS	COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS
Parignargues.....	139, 1/12	Diocèse d'Agde	
Sauvignargues et Escattes.	272,	—	
Villevieille et Poudre.....	57, 7/12	Agde.....	2149, 7/12
Salinelle et La Clotte.....	83,	Vias.....	1086, 5/12
Montredon et Saint-Julien.	1, 3/4	Bessan.....	1800, 2/12
Aspère.....	53, 1/4	Preignes.....	96,
Carnas.....	17,	Caizergues.....	178,
Lecques.....	63, 10/12	Marseillan.....	5669, 3/12
Saint-Clément.....	33,	Florensac.....	1470,
Gaillhan.....	33, 1/12	Pomerols.....	2406, 3/12
Sardan et Pouzols.....	28, 1/2	Pinet.....	899, 6/12
Lioux.....	»	Cette.....	530, 6/12
Montpezat.....	182, 1/2	Bouzigues.....	247, 9/12
Lédignan.....	114, 3/4	Mèze.....	3624, 3/12
Saint-Bénézet.....	14, 1/4	Loupian.....	884, 5/12
Gardet.....	30, 1/4	Villeveyrac et Villemagne.	311, 9/12
Cassagnols.....	13,	Pézenas et Conas.....	1816, 5/12
Aigremont.....	35, 2/4	Nérignon.....	281, 2/12
Lézan.....	64, 3/4	Saint-Thibéry.....	1318, 4/12
Massane.....	6, 1/4	Castelnau de-Guer.....	241, 9/12
Saint-Jean-de-Serre.....	29, 3/4	Aumes.....	73, 6/12
Canaules.....	53, 3/4	Montagnac.....	519, 11/12
Maruéjols de-Gardon.....	8, 3/4	Saint-Pons-de-Mauchiens..	190, 11/12
Monteils.....	52, 1/8	Total.....	25.795, 10/12
Daux.....	86, 3/8	Diocèse d'Alais	
Corconne.....	195, 1/12	—	
Vacquières.....	32, 1/2	Alais.....	1055, 72
Brouzet.....	25, 5/6	St-Christophe et Vermeil..	7, 6
Sauteyrargues.....	19, 7/12	Boisset.....	5, 18, 3/4
Claret.....	71, 5/12	Saint-Sébastien.....	13, 27
Quissac.....	99, 5/6	Soustelle.....	1, 64
Saint-Nazaire-des-Gardins.	22, 1/2	Vezénobres.....	221, 15
Sauvignargues-d'Anduze..	3, 1/3	Tornac.....	47, 30, 1/4
Argentière.....	2, 2/3	Corbès.....	4, 25, 1/2
Puech-Flavard.....	8, 1/12	Saumane.....	4, 62, 1/2
Lougrian.....	6, 1/6	Saint-Marcel-de-Fontfouil-	
Saint-Jean-de-Roque.....	10, 1/2	louse.....	7, 20
Saint-Jean-de-Crieulon...	11, 1/3	Vabres.....	0, 83, 1/2
Galbiac.....	6, 5/6	Ribaute.....	8, 2, 1/2
Bragassargues.....	11,	Bagarce.....	1, 78
Florian-de-Connac.....	8, 7/12	Généralgues.....	31, 29, 3/4
Lioue.....	6, 2/3	Saint-Jean-du-Pin.....	16, 44
Codognan.....	449, 1/2	Saint-Paul-la-Coste.....	2, 3
Vergèze.....	553, 1/3	Anduze.....	467, 36, 3/4
Aimargues.....	313, 1/2	Toiras.....	14, 13, 1/2
Le Cayla.....	294, 1/3	Peyrolles.....	3, 17, 1/2
Vauvert.....	1682, 1/3	Saint-Martin-de-Corconas.	5, 7, 1/2
Caudiac.....	22, 1/2	La Salle.....	66, 14
Aigues-Mortes.....	12, 2/3	Sondorgues.....	7, 63, 1/4
Marsillargues.....	95,	Gouyac et Saint Martin-de-	
Le Grand-Gallargues.....	1091,	Ligouyac.....	2, 86, 1/4
Aigues-Vives.....	985, 1/2	Cendras.....	29, 40
Mus.....	238, 2/3	Saint-Hilaire.....	63, 45
Générac.....	557, 1/2	Massillargues et Atuech...	15, 16, 4/8
Beauvoisin.....	465, 1/3		
Total.....	29.124, 2/3		

COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS	COMMUNAUTÉS OU PAROISSES	PRODUCTION EN MUIDS
Mialet	54,42	La Cadière	34,1/4
Saint-Jean-de-Gardonnen- que	189,63,1/4	Saint-Roman-de-Cadière..	1,5/6
Saint-André-de-Valborgne..	25,17,1/2	Les Bausseilles	3,7/12
Saint-Bonnet	2,20,1/2	Pompignan	67,1/4
Le Vigan	132,6/8	Montoulieu	5,
Le Vigan (Paroisse)	8,1/8	Total	3.792,2/3
Avèze	8,6/8		
Arre	10,6/8	Diocèse de Saint-Pons	
Bèze	31,7/8	—	
Saint-Verran-d'Esparron . .	3,6/8	Saint-Pons	»
Molières	24,3/8	Saint-Chinian	400,121/8
Bréau	11,1/8,1/2	Pierrerue	33,17/8
N.-D.-de-la-Rouvière	20,1/8,1/2	Berlou	»
Mars	2,	Cessenon	191,12/18
Aillas	32,2/8	Cébazan	81,4/18
Amessas	8,	Couzy	325,14/18
Sumène	55,4/8,1/2	Montouliers	73,15/18
Saint-Martial	16,6/8,1/2	Tazelles et Pagnignan . . .	115,11/18
St-André-de-Majencoules . .	30,4/8,1/2	Saint-Martial	24,3/18
Valleraugues	24,2/8	Saint-Jean	34,4/18
Mandagout	6,5/8,1/2	Assignan	8,4/18
Arrigas	8,2/8	Villepassan	11,10/18
Alzon	1,2/8	Ferrières	3,3/8
Vissec	3,4/8	Riols	3,12/18
Blandas	1,3/8	Prémian	10,10/18
Roques	2,7/8	Saint-Vincent	20,12/18
Saint-Bresson	0,4/8	Olargues	80,10/18
Roquedur	2,6/8	Modines-de-la-Voutte . . .	195,11/18
Saint-Julien-de-la-Nef	6,7/8	Saint-Martin-de-l'Arçon . .	53,2/18
Salagosse	»	Saint-Julien-d'Olargues . .	21,2/12
Saint-Hippolyte	275,1/12	Aigues-Vives-le-Roi	71,16/18
Freissac	8,1/3	Saint-Julien	8,1/5
Monoblet	42,1/3	La Caunette	135,
Saint-Félix-de-Palères . . .	5,	Aigues-Vives-Vélieux . . .	2,3/5
St-Martin-de-Foussenac . . .	6,7/12	Agne	67,2/5
Saint-Laurent-le-Minier . . .	13,2/3	Minerve	14,1/5
Ceyras	1,1/2	Azillanet	172,1/5
Cros	60,7/12	Cesserac	132,1/5
Durfort	72,3/4	La Livinière	869,
Conquérac	7,1/2	Olonzac	321,2/5
Ceirac	4,1/6	Siran	452,4/5
Aguran	1,1/4	Oupia	133,3/5
Ferrières	»	Baufort	44,2/5
Moulis	9,2/3	Cassagnoles	2,3/5
Cambo	»	Félines-Hautpoul	239,2/5
Sauve	319,3/4	Total	4.463,2/5

En ajoutant à ce tableau la récolte des diocèses du Puy, de Viviers et de Mende, on arrive au total de 181.614 muids, ce qui représente le 1/8 ou le 1/10 de la récolte moyenne du seul département de l'Hérault depuis 25 ans. Il y a lieu de croire que le recensement s'est fait d'une manière assez rigoureuse. Nous trouvons quelques traces de l'opération dans les archives des communautés. (*Montpellier II* et surtout *Le Vigan B B. 14*.)

D'autre part, nous pouvons savoir si la récolte de 1774 fut normale ou déficitaire. On trouvera plus loin une statistique de l'exportation des vins et eaux-de-vie entre 1740 et 1770 ; on trouvera aussi les valeurs de l'exportation des vins et eaux-de-vie entre 1740 et 1770 ; on trouvera enfin les valeurs de l'exportation pour 1774-75. On verra par là que l'exportation des vins et eaux-de-vie pendant cette période 1774-1775 est justement égale à l'exportation moyenne de la décade 1760-1770 tant pour les vins que pour les eaux-de-vie. On pourrait seulement objecter que, si le mouvement ascensionnel du commerce des vins s'est prolongé entre 1770 et 1790, l'année 1774 serait légèrement déficitaire par rapport à celles qui l'encadrent immédiatement. Mais ce déficit ne saurait être considérable, et la statistique conserve toute sa valeur. L'essai cartographique qu'on pourrait tenter en l'utilisant donnerait une juste idée de la viticulture en Bas-Languedoc pour cette période.

Quant à établir des valeurs probables pour les rendements je crains fort qu'il ne faille y renoncer, à cause de l'incertitude des chiffres relatifs aux superficies.

C

Quelle était la qualité de ces vins et quelle était leur valeur ? Le premier témoignage nous est fourni par Basville. (*Hérault C. 91.*)

Les écarts très considérables qu'il signale ne doivent pas nous étonner, le marché des vins a toujours été d'une extrême instabilité. Presque tous les documents confirment le témoignage de Basville relativement à la qualité des vins, quoiqu'en dise un fabricant de bouteilles en 1735 :

« ... [La mise en bouteilles] favorisera la sortie des vins distingués et délicats de la province qui ne sont pas recherchés des étrangers autant comme ils devraient l'être, et cela parce que les vins ne peuvent que très difficilement se soutenir dans leur bonne qualité s'ils sont chargés par mer en futaile. En effet, pour les cargaisons qui se font au port de Cette, on n'y destine ordinairement que les vins les plus grossiers et qui, à cause de leur rudesse, résistent mieux à l'agitation qui est inévitable dans le cours de la navigation. » (*Hérault. C. 276I.*)

La vraie note est donnée dans une lettre du 4 septembre 1780 : M. de Montauron y recommande un procédé d'un certain Justamond pour rétablir les vins qui visent à l'aigreur. C'est souvent le cas des vins du Languedoc, qui, nous apprend-t-il, ont toujours été exclus du service de la marine à cause « de leur vivacité et de leur feu » (*Hérault. C. Etats, n° 694.*) Pour les prix, en dehors des renseignements contenus dans les statistiques commerciales dont il sera question plus loin — spécialement dans les statistiques relatives à la foire de Beaucaire — le dépouillement de sources particulières comme les minutes notariales peut fournir beaucoup de données utiles. Une vente passée à Montpellier en 1739 (*Hérault, minutes Mascon*) fixe à 2000 lt. la valeur de 33 muids de rouge, tonneaux compris,

Les archives des villes fournissent aussi quelques valeurs. A Nîmes on trouve des fixations assez nombreuses (*Nîmes LL. 32*) De même à Montpellier, où les estimateurs fixaient le prix du vin à l'époque de la vendange (*Montpellier HH. viticulture*); voici quelques prix pour le milieu du siècle.

	PRIX DU MUID A MONTPELLIER		
	1 ^{re} Cuvée	2 ^e Cuvée	3 ^e Cuvée
1752	50 lt	45 lt	40 lt
1753	40	38	36
1754	36	33	30
1757	65	55	50
1758	60	55	50
1764	66	60	55

Il semble bien que, vers le milieu du siècle, on a pratiqué des prix assez élevés, En 1743, un mémoire de la Chambre de Commerce évalue le muid de 120 à 150 lt. (*Hérault. B. 200*). Il est vrai qu'on doit accueillir ce chiffre avec réserve, car le même mémoire fixe à 120.000 muids, année commune, l'exportation du Bas-Languedoc, et ce chiffre est parfaitement ridicule. Au contraire, il y a eu un fléchissement des prix dans les dernières années de l'Ancien Régime. L'abondance avait amené au début du siècle cette mévente que

Basville prédisait (1) ; il en est de même à la fin. Les habitants de Tourbes parlent en 1786 de la « vilité constante du prix des vins » (*Hérault. C. 2827*) et c'est une des plaintes qui revient le plus souvent dans les cahiers des paroisses de la Côte du Rhône (*Bligny-Bondurand.*) Le subdélégué de Narbonne tenait aussi le même langage en 1787.

« La récolte de vin fut si abondante l'année dernière, que malgré le travail des fabriques des eaux-de-vie, on croit qu'il en reste au moins le tiers. Les exportations à l'étranger se sont ralenties et on ne peut en attribuer la cause qu'aux droits excessifs qu'on exige des bâtiments étrangers à leur sortie du port de La Nouvelle. Pour peu que la récolte prochaine donne, on sera en peine de placer les vins nouveaux, à moins que d'ici à cette récolte il n'y ait quelque débouché qui facilite leur exportation. » (*Hérault. C. 2840.*)

D

Il y avait cependant quelques localités dont les vins étaient renommés et étaient recherchés des connaisseurs. On peut en faire la liste au moyen des enquêtes de l'Intendance. (Mémoire de Grangent fils dans *Hérault. C. 2684*). L'intérêt est de savoir comment ces crus étaient protégés. Il faut avoir recours pour cela aux registres des Délibérations communales. Je citerai en exemple ceux de Saint-Georges que j'ai dépouillés complètement parce que la série est sans lacune (2).

13 janvier 1732. — Des commerçants chargés d'acheter du Saint-Georges pour la Hollande, l'Angleterre, etc.... en achètent dans les villages voisins et occasionnent le décri du vin de Saint-Georges, qui est d'une qualité bien supérieure.

« En conséquence sera faite une marque contenant une étoile dans le cercle de laquelle sera écrit S^t-Georges, et une autre marque contenant la date de l'année de la récolte... »

(1) Mévente en 1706 (*Cf. C. Bloch, art. cité.*)

(2) Une partie de ces documents a été utilisée par M. Deleuze (*op. cit.*).

30 août 1738. — Plainte au sujet des vins expédiés à Cette pour la Russie avec des marques fausses. Les consuls apposeront sur les tonneaux une marque à feu et délivreront un certificat, moyennant une rétribution légale.

2 novembre 1742. — Délibération prise au sujet de l'introduction de raisins provenant des communes voisines.

8 novembre 1744. — On renouvelle la marque à feu pour le vin nouveau.

29 octobre 1747. — Même opération, parce que les lettres sont usées.

6 octobre 1748. — Le Conseil se plaint qu'on expédie du vin des paroisses voisines, Murviel et Lavérune ; ce vin ne fait que passer à Saint-Georges. De même, on introduit des raisins d'origine étrangère. Interdiction de continuer ces pratiques sous peine d'une amende de 500 lt.

Même mois. — Saisie de raisins de Lavérune et de Saint-Jean de Védas.

17 décembre 1752. — Prohibition du mélange des vins.

15 novembre 1772. — Difficultés relatives à la marque à feu.

28 janvier 1776. — Le consul, ayant refusé la marque à feu au fermier d'un certain Bouisset qui voulait s'en servir pour marquer du vin de Lavérune, a été l'objet d'une tentative d'intimidation. On a eu le crédit de le faire emprisonner. Le Conseil réclame son élargissement et décide de le soutenir. L'affaire se termine conformément au vœu des habitants de Saint-Georges.

C'est particulièrement dans les archives des paroisses de la côte du Rhône que l'enquête promet d'être fructueuse. M. Limasset a publié beaucoup de pièces intéressantes empruntées aux archives de Roquemaure. Il est vrai que, dans quelques communautés, les mesures de protection furent assez tardives, comme le montre une curieuse pièce de 1755. Les habitants de Chusclan ayant demandé à l'Intendant l'autorisation de se servir d'une marque à feu, M. de Saint-Priest renvoie leur supplique à la Chambre de Commerce à fin d'enquête, et celle-ci exprime un avis favorable le 27 septembre 1755. (*Hérault. B. 215*).

Il n'a été question dans tout ce qui précède que de la protection des crus, non de la répression des fraudes, ni de l'interdiction des mélanges. Nous en parlerons dans le chapitre consacré au commerce.

CHAPITRE II

LES EAUX-DE-VIE

§ 1. — **Les fabriques d'eau-de-vie du Bas-Languedoc, leur nombre, leur importance.**

Les documents relatifs à la fabrication des eaux-de-vie se trouvent, soit dans les cartons de l'Intendance relatifs au commerce des vins et eaux-de-vie, soit dans ceux des États, soit encore dans les papiers de la Juridiction consulaire. Ils sont encore plus dispersés que les pièces relatives à la culture de la vigne et à la fabrication du vin. Je n'insisterai pas sur les données générales contenues dans les mémoires des Intendants ; elles sont trop connues pour qu'il y ait intérêt à le faire.

1701. — Le mémoire de Basville cité plus haut est vraiment la première pièce intéressante relativement à la fabrication des eaux de-vie :

« L'article des eaux-de-vie dans le Bas-Languedoc est devenu important depuis quelques années ; sans ce secours il serait impossible d'y trouver la consommation des vins et on serait obligé d'arracher une partie des vignes ; on y a fabriqué des eaux-de-vie de tout temps, mais jamais en si grande quantité que les années dernières. Néanmoins il serait à craindre que ce commerce, qui commence à s'ouvrir, ne diminuât considérablement, si on n'avait égard dans le nouveau tarif à modérer les droits de sortie et à les rendre uniformes dans tous les bureaux..... » (*Hérault. B. 91*).

Si on ne prenait cette précaution, les Anglais et les Hollandais pourraient transporter le commerce à Alicante, Barcelone et autres lieux de la côte d'Espagne.

1752 — Sur l'importance de cette fabrication vers la fin du siècle, on est renseigné par un mémoire de Grangent soumis à la Chambre de Commerce de Montpellier, le 9 septembre 1752 (*Hérault. B. 214 et C. 2684*). Il nous apprend que les principaux lieux de fabrication sont : Lunel, Pézenas et Béziers ; les débouchés sont Cette, Bordeaux

(en temps de guerre) et Beaucaire (pour la Savoie). A Cette, il part, année commune, de 5 à 6000 pièces d'eau-de-vie.

1788. — Cette industrie n'a fait que se développer jusqu'à la fin du siècle.

On trouve dans une enquête de 1788, sur les forges et bouches à feu de la province, une statistique des distilleries dans la plupart des diocèses de la province (*Hérault. C. 2739*).

A Cette, on compte 7 fabricants d'eau-de-vie (41 fournaux, 43 cucurbites).

« utiles, parce qu'elles permettent d'utiliser les vins de qualité inférieure ou susceptibles de se gâter qui se portent à Cette et que les négociants de ce port craindraient d'envoyer à leurs commettants dans les pays étrangers. »

Dans la subdélégation de Lodève, il y a des distilleries à Lodève (3 distill.), Clermont (6), Nébian (2). Canet (2). Ceyras (2), Saint-Félix de Lodès (2), Saint-André (4), Montpeyrroux (1), Saint-Jean de Fos (3), Soubès (1). Dans la subdélégation de Montpellier, on ne trouve qu'une fabrique, près de Mudaison, à la vérité très considérable. Pour la subdélégation de Nîmes, au contraire, les indications sont abondantes :

DATES d'établisse- ment	PAROISSES	Chaudières Propriétaires	DATES d'établisse- ment	PAROISSES	Chaudières Propriétaires
»	Aigues-Vives.....	10	30 ans	Générac	18 41
15 à 25 ans	Aimargues.....	3 2	»	Marsillargues.....	4 »
2 à 30 ans	Aubais.....	8 5	»	Maruéjols-en-Vaunage ..	1
10 ans	Aubord.....	3 2	6 ans	Meynes	4 2
»	Anjargues	12 »	30 ans	Milhaud	13 8
1740	Beauvoisin.....	9 5	15 ans	Montpezat	2 »
»	Bellegarde	3 3	»	Mus.....	8 3
»	Bernis.....	16 »	»	Nages.....	7 »
1742	Bezonce.....	2 »	»	Redessan	8 3
»	Boissière.....	4 »	»	Saint-Cosme	2 »
1740	Calvisson.....	45 »	10 ans	Saint-Dionisy.....	4 2
10 ans	Cavairac	6 4	10 ans	Saint-Gilles.....	27 8
»	Claret.....	2 2	»	Sommières.....	3
1743	Clarensac.....	20 9	12 ans	Sauvignargues	3 3
»	Codognan.....	12 »	»	Vauvert.....	36 4
50 ans	Congenies	24 9	»	Uchaud.....	2 »
1786	Fourques.....	1 »	15 ans	Vergèze	5 3
1745	Galargues.....	36 16	1763	Nîmes.....	23 16

Le chiffre ou la date unique dans la première colonne est relatif à l'établissement de la première chaudière. Le chiffre double concerne la date la plus ancienne et la date la plus récente.

Dans les autres subdélégations, les rédacteurs des réponses ne paraissent pas avoir compté les distilleries comme bouches à feu.

L'établissement de ces distilleries n'allait pas toujours sans difficulté : en 1787, la ville de Béziers proteste contre l'installation des fabriques d'eau-de-vie, regardées comme insalubres (*Hérault. C. États. n° 695*).

§ 2. — **Procédés de fabrication. Qualités.**

Nous sommes assez bien renseignés sur les produits obtenus par la distillation des vins — ou, pour parler plus exactement, les sources sont plus abondantes.

Pas plus au xvi^e siècle qu'aujourd'hui, on n'est parvenu à s'entendre sur ce qu'il faut appeler eau-de-vie. Le commerce et les fermes générales avaient chacun leur définition. Le procès est encore pendant et les parties n'ont guère changé de position. Je me bornerai à énumérer les pièces ou les séries de pièces dans l'ordre chronologique. J'y joindrai les quelques renseignements que j'ai pu recueillir sur la qualité marchande des produits, — en réservant toujours les questions relatives à la fraude.

1727. — 21 nov. 1727. — Ordonnance qui réitère les défenses portées par la déclaration du 24 janvier 1713, de fabriquer aucune eau-de-vie de marc de raisin. (Cette ordonnance — qui n'est pas spéciale au Languedoc — est tombée en désuétude par la suite). (*Hérault. C. 2682*.)

1736. — Contestation relative à la définition des produits distillés, eau-de-vie preuve d'Hollande, eau-de-vie preuve d'huile, troiscinq et esprit de vin. Elle est soulevée par les exigences de l'adjudicataire des Fermes-Unies à Cette, qui prétend percevoir sur les eaux-de-vie raffinées les mêmes droits que sur les esprits de vin. Les parties sont ; l'adjudicataire demandeur, et, d'autre part, le sieur Rambaud, défendeur, assisté du syndic général de la Province et du syndic du corps des marchands de Montpellier. Nous avons le dossier complet de l'affaire. (*C. États, n° 694*.)

Un mémoire de 3 distillateurs de Montpellier nous apprend qu'un muid de vin, mesure de Languedoc, produit 350 livres d'eau-de-vie preuve d'Hollande, lesquelles, par une seconde distillation, donnent 218 livres d'eau-de-vie tiers-cinq, d'où on tire par deux distillations supplémentaires, 100 livres d'esprit de vin. L'eau-de-vie preuve d'huile provient de la distillation d'un mélange de vin et d'eau-de-vie preuve d'Hollande. L'arrêt fortement motivé de la Cour des Comptes de Montpellier, du 14 février 1742, est favorable aux prétentions languedociennes (*même source et Arch. Nat. H¹. 748¹³⁴.*) Mais les fermiers font appel comme on le voit par la correspondance échangée en 1743 entre les Montpelliérains et leur représentant au Conseil de Commerce. L'arrêt de 1729 dont il sera question au chapitre des abus donne bien les moyens de faire la preuve, mais ne fournit pas d'éclaircissements sur la vraie nature des eaux-de-vie.

1737. — Instruction nécessaire aux fabricants d'eau-de-vie de la province de Languedoc pour la faire de bonne qualité et bonne preuve d'Hollande, 2 f., imprimé à Montpellier chez J. Martel. (*Hérault. C. Etats n° 696.*)

1768. — Peu de documents pendant une quarantaine d'années. Puis, en 1768, une réclamation des brandeviniers de Caunes contre les consuls, qui les auraient accusés de fabriquer de l'eau-de-vie de marc (*Hérault C. 2685.*)

Dès lors, les documents se multiplient, parce qu'on se préoccupe de perfectionner la fabrication des eaux-de-vie.

1772. — Les Etats du Languedoc proposent en 1772 un prix pour la meilleure manière de constater les différentes qualités des esprits de vin et eaux-de-vie.

« ... Le prix doit être adjugé à la pièce n° 4 qui porte pour devise : *Legibus ut propriis viget Occitania, vina sic sua, quantumvis tanta fornace liquata vim propriam certoque habeant a pondere legem* » et dont l'auteur est M. Bories, D^r en médecine de la Faculté de Montpellier et résidant à Cette.»

Le dossier contient une analyse des principaux mémoires. (*Hérault.*

C. Etats n° 695.) On trouvera celui de Bories complet dans *Hérault A. 115*, sous le titre « Mémoire sur la manière de déterminer les titres ou degrés de spirituosité des eaux-de-vie et esprits de vin. »

« En 1708... on ne savait encore tirer aucun parti du vin qui n'avait pu être ni consommé ni exporté. A la veille de la récolte, on le donnait à boire à qui en voulait, et, s'il en restait encore, on le répandait pour avoir des futailles vides en état de recevoir le vin nouveau. »

Selon lui, la pratique de la distillation a produit une « prodigieuse augmentation de nos vignobles. » L'instrument qu'il propose est une sorte d'alcoomètre.

Il y a de la même date un mémoire de l'Inspecteur Mauclerc sur le même sujet (*Hérault. C. Etats n° 694.*) On y voit que la grande difficulté paraissait d'obtenir l'alcool pur pour avoir un terme supérieur de graduation fixe.

1774. — Il semble bien que la fabrication laissait à désirer. J'ai trouvé dans les papiers des États une pièce singulière du 25 octobre 1774, copie d'une lettre de Dominique Jacquier et Compagnie, de Nantes, à M. Martin, l'ainé, négociant à Cette (*Hérault. C. États n° 694*). Elle parle :

« de l'extrême prévention défavorable que l'on a conçue ici bien justement de l'abominable qualité des eaux-de-vie de Languedoc » « de leur goût exécrable. »

La clientèle n'en veut plus. Mais cette lettre me paraît suspecte. Rien qui l'authentique ; les termes en sont bien énergiques, et elle a tout l'air d'un plaidoyer. Pour qui ? Pour l'Inspecteur des Eaux-de-vie en lutte contre les fabricants ? Pour les fabricants en procès avec les commissionnaires ? Il est impossible de le dire.

1778. — En fin 1778, un sieur Argand, de Genève, demande le privilège exclusif de la fabrication des eaux-de-vie de la province, par un procédé qui lui est propre. Sa requête est rejetée (*Hérault. C. 2685*).

1780. — En 1780, on trouve un mémoire de M. Montet, de la Société royale des Sciences de Montpellier.

« Sur certains moyens de décolorer l'eau-de-vie qui s'est trop colorée dans les futailles; où l'on expose de nouveaux moyens pour obtenir cette décoloration, simples, aisés, économiques et sans danger » [*Hérault. C. États. n° 694*].

1784. — Enfin, le 21 juillet 1784, le Conseil rend un arrêt portant exemption des droits pour les eaux-de-vie qui sortiront du royaume et liberté de distiller les lies, baissières et marcs de raisin (*Hérault. A. 122*).

Il n'est pas utile de rechercher des sources statistiques pour la production des eaux-de-vie en Languedoc. La consommation était certainement très faible par rapport à l'exportation. On peut donc estimer que les statistiques commerciales donnent une idée approchée de la production.

CHAPITRE III

LE COMMERCE DES VINS ET EAUX-DE-VIE

C'est au sujet du commerce des vins et eaux-de-vie que les documents sont les plus nombreux et les plus précis. Ils proviennent des papiers de l'Intendance, mais en plus grande abondance, des États et de la Chambre de Commerce de Montpellier. On ne peut suivre aucune affaire sans avoir dépouillé ces trois séries, à tout le moins les deux dernières. Les cartons de l'Intendance, à peu près seuls consultés jusqu'à ce jour, n'offrent qu'une vue très incomplète des choses. Très souvent l'Intendant se bornait à jouer le rôle d'agent de transmission entre le Ministre, le Syndic général de la province et la Chambre de Commerce. D'autre part, le Syndic général correspondait directement avec le député de la province au Conseil de Commerce, quand il n'était pas chargé de ces fonctions. Enfin et surtout, l'Inspecteur des Eaux-de-vie à Cette était nommé par les États et salarié par eux. Toutes ces raisons expliquent que certaines pièces de première importance et dont on pouvait supposer l'existence par de nombreuses allusions dans la correspondance des Intendants, soient restées introuvables tant qu'on n'a pas eu dépouillé les papiers des États : c'est le cas des statistiques commerciales.

§ 1. — Importance du commerce des vins et eaux de-vie. Données statistiques

Je passerai en revue les sources dans l'ordre chronologique. Il y a peu de chose antérieurement à 1729 : les séries statistiques ne pouvaient guère être établies en l'absence d'un agent spécial. Elles con-

cernent surtout le port de Cette. On n'a que des renseignements isolés sur les expéditions par Beaucaire : elles étaient beaucoup moins importantes que les expéditions par Cette.

1698-99-1700. — Les comptes de la ferme générale de Thomas Templier permettent de se faire une idée du mouvement des liquides au port de Cette à la fin du ^{xvii}^e siècle (*Hérault, C. 759 à 778*). On peut consulter les registres de contrôle à l'usage du Visiteur (*C. 759-760*), ou les registres de déchargement et renversement des vins et eaux-de-vie (*C. 767-769*). Pendant les 9 premiers mois de 1699, il est sorti de Cette 6.648 pièces de vin réparties sur 22 comptes, et 2.079 pièces d'eau-de-vie en 14 comptes.

1731-1732-1733. — En 1731, l'Inspecteur Grangent indique dans un état manuscrit, qu'il a vérifié 12.295 pièces (?) (*Hérault, C. État n° 694*).

Orry ayant fait vérifier les chiffres fournis dans un mémoire de Grangent, il se trouve, renseignements pris au bureau des fermes, qu'en 1733, il est sorti de Cette 2424 pièces $\frac{1}{4}$, et d'Agde, 4 $\frac{1}{4}$, contre 6869 et 16 $\frac{1}{2}$ en 1732 (*Hérault, C. 2683*).

1740-1770. — On trouve encore quelques indications isolées dans l'Intendance pour 1753 et 1760, mais elles sont sans intérêt à côté des tableaux fournis par l'inspecteur des Eaux-de-vie aux États (*Hérault, C. États n° 694*). Je rassemble ces deux tableaux en un seul :

	Muids	Verges		Muids	Verges
	—	—		—	—
1740.....	6 185	437.425	1756.....	11.864	580.513
1741.....	8.404	342.334	1757.....	10 229	190 338
1742.....	7.683	292 340	1758.....	10.484	327 574
1743.....	12.761	641.839	1759.....	12 111	309 080
1744.....	8.542	540.741	1760.....	11 365	366 796
1745.....	11.294	140.373	1761.....	9.643	377.306
1746.....	9.437	198.973	1762.....	12 686	534.637
1747.....	16.075	494.809	1763.....	13.468	140 832
1748.....	12 412	200.926	1764.....	20.963	236 876
1749.....	10.564	371.755	1765.....	16.725	382.049
1750.....	7.139	287.584	1766.....	1 033	465 163
1751.....	7.905	109 413	1767.....	14.087	98.116
1752.....	10.845	216 527	1768.....	9 465	473.483
1753.....	18 218	817.057	1769.....	21 444	662.533
1754.....	12.473	778.707	1770.....	27.255	367.786
1755.....	12.153	879.024			

Nota.— Les quantités de vin sont exprimées en muids, celles d'eau-de-vie en verges.

1773-1774-1775. — Malheureusement notre série ne s'étend pas sur les vingt dernières années de l'ancien régime. Cependant on trouve postérieurement à 1770, quelques renseignements isolés.

Du 1^{er} novembre 1773 au 1^{er} octobre 1774, il est sorti du port de Cette 3.681 muids de vin à destination de la France, 14.873 pour l'étranger et les villes et provinces réputées étrangères et 296 pour les Iles, soit en tout 14.348. Les chiffres correspondants pour les eaux-de-vie sont 119.714 verges, 231.723 et 29.004; en tout 380.443 verges (*même source*).

L'année suivante (novembre 1774, avril 1775), on trouve comme totaux à l'exportation : 18.307 muids et 236.816 verges (*même source*).

En 1775, de mai à octobre, il part de Cette 1894 muids de vin et 108.733 verges d'eau-de-vie.

Dans tout ce qui précède, nous n'avons tenu compte que des expéditions par Cette. Il partait chaque année une certaine quantité de vin et d'eau-de-vie par Beaucaire. En 1758 il est porté du Languedoc 413 pièces d'eau-de-vie pure et d'eau-de-vie anisée en foire ; en 1759 461; en 1761, 313 ; en 1763, 291; (*Hérault. C. 2685.*) En 1775, il est apporté 3372 quintaux dont 331 restent invendus ; en 1776, 4707 quintaux dont 203 restent pour compte (*Hérault. C. Etats n° 694.*)

1778. — C'est dans les notes relatives aux foires de Beaucaire qu'on trouve les indications les plus précises sur le prix des vins et eaux-de-vie. Ces indications permettent de mettre au point les plaintes des commerçants. En 1778, il est vendu 2096 quintaux d'eau-de-vie pure et 1531 quintaux d'eau-de-vie anisée pour une valeur de 84.421 lt contre 71 100 lt en 1777 :

« Les fabriquants se sont plaints de ce qu'ils n'ont vendu qu'à 15 ou 20 s. par o/o de moins qu'aux marchés de Lunel et de Pézenas, en quoi ils ne sont pas fondés parce que la qualité des eaux-de-vie portées en foire de Beaucaire est généralement inférieure à celle qu'on envoie à l'étranger, et que la vente s'y faisant au poids, l'acheteur prévenu avec raison contre cette méthode dont les fabriquants ne manquent pas de profiter, proportionne le prix à la valeur de la marchandise. Ce qui le prouve, c'est qu'il ne met pas de différence entre l'eau-de-vie pure et l'eau-de-vie anisée. » (*Hérault. C. 2328.*)

Il faudrait ajouter aux quantités de vins et d'eaux-de-vie indiquées dans tous ces documents celles qui remontaient le Rhône et payaient les droits à la douane de Lyon ; elles représentent le commerce de la Côte du Rhône. Enfin on devrait défalquer du mouvement de Cette, les vins et eaux-de-vie d'Espagne entreposés. En 1774, un mémoire déjà cité nous donne le détail suivant du commerce de la province dans une forte année :

Eaux-de-vie :		Vins :	
Exportation par Cette	673.200 verges.....	21.330 muids	
— le Rhône	22.500	1.500	
— le Canal Royal	30.000		
— Beaucaire	16.125		
Total :	741.825 verges		
	qui représentent	40.089	
	Total :	62.919	
D'où il faut défalquer vins d'Espagne		5.200	
	Reste :	57.719 muids	

(D'après *Hérault. C. Etats n° 694.*)

On voit dans la même pièce que les vins de choix, muscats de Frontignan, Béziers et Lunel, picardans de Pomerols et Pinet, rouges de Saint-Georges, Saint-Drézery, Saint Christol, Langlade, Uchaud, Saint Geniès et la côte du Rhône ne sont pas distingués sur les registres.

On aimerait à avoir des renseignements précis sur l'activité des marchés de vin et d'eau-de-vie en dehors de Cette et de Beaucaire : le dépouillement des cartons relatifs aux foires de Pézenas et de Montagnac ne m'a rien donné.

Il est à peu près impossible de constituer des séries complètes de prix et même de savoir ce que ce commerce faisait entrer bon an mal an en Languedoc. Il y a des estimations çà et là dans la plupart des mémoires relatifs aux vins et eaux-de-vie. Mais elles manquent de précision. Retenons seulement qu'on a considéré comme constant pendant tout le xviii^e siècle que les vins et les eaux-de-vie étaient la seule source de revenu du Languedoc.

§ 2. — **Fraudes, abus, leur répression. Futailles.**

On a dit souvent, au ^{xviii}^e siècle, que les abus dont la fabrication et le commerce des vins et eaux-de-vie étaient le prétexte menaçaient de tarir cette source de revenus. Il faut donc énumérer les documents relatifs à cet article avant d'aller plus loin. La matière est complexe parce que les abus étaient nombreux ; il n'est pas facile d'y introduire des divisions parce que les mêmes arrêts visaient des abus très différents. C'est pourquoi nous mentionnerons à cette place les renseignements relatifs à la tonnellerie.

1699. — Le premier texte intéressant est une délibération des États du 11 décembre 1699.

«..... Les États, désirant assurer la fidélité des vins de Languedoc et prévenir les fraudes qui pourraient être pratiquées par les vendeurs, voituriers, patrons et bateliers, ont délibéré que Sa Majesté sera très humblement suppliée de faire défense à toutes sortes de personnes de quelles qualités et conditions qu'elles soient, qui auront des vins à vendre de mettre de l'eau dans lesdits vins et dans les cuves et les tonneaux qu'elles exposeront en vente....»
(*Reg. proc.-verb. États 1799.*)

Le Roi ayant permis aux États de faire eux-mêmes un règlement, ils délibérèrent le 7 janvier 1700, que les ventes seraient dorénavant vérifiées par devant les maires, consuls ou autres personnes à qui appartient la connaissance de la police (*même source*).

1701 (Voir un mémoire sur la mauvaise qualité des Eaux-de-vie de France, du 14 janvier 1701. *Arch. Nat. F.* ¹² 51, f° 14, v°).

1724. — Des réclamations ne tardèrent pas à se produire, et, de concert avec l'Intendant, le Syndic général et les juges consulaires cherchent des remèdes aux abus. Nous avons les minutes de la correspondance de l'Intendant dans *Hérault. C. 2683*, pour la période 1724-1727. Mais les autres sources sont bien plus intéressantes. L'année 1724 est occupée par une enquête faite en Guyenne et

en Provence sur les usages observés à Bordeaux, Marseille, Toulon. Les difficultés proviennent de ce qu'en Languedoc :

«..... les ventes se font dans les nombreux villages où l'on brûle, livrables à Lunel, Bouzigues et Cette... ».
(Cf. surtout *Hérault. C. États n° 694*).

1725-1726. — Un projet de règlement est établi à la Chambre de Commerce et une information ouverte auprès des négociants de la province (*Hérault. B. 199*). Les habitants de Pézenas consultés demandent, à propos du troisième article visant le mélange des vins, que les vignes ne soient plantées que d'une espèce, et qu'on ne mette pas de plant de vin blanc dans les plantiers de muscat. Ils protestent contre l'article qui rend les vendeurs responsables jusqu'aux ports des étangs et du canal. Ils proposent enfin d'établir des vérificateurs à Montpellier, Pézenas et Béziers (*Hérault. C. États n° 694*).

1727. — A la même époque, un sieur Méjanel, de Nîmes, suggère que l'on établisse un inspecteur et que chaque fabricant mette sa marque à feu sur ses tonneaux (*Hérault. C. 2503*). Cette même année, le 23 août, un édit règle la fabrication des futailles dans la généralité de Montauban (*Hérault. C. 2682*).

1727-1728. — Durant cette période, la Chambre de Commerce de Montpellier entretient une correspondance active avec le Conseil de Commerce (*Hérault. B. 202*), qui examine son projet (*Arch. Nat. F¹². 75*).

1728. — Dans cette correspondance, nous voyons apparaître un sieur Grangent, qui propose, le 22 avril 1728, d'établir un inspecteur à Cette. Mais la Chambre de Commerce, consultée à ce sujet, répond, dans un mémoire du 4 mai 1728, que cet établissement est inutile tant qu'il n'y a pas de règlement à faire respecter (*Hérault. C. États n°, 695*).

1729. — De tous ces préparatifs, sort l'arrêt du 27 septembre 1729

(*Hérault. C. 2682 et A. 93. Arch. Nat. II. 748¹⁸⁴*). Nous donnons le texte des articles dont l'application a soulevé des difficultés par la suite:

Art. 2. — Lesdits tonneaux contiendront, savoir : les deux tiers de muids ou douzains, soixante verges, le quart de muid, vingt-deux verges et demi et le sixième de muid, quinze verges.

Art. 3. — Fait S. M. défense aux propriétaires ou possesseurs de vignes, de mettre ou laisser mettre des grains de raisin, de l'eau ou autre liqueur ou matière dans les tonneaux de vin, ni de commettre aucune fraude qui puisse les gêner, à peine de répondre des dommages et intérêts que les acheteurs en pourront souffrir.

Art. 4. — Les propriétaires ou possesseurs de vignes qui feront des vins blancs ou des vins muscats, seront tenus de les passer au travers d'un tamis à mesure qu'ils feront lesdits vins.

Art. 8. — Tous lesdits tonneaux de vin et d'eau-de-vie seront d'une longueur égale, et d'une grosseur proportionnée, sans être rehaussés à l'endroit de la bonde, ni enfoncés à l'endroit opposé, ni aplatis sur les côtés. Le trou de la bonde aura au moins un pouce de diamètre; la douve de la bonde ne sera pas creusée intérieurement autour de la bonde, ni aucune douve ne sera creusée intérieurement à l'endroit des fonds, et lesdits tonneaux seront porte-foncés.

Art. 9. — Les verges dont on se servira pour jauger les tonneaux de vin et d'eau-de-vie seront conformes à la verge de Bordeaux, et seront marqués par le maître jaugeur de la ville de Montpellier.

Art. 10. — Ceux qui vendront les eaux-de-vie seront responsables envers les acheteurs des dommages qui leur seront causés et de leur mauvaise qualité jusqu'à ce qu'elles aient été livrées aux acheteurs dans les lieux où elle seront envoyées pour être embarquées, quand même ils les auraient agréés dans les magasins des vendeurs ; à l'effet de quoi, les acheteurs pourront les faire vérifier à leur arrivée dans lesdits lieux avant qu'elles soient embarquées. »

Art. 12. — Ordonne S. M. que par les Etats de la province de Languedoc, il sera incessamment établi un inspecteur, lequel, après avoir prêté serment devant les juges et consuls de Montpellier, vérifiera la qualité de tous les vins, des esprits de vin et des eaux-de-vie qui seront envoyés dans les ports de Cette, de Béziers et de Beaucaire pour y être embarqués pour les pays étrangers ou pour les villes de Lyon, de Bordeaux, ou autres villes du royaume, fera l'épreuve de la qualité des vins, esprits de vin et eaux-de-vie ; saisira les vins, esprits de vin et eaux-de-vie qui n'auront pas les qualités requises, ensemble les tonneaux et futailles qui ne seront pas conformes au présent arrêt ; dressera des procès-verbaux des différentes

contraventions qu'il aura remarquées, et poursuivra les contrevenants, de quelque qualité et condition qu'ils soient et en quelque lieu qu'ils fassent leur demeure, par devant les juges et consuls de Montpellier.

Art. 13. — L'épreuve de l'esprit de vin se fera en mettant un peu de poudre à canon dans une cuiller, laquelle sera ensuite remplie d'esprit de vin, et si, après y avoir mis le feu, le tout se consomme en sorte que la cuiller reste nette et sans aucune humidité, l'esprit de vin sera de bonne qualité. Cette épreuve se pourra faire aussi en remplissant d'esprit de vin la moitié d'un verre ordinaire, et si, en y faisant tomber une goutte d'huile d'olive, elle se précipite à l'instant au fond du verre, l'esprit de vin sera de bonne récolte. Et à l'égard de la preuve du vin et de l'eau-de-vie elle se fera en la manière accoutumée.

Art. 15. — Veut sa Majesté que les contestations qui pourront naître sur l'exécution du présent arrêt soient portées par devant les juges et consuls de Montpellier pour être par eux instruites et jugées sommairement et les jugements par eux rendus exécutés nonobstant opposition ou appellation et sans préjudices d'icelles. »

Le 30 janvier 1729, les Etats, sur le rapport de l'Archevêque de Toulouse, considérant que le Conseil de Commerce avait approuvé le projet de la Chambre de Montpellier à la réserve de l'article relatif au droit à prélever par l'Inspecteur pour son salaire, avaient décidé de nommer l'Inspecteur et de s'imposer de 2000 lt pour sa rétribution. (*Pr verb. Etats. 1729.*)

1730. — Les habitants de Béziers et de la région ne tardent pas à protester. Dans un mémoire du 4 juillet 1730, ils s'élèvent surtout contre l'article 10 relatif à la responsabilité du vendeur et contre la nomination d'un Inspecteur unique à Cette (*Hérault. C. 2683, C. Etats n° 694 et B. 199.*) La Chambre de Commerce et l'Inspecteur Grangent répondent. Voici les passages les plus saillants du mémoire de la Chambre de Commerce (*Hérault. B. 200.*)

« Si les fabricants d'eau-de-vie avaient travaillé fidèlement et si les propriétaires de vignobles avaient livré leur vin picardan et muscat sans en altérer la qualité soit avec de l'eau de la terre et de la lie du vin et autres ingrédients, les étrangers ne se seraient point plaints, ils n'auraient point fait leur provision chez nos voisins, et enfin, il n'y aurait point eu d'arrêt.

Le picardan n'est connu en Hollande et dans tout le Nord que depuis environ 35 ans. Il y a été fort goûté ; aussi n'a-t-on pas manqué de faire faire

de gros achats toutes les années ; de là les plantations considérables qu'on a faites dans la province et qui sont le revenu le plus clair et le plus considérable des habitants des diocèses d'Agde, de Béziers et de Lodève. Les muscats étaient connus auparavant, mais depuis, la quantité en a augmenté.

« ... A la fin du dernier siècle, il se forma une compagnie de négociants à Hambourg, laquelle fit acheter une quantité considérable de vin en Languedoc. On en enleva plusieurs centaines de muids à Saint-Gilles. Les vendeurs se chargèrent de les faire voiturer aux ports les plus prochains ; ils mêlèrent ce vin avec de l'eau, et, d'une barrique, ils en firent deux. Le vin s'aigrit en route. On n'en retira pas les frais, et cette compagnie fut obligée de faire banqueroute. L'exemple a servi ; personne ne songe plus à acheter des vins à Saint-Gilles, et la mémoire d'une telle action ne s'effacera jamais de la mémoire des négociants du Nord. »

On ajoute que la même chose a pensé arriver à Béziers et aux environs ; d'où l'arrêt. (13 septembre 1730.)

1731. — Cependant Grangent commence à opérer des saisies et multiplie les rapports. (*Hérault. C. Etats n° 694*) et M. de Bernage publie une ordonnance réglant la fabrication des tonneaux (*Hérault. C. 2683*.)

Des protestations s'élèvent de tous côtés. Les tonneliers de Pézenas demandent qu'on vérifie les tonnaux aux lieux de fabrication (26 nov. 1731. *Hérault. C. 2683*.)

1732. — L'article 10 de l'arrêt paraît blesser tous les intérêts. L'Inspecteur, qui cherche par tous les moyens à augmenter son salaire, s'ingénie à trouver des solutions : établissement d'un entrepôt à Cette à la charge et aux frais de l'Inspecteur, moyennant une rétribution de 3 sols par pièce ; modification de l'article 10, les commissionnaires rendus responsables de la qualité des liquides dès qu'ils les ont agréés dans les ports du Canal et des Etangs. (21 fév. 1732). (*Hérault. B. 199. — C. 2683* et *C. Etats n° 694*.) La Chambre de Commerce, soutenue par les négociants, repousse les propositions de Grangent et défend avec âpreté l'arrêt qu'elle a sollicité et pour ainsi dire dicté (Mémoires et correspondance dans *Hérault. B. 199*.)

1733. — On voit même intervenir un sieur Barry, d'Agde, qui,

jaloux de la situation de Grangent, voudrait bien s'en faire une semblable. Il finit par proposer une sorte de monopole destiné à régulariser les cours (*Hérault. C. 2683* et *C. États n° 694*.)

1739. — Après les Biterrois et les Piscénois, les habitants de la Côte du Rhône protestent. Ils ont toujours eu des usages particuliers au sujet de la vaisselle vinaire. C'est ce qu'ils exposent à l'Intendant, en 1739 (*Hérault. C. États n° 696*) Il s'en suit une longue information, dont on trouve le détail dans (*Hérault. C. 2684, B. 214* et *C. États n° 696*.)

1742. — La Chambre de Commerce est toujours favorable à la stricte application de l'ordonnance de 1731. Ses commettants se plaignent de la non observation de cette ordonnance et de l'arrêt de 1729. Le 20 janvier 1742, les négociants de Montpellier déposent un mémoire (*Hérault. B. 214*) où je lis :

« Les particuliers qui font des vins blancs et muscats ne les passent pas régulièrement au travers d'un tamis, comme ils y sont obligés.

« Ces mêmes particuliers falsifient les vins, confondent les crus, et certains se servent de fausses marques dans les lieux où elle a été établie pour les vins de réputation. »

La Chambre reconnaît cependant qu'il faut donner aux vignerons de la côte du Rhône deux contenances en plus de celles que prévoient les actes de 1729 et 1731.

« Le surplus du mémoire [des consuls de Roquemaure] n'ayant pas paru mériter aucune considération. » (Séance du 6 juillet 1742.)

1744. — Tout cela finit par l'Ordonnance du 10 décembre 1744.

« Ordonnance servant de règlement au sujet du jaugeage des fûtailles qui sont fabriquées à Roquemaure et autres lieux situés le long de la côte du Rhône (*Hérault. C. 2682, C. 2684*) (1).

(1) Je ne puis que renvoyer ici à l'excellent article de M. Limasset dans le Bull. de l'Ac. de Vaucluse. Les pièces extraites des archives de Roquemaure sont très significatives.

A leur tour, les fabricants de la Vaunage réclament (*Hérault. C. 2684* et surtout *B. 203* et *B. 214.*) Ils protestent contre l'article 10, se plaignent des mauvaises conditions de transport entre Lunel et Cette, et demandent que Lunel soit le lieu d'embarquement. La Chambre de Commerce estime que leurs plaintes ne méritent aucune attention. (Séance du 22 décembre 1744.) Ils les renouvelleront en 1789 (*Bligny-Bondurand.*)

1749. — Elle répond sur le même ton à Grangent : tous les abus qu'il signale proviennent de l'inexécution de l'arrêt de 1729 ; qu'il y tienne rigoureusement la main. (Lettre du 30 juin 1749, *Hérault. B. 214.*)

1752. — Grangent revient à la charge le 9 septembre 1752, demande des gratifications sur les saisies, propose un règlement pour Cette.

Le 16 septembre 1752, la Chambre le rappelle à ses fonctions. (*Hérault. C. 2684* et *B. 214.*)

Le 19 décembre 1752, elle donne un avis défavorable à l'établissement de deux vergeurs jurés au port de Cette (*même source.*)

Comme Grangent voulait se conformer à ses instructions du 31 octobre 1752, il a rencontré des résistances en faisant une saisie de futailles ; ayant déjà été désavoué dans une affaire analogue, il en réfère à la Chambre. (*Hérault. B. 204.*)

1753. — Sa responsabilité est déjà lourdement engagée dans l'affaire Colombier, de Saint-Pons de Mauchiens. (Cf. *infra* conflits de juridiction). Cependant la Chambre se plaint de son inaction, dit qu'il ne fait pas d'exemple, tout en lui laissant entendre par ses recommandations de prudence qu'il endossera toutes les responsabilités. Toute cette correspondance extrêmement curieuse est dans *Hérault. B. 215.* Dans le même temps, il s'occupe de l'utilisation des vins d'Espagne et de Roussillon, qui entrent à Cette par grandes quantités après une longue série d'années déficitaires (*Hérault. C. Etats n° 696.*)

1754. — Pendant toute l'année 1754. l'Intendant, la Chambre de Commerce, les habitants de la côte du Rhône et l'Inspecteur Grangent continuent à échanger les mêmes arguments (*Hérault. C. États n° 696* et surtout *B. 215*). L'Inspecteur paraît timoré, — sans qu'on puisse dire qu'il ait tort —. La Chambre se montre arrogante et se dérobe aux responsabilités. Les habitants de Roquemaure et lieux voisins avouent une ignorance surprenante des actes de 1729, 1731, et même de 1744. Ils font intervenir les négociants de Paris avec qui ils sont en relation. La pièce la plus intéressante est une délibération de la Chambre de Commerce, du 8 octobre 1754. On y trouve un historique assez clair mais un peu partial, de toute l'affaire (*Hérault. B. 215*). La juridiction consulaire a d'ailleurs infligé un certain nombre d'amendes durant cette année (*Hérault. C. États n° 696*).

1755. — Les positions ne changent pas pendant l'année 1755. Grangent demande qu'on le paie, si on lui laisse la responsabilité ; il se plaint de l'acrimonie de la Chambre de Commerce (*Hérault. B. 205*) Celle-ci refuse de le subventionner puisqu'il est nommé et payé par les États, exige pourtant qu'il suive ses ordres dans ses tournées. L'Intendant (Saint-Priest le jeune), pris entre le Parlement de Toulouse et la juridiction consulaire, n'y comprend plus rien et donne des ordres contradictoires (*Hérault. B. 205* et *B. 215* et *C. États n° 696*). L'affaire finit par s'apaiser.

1755-1756. — A la même époque, la Chambre de commerce est en contestation avec les fermiers généraux, qui prétendent que les gens du Languedoc masquent les eaux-de-vie sous le nom d'eaux de senteur (Cf. *infra* eaux de senteur).

1767. — Douze ans après, Grangent fils signale la persistance des abus. (Mémoire de 1767. *Hérault B. 216*). On ne passe plus les vins au travers d'un tamis ; à cause du haut prix des muscats, on les mélange avec du vin blanc ; il veut que les maires et consuls de Frontignan, Lunel, Montbazin, Béziers, Pézenas, Mèze. Marseillan et Saint-André se fassent présenter un tamis par tous les possesseurs de vignes et que les négociants cessent d'« épauler » les coupables. La

Chambre (3 septembre 1767) s'est aperçue de la recrudescence des abus par le nombre de contestations entre propriétaires et commerçants.

1772. — L'Inspecteur Mauclerc rappelle les abus dans son mémoire déjà cité au sujet de la preuve des eaux-de-vie.

1773. — On se plaint de l'importation des eaux-de-vie d'Espagne (16 février 1773. *Hérault. B. 216*).

1774. — On trouve à Montpellier, à cette date, la trace d'une affaire curieuse. Il s'agit de vins envoyés par un commissionnaire (Bresson et C^e) à Stettin. Ils arrivent gâtés. Procès à Stettin. Les membres de la Chambre envoient des interrogatoires à Montpellier. (Cf. le dossier français et allemand dans *Montpellier. III. tonnellerie*.)

1775. — Plainte des fabricants contre les commissionnaires en eau-de-vie de Cette, qui ont mélangé les eaux-de-vie du Languedoc avec celles d'Espagne. Ils voulaient profiter des hauts prix amenés par plusieurs années déficitaires dans le Bordelais et les régions voisines (*Hérault. C. États n° 694*). La même année, Mauclerc a des difficultés avec les négociants de Cette (*même source*).

1782. — Les difficultés pendantes entre les fabricants et les commissionnaires ne reçurent pas de solution jusqu'à la fin du siècle. En 1782, un sieur Bonniol de Valros, propose de substituer un courtier royal aux commissionnaires. Protestations de l'Inspecteur Mauclerc, du subdélégué Grangent de Cette, des Piscénois et des Montpelliérains. Le projet est repoussé (*Hérault. C. États n° 694 et C. 2686*; c'est dans ce dernier carton que le dossier est au complet).

1783. — En 1783, 103 négociants de Cette proposent d'établir un entrepôt à Cette sous la direction de Vabre et de Possel, inspirateurs de la démarche.

1784. — Elle soulève un chœur de protestations. On trouvera le dossier de l'instruction dans *Hérault. C. 2686* et *C. Etats n° 694*.

1785. — L'affaire est résumée dans une lettre à M. de Calonne, du 12 janvier 1785 ; elle est close par la réponse de ce personnage, le 25 septembre 1786.

1786. — Cependant, le 16 avril 1786, la Chambre de Commerce rend un avis favorable à l'établissement d'un second Inspecteur à Cette, pour le soulagement du premier (*Hérault. C. 2686*). Cette délibération est provoquée par une initiative de l'Intendant (*Hérault. B. 210*).

A côté de ces pièces qui sont exactement datées, il y a dans un carton des Etats (*n° 696*) un curieux mémoire que l'on doit, à ce qu'il semble, attribuer à Grangent le fils ou à Mauclerc. Il est relatif aux abus et malversations qui se commettent journellement dans le commerce des vins du Bas-Languedoc. Il dénonce le mélange des muscats et des vins blancs et l'addition de cassonade. Il propose la prohibition du mélange des plants dans les vignes, veut que le terrain soit convenable (pas fumé) et demande qu'on mette à part le vin des jeunes plantiers. Pour le vin blanc et le rouge, il se plaint du mélange des crus.

Il y a aussi dans le même dossier une pièce intéressante, mais qui ne concerne pas le Languedoc : c'est un mémoire pour un sieur Defranc, qui avait fabriqué du vin de raisin sec à Lyon.

§ 3. — **La protection du commerce du Bas-Languedoc.**

(*Mesures autres que les dégrèvements*).

Les documents relatifs à cet article se trouvent surtout dans les papiers des Etats et aux Archives nationales. Il faut d'ailleurs distinguer suivant qu'il s'agit de la protection des vins et eaux-de-vie du Languedoc contre des produits similaires, de la conquête des marchés extra-régionaux, ou des mesures purement locales relatives à la protection des vins de la communauté. Nous ne tiendrons pas compte des mesures fiscales dans ce paragraphe.

A

1752. — En 1752, les Directeurs du Commerce de la province de Guyenne, à Bordeaux, sollicitent l'aide de la Chambre de Montpellier pour empêcher la libre introduction des eaux-de-vie de sucre (tafias). Ils l'obtiennent sans difficulté (*Hérault. B. 214*).

1755. — Un peu plus tard, les Dauphinois demandent à profiter des privilèges fiscaux dont jouissent les fabricants et exportateurs d'eau-de-vie du Bas-Languedoc. La Chambre répond au mémoire du sieur Molard relatif à cet objet que, s'il est constaté que les vins et eaux-de-vie du Dauphiné lui sont à charge, on doit lui accorder la parité en lui imposant les mêmes obligations. Si le Dauphiné vient au contraire acheter du vin en Languedoc, les choses doivent rester en l'état (27 mai 1755, (*Hérault. B. 215*).

1764. — Mais l'affaire la plus curieuse, celle qui jette le jour le plus cru sur l'état d'esprit des commerçants du Bas-Languedoc est l'affaire des eaux-de-vie de cidre et de poiré (1764). Les bouilleurs de Normandie et de Bretagne demandent la libre exportation des eaux-de-vie de cidre et de poiré (*Hérault. C. Etats, n° 45*). Les députés de Languedoc et de Guyenne au bureau de Commerce protestent contre cette prétention et écrivent à leurs commettants. La demande des Bretons et des Normands soulève une émotion violente à Montpellier.

« Quelle différence à tous égards entre les vergers et les vignes ! Deux journaux de vigne, en comptant leur première valeur et les frais indispensables, coûtent dans le pays d'Aunis et vraisemblablement ailleurs 610 lt avant qu'on en puisse tirer aucune utilité. Les vignes occupent continuellement un grand nombre d'hommes ; les bras manquent dans presque toutes les provinces. Ce serait-ce un moyen de les multiplier, de saper le produit des vignes, ce qui arriverait nécessairement si le provisoire avait lieu... »

A cette argumentation générale des députés, la Chambre de Commerce de Montpellier ajoute en juin 1764 :

« Enfin, la dépopulation s'ensuivrait, les pays de vignobles sont et doi-

vent être nécessairement plus peuplés que les autres parce qu'ils demandent plus de cultivateurs ; la différence qui se trouve dans la population du Haut avec le Bas-Languedoc en est une preuve frappante. Si les vignobles sont sans produits, ils doivent être arrachés, les terres même pourront rester incultes par rapport à leur infertilité, et dès lors, une vaste province que le souverain a mise sous sa protection spéciale deviendra sans ressource pour en mériter la continuation.... »

L'affaire traîne toute l'année ; on répète sans cesse les mêmes arguments. On craint le mélange des eaux-de-vie comme celui des vins :

« ... Les vins de Champagne et de Bourgogne, d'Hermitage etc., sont déchus de leur ancienne réputation à cause du mélange qu'on y a fait. La Bourgogne dans certaines années a expédié dix fois plus de vin qu'elle n'en a recueilli dans son terroir ; l'Hermitage produit ordinairement de 2 à 300 barriques de vin ; il en est sorti sous ce nom jusqu'à 3000 pièces par année.

On recueille en Languedoc année commune, 50 pièces de muscat rouge, il s'en compose plus de 1000 pièces. Quel avantage a-t-on tiré de ce mélange ?...

... Qu'on pénètre dans les magasins des marchands de vin du royaume, l'on verra bientôt si le mélange est une illusion et s'il n'existe réellement que dans les bornes de l'entendement de ceux qui le donnent pour un abus.» (Octobre 1764. *Hérault. B. 216.*)

1786. — A la fin de notre période, les Languedociens ont à se défendre contre les vins espagnols qui font tomber ceux de la province grâce à un fort abaissement des droits de sortie en Espagne. (*Hérault. C. 2687 et B. 216.*)

L'importation en Languedoc des vins d'Espagne et des vins du Roussillon avait attiré à plusieurs reprises l'attention des Intendants. De Basville et de Bernage se sont soigneusement informés des droits qu'ils payaient à Fitou. (*Hérault. C. Etats n° 694 et 697.*) La pièce la plus intéressante est une lettre de Grangent du 9 février 1753. Du 19 octobre 1752 au 15 mars 1753, il est entré 2678 barriques de vin d'Espagne contenant 1147 muids et 1420 charges de vins de Roussillon. L'Inspecteur regarde ces entrées comme indispensables, ces vins devant servir au coupage. (*Hérault. C. Etats n° 696.*)

B

Mais la lutte la plus longue et la plus acharnée fut soutenue par les habitants du Languedoc, Haut et Bas, contre les Bordelais. Agde, ni Cette, comme débouchés ne suffisaient aux besoins de la province et les Bordelais tenaient à leurs privilèges. De là l'antagonisme. Il était ancien. Les Bordelais faisaient remonter leurs privilèges à la domination anglaise, de quoi les Languedociens tiraient argument. Je n'ai pas à raconter les épisodes de cette lutte cinq fois séculaire. Il faut seulement extraire les passages essentiels de la transaction de 1500 pour l'intelligence de ce qui suit (voir exemplaires imprimés dans *C. Etats n° 697.*).

«.... Et premièrement a été appointé et accordé entre les dites parties que les dits de Languedoc pourraient faire descendre les vins du cru du dit pays de Languedoc à Bordeaux au lieu des Chartreux après la fête de Saint Martin d'hiver ; devant lequel jour ne le pourront faire descendre plus bas que l'Este Saint-Martin qui est dessus la ville de Saint-Macaire. Item, mais ne sera permis aux dits de Languedoc vendre leurs susdits vins ainsi étant aux dits Chartreux jusques après le jour de la fête de Saint-André après ensuivant.»

Tous les articles qui suivent ont pour objet d'assurer les Bordelais dans leur privilège commercial touchant le marché anglais.

1699. — Mais à la fin du *xvii^e* siècle, la guerre se ralluma avec une violence nouvelle. Il y a dans les papiers des Etats tout un dossier relatif à la restitution par la ville de Bordeaux des droits indûment perçus sur des vins du Languedoc destinés pour Paris. (*Hérault. C. Etats n° 697.*)

1700. — Les Etats du Languedoc intervenaient par l'organe de leur Syndic contre les Jurats de Bordeaux (*Hérault. C. Etats n° 696.*) Ces contestations aboutissent à l'arrêt de 1701, que nous devons prendre comme point de départ pour l'étude de la dernière période de la querelle.

1701. — Les considérants de l'arrêt du 17 mai 1701, résument les différents actes des hostilités. Je donne les principaux articles d'après l'expédition de la collection de l'Intendance (*Hérault. A. 35.*).

« Le Roi en son conseil.... a fait et fait défense aux habitants et marchands de vin de la province de Languedoc de se servir de futailles semblables aux barriques de la sénéchaussée de Bordeaux et de pareille jauge, c'est-à-dire.... Ordonne Sa Majesté que les dits habitants et marchands de vin de Languedoc ne pourront faire descendre des vins à Bordeaux que dans des futailles de la contenance ci-après expliquée.... même dans des futailles de plus grande contenance que les muids, si bon leur semble, à la charge que toutes les dites futailles seront de figures différentes et cerclées différemment des barriques dans lesquelles les vins de la sénéchaussée de Bordeaux ont coutume d'être mis. Permet S. M. aux habitants et marchands de vin de la province de Languedoc de convertir en eaux-de-vie après les cargaisons de vin finies ou après le premier jour du mois de mai de chaque année si les dites cargaisons n'étaient pas finies plus tôt, les vins restant de ceux qu'ils auront fait descendre à Bordeaux... »

Ils pourront user de cette faculté moyennant déclaration et pareillement pour les vins gâtés, ils devront faire vérifier la quantité d'eau-de-vie obtenue.

Ordonne S. M. que les vins de Languedoc qui séjourneront à Bordeaux ne pourront être déposés que dans les chais ou celliers qui sont dans l'étendue du faubourg des Chartreux, depuis l'esplanade du Château-Trompette jusqu'à la rue du Saint-Esprit ; à l'effet de quoi les maires et jurats de Bordeaux feront vider les dits chais ou celliers des vins de la sénéchaussée de Bordeaux et autres vins de Guyenne avant le dit jour de Saint Martin.... Et en cas que les chais de la dite étendue ne suffisent pas pour contenir tous les vins qui seront descendus du Languedoc, les dits jurats de Bordeaux seront tenus, à la première réquisition qui leur en sera faite, de fournir aux habitants et marchands de vin du Languedoc des chais ou celliers suffisamment au-delà de la rue du Saint-Esprit. S. M. fait défense aux propriétaires et locataires des chais ou celliers de recevoir et de tenir ensemble dans leurs chais ou celliers des vins de la sénéchaussée de Bordeaux et des vins du Languedoc... ordonne que les dits vins du Languedoc descendant à Bordeaux pour être envoyés en d'autres provinces du royaume et même dans les pays étrangers, excepté le royaume d'Angleterre, pourront passer par la dite ville de Bordeaux après le jour de Saint-Martin, suivant la transaction du 2 décembre 1500, et être chargés sur des bâtiments de mer et autres voitures pour être transportés au lieu de leur destination sans être

obligés de séjourner à Bordeaux après néanmoins avoir été déchargés sur les quais de la dite ville, y avoir été visités et marqués et y avoir acquitté les droits de marque appartenant à la dite ville, qui sont de 4 sols tournois par tonneau contenant 4 barriques, et les droits dus aux fermes de S. M. »

1710. — Les dispositions anciennes étaient consacrées ; une ordonnance du 15 juillet 1710 rappelle ces prescriptions et en règle l'application. (*Hérault. A. 87. Arch. Nat. H¹ 748¹⁸⁴.*) (1).

1721-22-23. — Les difficultés n'étaient pas finies. Le Languedoc cherche à obtenir pour ses eaux-de-vie, les mêmes facilités que pour ses vins :

Arrêt du Conseil, du 12 juin 1722, qui permet par provision seulement et sans préjudice du droit des parties, aux marchands du Languedoc de faire descendre à Bordeaux pendant les mois de juin, juillet, août et septembre de la présente année et vendre à l'étranger les eaux-de-vie provenant de la dite province (*Hérault. C. 2682 et Arch. Nat. F¹² 69, p. 182.*)

La vaisselle employée pour le transport donna lieu aussi à des contestations. (*Hérault. C. Etats n° 693*, contient toute la correspondance relative à cet objet.)

1728. — On voit bien en 1728 que l'arrêt de 1701 n'a rien terminé. Les Jurats de Bordeaux ont condamné un sieur Argellers, de Frontignan, à convertir en eau-de-vie une certaine quantité de vins de la côte du Rhône qui restait invendue au 1^{er} mai, et ils veulent confisquer sur un sieur Causse 52 tonneaux de vins de Gaillac arrivés à Bordeaux après cette date. Le Haut et le Bas-Languedoc sont également intéressés : le Syndic général intervient. Echange de mémoires. (*Hérault. C. Etats n° 694 et 696*, contiennent les mémoires du Syndic et celui du sieur Dudon représentant les Bordelais. Cf. aussi *B. 198.*)

1379. — Dix ans après, l'affaire est encore pendante. Le Syndic

(1) Elle est communiquée à la Bourse le 28 Février 1711 (*Hérault. B. 214*).

général soutient le sieur Argeliers (*Hérault. C. États n° 693* et *Arch. Nat., F¹² 86, p. 100*).

1740. — Cependant que la discussion se prolonge (*Hérault. C. États n° 693* et *Arch. Nat. F¹² 87, p. 307*) le commerce souffre, Les commerçants du Languedoc demandent main-levée provisoire des saisies faites sur eux (*Arch. Nat. F¹² 87 p. 277*) et même interruption de ces saisies (*même source, p. 91*).

1741. — Ce procès finit par l'arrêt du Conseil du 10 mai 1744, qui donne raison aux Bordelais (*Hérault. C. États n°s 693, 695 et 699* et *Arch. Nat. F¹² 88, p. 243*).

1760. — Les Bordelais continuèrent à faire respecter leurs droits, vrais ou prétendus. A la date du 1^{er} septembre 1760, les députés et le Syndic général de la Province adressent au Contrôleur général un mémoire au sujet de la prétention des Jurats de Bordeaux, qui demandent l'autorisation de percevoir un droit sur les muscats de la province restant invendus au 8 septembre de chaque année (*Hérault. C. États n° 694*).

1771. — Ils reviennent à la charge en 1771 (*Cahier de 1771* et *Arch. Nat. H. 893*).

1773. — Chacun rassemble des armes. En 1773, le Syndic général du Languedoc constitue un dossier où l'on trouve tous les titres des villes du Haut-Languedoc, Gaillac, Rabastens et l'Isle (*Hérault. C. États n° 695*).

Des pièces rassemblées vers la même date se trouvent dans le carton n° 696. On y lit aussi un copieux mémoire, diffus et sans grand intérêt. Tout cela est destiné à soutenir une réclamation des habitants de Cahors (1772).

1774. — Dans le même carton se trouve un court mémoire pour M. de Joubert, où la question est posée avec une grande hardiesse : les Bordelais ne pourraient se soutenir sans les coupages qu'ils font avec des vins du Languedoc : il est facile d'en apporter la preuve.

1775. — Le Conseil ordonne aux Jurats de surseoir aux saisies et aux confiscations, par un arrêt du 25 août 1775 ; les Languedociens ont près de lui un agent bien actif, le sieur Abeille, secrétaire du Conseil, qui dirige sous main la procédure. (Correspondance de 1772 à 1776 dans *Hérault. C. États n° 695.*)

1776. — Tous ces procès, dont les archives des Etats permettent de suivre l'histoire dans le plus minutieux détail, aboutissent à l'Édit d'avril 1776. (*Hérault. C. États n° 697.*)

« Par lequel Sa Majesté permet de faire circuler librement les vins dans toute l'étendue du royaume ; de les emmagasiner, de les vendre en tous lieux et en tout temps, et de les exporter en toute saison par tous les ports, nonobstant tous privilèges particuliers et locaux à ce contraires, que S. M. supprime. »

Le préambule, très remarquable, proclame la liberté du commerce des produits agricoles. L'Édit de 1776 est présenté comme la suite de l'Édit de 1774, relatif à la libre circulation des grains. On énumère ensuite les multiples gênes dont souffre le commerce languedocien à Bordeaux : spécialement l'obligation de faire remonter la Garonne à tous les vins qui au 8 septembre restent invendus et n'ont pas été brûlés. Il passe en revue toutes les prohibitions qui entravaient le débit des vins : nous reviendrons un peu plus loin sur ce sujet. Enfin il résume ainsi toutes les contestations :

« Partout où le privilège existe, il est nuisible au peuple consommateur ; nuisible au commerçant, les propriétaires des vignes ne sont favorisés en apparence, qu'aux dépens des autres propriétaires et de tous leurs concitoyens »...

«... Si dans l'examen des questions qui se sont élevées sur leur exécution [des Privilèges], nous devons les discuter comme des procès sur le vu des titres, nous pourrions être arrêtés par la multiplicité des Lettres patentes et des jugements rendus en faveur des villes intéressées.

Mais ces questions nous paraissent d'un ordre plus élevé ; elles sont liées aux premiers principes du droit naturel et du droit public entre nos diverses provinces. C'est l'intérêt du royaume entier que nous avons à peser ; ce sont les intérêts et les droits de tous nos sujets qui, comme vendeurs et comme acheteurs, ont un droit égal à débiter leurs denrées et à se procurer les objets de leurs besoins à leur plus grand avantage ; c'est l'intérêt du corps

de l'Etat, dont la richesse dépend du débit le plus étendu des produits de la terre et de l'industrie, et de l'augmentation de revenu qui en est la suite. Il n'a jamais existé de temps, il ne peut en exister, où de si grandes et de si justes considérations aient pu être mises en parallèle avec l'intérêt particulier de quelques villes ou, pour mieux dire, de quelques particuliers riches de ces villes. Si jamais l'autorité a pu balancer deux choses aussi disproportionnées, ce n'a pu être que par une surprise manifeste, contre laquelle les provinces, le peuple, l'État entier lésé, peuvent réclamer en tous temps et, qu'en tout état de cause, nous pouvons et voulons réparer en rendant par un acte de notre puissance législative à tous nos sujets une liberté dont ils n'auraient jamais dû être privés. »

1788. — L'animosité des Bordelais contre les Languedociens n'en fut pas diminuée. On trouve, en date du 12 mars 1788, une lettre de l'Intendant de Guyenne au contrôleur général relative à une demande d'entrepôt libre. Cette demande lui paraît justifiée, mais il trouve les Bordelais très opposés à ce qui les contrarierait. (*Hérault. C. Etats n° 695.*)

1774. — Les Marseillais montraient autant d'hostilité que ceux de Bordeaux à l'égard du Languedoc. En 1774, des capitaines de navires du Languedoc ont maille à partir avec le Bureau des vins au sujet de vins embarqués pour le service du bord. (Cf. Dossier. *Hérault. C. Etats n° 697.*)

1775. — Le Syndic général soutient ses compatriotes, et l'affaire est portée à Paris. (*Hérault. C. Etats n° 695*, toute la correspondance.)

1776. — L'Edit d'avril 1776 mit fin à cette querelle. Les privilèges de Marseille sont expressément visés dans le préambule, et l'art. 6 débute ainsi ;

Faisons défenses à tous Maires, Lieutenants de Maire, Echevins, Jurats, Consuls, et à tous autres officiers municipaux, même aux officiers composant le Bureau des vins établi à Marseille, et autres administrateurs semblables qui sont et demeureront supprimés par le présent édit....

1783. — La ville de Marseille ne paraît pas avoir renoncé à vexer les commerçants languedociens. On trouve, en 1783, accompagnée d'un petit dossier, une protestation du Syndic général à propos d'un

droit que la municipalité voulait établir sur les vins étrangers. (*Hérault. C. Etats n° 694.*)

Il est assez piquant de relever au passage que les gens de Languedoc avaient trouvé comme alliés contre les Bordelais, ces mêmes Bretons et ces mêmes Normands contre lesquels ils avaient si âprement défendu leur privilège de bouilleurs de crû.

D.

A l'intérieur même du Languedoc, le débit des vins ne se faisait pas sans entraves. A diverses époques, des communautés, profitant des besoins d'argent de la couronne, avaient acquis le droit d'interdire l'entrée des vins étrangers sur leur territoire jusqu'à ce que le vin du cru fût écoulé. Cela créait une gêne insupportable pour le commerce.

1724. — Déjà, en 1724, un arrêt du Conseil casse les délibérations de Ganges portant prohibition du vin étranger. (*Arch. Nat. H¹ 748¹⁸⁴.*)

1731. — Les Etats protestent en 1731 contre le privilège qu'ont certaines villes de défendre l'entrée du vin dans leur terroir. (*Art. 6, Cahier de 1731 et Arch. Nat. H¹ 866.*)

1732. — Arrêt du Conseil du 6 janvier commettant M. de Bernage pour l'examen des titres et privilèges (*Hérault. A. 94. et Arch. Nat. H¹ 748¹⁸⁴.*)

1755. — L'affaire semble avoir sommeillé assez longtemps, comme on le voit par l'arrêt du 28 juin 1755 confirmant celui de 1732 et subrogeant M. de Saint Priest à M. de Bernage pour la constitution du dossier (*Hérault. C. Etats n° 698*) sur nouvelle intervention des Etats. (*Arch. Nat. H¹ 866.*)

Elle connaît après 1755 une nouvelle phase d'activité. Une correspondance suivie s'engage entre le Syndic général, l'Intendant et les Communautés. (*1755-56-57. Hérault. C. Etats, n° 693.*)

1756. — On trouve dans les cartons sus-visés les originaux ou les copies des pièces sur lesquelles les villes appuyaient leurs prétentions et la minute d'un mémoire relatif à ces pièces (*Hérault. C. Etats n° 694.*)

Un dossier est envoyé à Paris (*Arch. Nat. H. 866, 115 pièces.*) Il comprend d'abord les pièces de Clermont-Lodève, Aubenas, Chusclan, Lavaur, Tournon, Saint-Ambroix, La Grasse, Uzès, Sommières, Béziers, Beaucaire, Narbonne, Agde, Vias, Rabastens, Castres, Alby, Gaillac. Mais la pièce la plus importante est un mémoire de M. de Saint Priest du 10 juillet 1736 (n° 3). Il mentionne les arrêts de 1732 et de 1733 rendus à la demande des Etats. Après l'arrêt de 1732, 19 communautés avaient remis leurs titres, qui furent perdus ou égarés on ne sait comment. En 1733, 9 d'entre elles les reproduisirent, et il vint s'en ajouter 8 nouvelles. Il en reste 40 pour lesquelles on a des analyses. Pour les villes de Limoux (patentes nombreuses de 1349 à 1539,) Uzès (Lettres de 1623), Villeneuve-les-Avignon (1420 et 1664). Castelsarrazin (1397). Sommières (Patentes de 1483 à 1614), des procédures les confirment dans la possession de leurs privilèges : les titres disparus doivent donc être regardés comme valables. Les moyens de Ganges, Bagnols, Saint-Hippolyte, Saint-Enimie, Villemur, — arrêts de Parlement et délibérations de la communauté — sont inopérants. Pour les titres rapportés, ceux de :

Béziers ; Patentes de 1370-71.

Beaucaire ; 1583, 1566, 1611, 1719, accordés pour l'indemniser de l'entretien des chaussées du Rhône qui doivent garantir les salins de Peccais de l'inondation, (prohibition du vin étranger jusqu'à ce que la charge de vin du Plain se vende 60 s. et celle du Grès 100 s.)

Narbonne ; Arrêt du Vicomte de décembre 1272. Lettres patentes, transactions avec l'archevêque.

Pézenas ; Patentes de 1473.

Vias ; 1401.

Rabastens ; 1288.

Agde ; Statuts et Lettres de 1488.

Castres ; 1370.

Albi ; Lettres du sénéchal de Toulouse 1336, Patentes de 1337-1339, Lettres

 du comte d'Armagnac 1355, Patentes de 1333-1400.

Gaillac ; Arrêt du conseil de 1728.

doivent être regardés comme valables. M. de Saint Priest propose en revanche de rejeter ceux de Clermont-Lodève, Aubenas, Chusclan, Lavaur, Tournon, Lagrasse.

1757. — L'arrêt du 10 mai 1757 sanctionne les conclusions de l'Intendant (*Arch. Nat. H¹. 748²²³* et *Hérault. C. Etats n° 698.*) On remarque que Saint-Ambroix est mentionné parmi les communautés déboutées de leurs prétentions, bien qu'il n'en soit question ni dans les conclusions de M. de Saint Priest ni dans les dossiers des Etats. Il est nécessaire pourtant pour arriver au chiffre de 27.

1758 et sq. — L'arrêt de 1757 souleva des protestations. Une réclamation de Bagnols paraît s'être proménée longtemps dans les bureaux sans succès. (*Arch. Nat. H¹. 866.*) Les contraventions ne cessèrent point. On a toutes les pièces d'une procédure relative à un conflit entre le Parlement de Toulouse et l'Intendant de Languedoc : celui-ci réclamait la connaissance des procès de la communauté de Rabastens contre un particulier contrevenant à l'arrêt de 1757. (*même dossier.*)

1762. — L'arrêt du Parlement de Toulouse fut cassé le 10 janvier 1762 (*Arch. Nat. H¹ 1051.*)

1776. — L'Edit de 1776 sur la libre circulation des vins eut naturellement pour effet de rendre caduques les dispositions de l'arrêt de 1757. Toutefois, il faut retenir que les droits d'octroi dont la levée avait été autorisée en faveur de quelques communautés n'étaient pas abolis. (*Art. 5.*)

1781. — Je n'ai trouvé nulle part de traces d'un recours contre cet Edit. Cependant il a dû soulever des difficultés, comme en témoigne l'acte du 31 octobre 1781 :

Arrêt du Conseil révoquant celui de 1757, qui avait maintenu certaines villes et communautés de la province dans le droit de prohiber chez elles l'entrée du vin étranger et ordonne l'exécution de l'Edit du mois d'avril 1776. (*Hérault. C. Etats n° 696.*)

Entre temps, l'Edit avait été enregistré aux Parlements de Guyenne, Languedoc et Provence et au Conseil souverain de Roussillon. Un exemplaire imprimé dans *Hérault. C. Etats n° 696* porte les procès-verbaux d'enregistrement à la suite de l'Edit.

Les dossiers conservés dans les papiers des Etats et aux Archives Nationales sont assez complets pour que leur dépouillement permette de faire minutieusement l'histoire de l'arrêt de 1737 et de ses vicissitudes. Cependant, si on veut se prononcer en toute connaissance de cause sur le fond, c'est-à-dire sur la gêne réelle apportée au trafic, c'est aux registres de délibérations des communautés, qu'il faut avoir recours. Ceux de Pézenas fournissent une moisson abondante (*Pézenas. HH*). Mais le dépouillement complet des Archives locales amènera des surprises. En 1751, on trouve une prohibition du vin étranger au Vigan (*Le Vigan. BB. 13*), bien distincte des mesures fiscales : or. Le Vigan n'est pas sur la liste des villes qui ont des titres à produire. Il est vraisemblable que des villes avaient profité d'une sorte de tolérance pour introduire cet usage : le nombre des communautés déboutées par la suite pour insuffisance de titres en est la preuve. Lorsqu'il fallut produire des pièces, toutes n'eurent pas l'audace de s'appuyer sur leurs propres délibérations. Il serait bien curieux de savoir si le nombre des villes qui n'osèrent pas soutenir leurs prétentions jusqu'au bout fut grand.

§ 4. — Usages commerciaux. Juridiction. Surveillance.

Nous grouperons sous cette rubrique les documents relatifs aux usages propres au commerce des liquides et aussi toutes les pièces relatives à la surveillance du commerce qui n'ont pu trouver place dans le chapitre consacré à la répression des fraudes. Nous devons d'ailleurs renvoyer dans certains cas à ce paragraphe. Il y a aussi des questions complexes qu'il nous a paru préférable de rattacher à l'étude des droits : par exemple, les questions de jauge et d'entrepôt. En revanche, nous examinerons à cette place tout ce qui est relatif au personnel chargé de l'administration et de la surveillance, bien qu'à

quelques égards il parût aussi logique de le faire à propos de la perception des droits.

Ces questions que nous avons groupées sont les plus délicates ; celles sur lesquelles il est le plus difficile de rassembler une documentation complète. Les pièces que nous citons sont empruntées à tous les groupes de sources précédemment énumérés.

A

Il n'est guère possible d'avoir connaissance des usages relatifs au commerce que par les arrêts intervenus dans les cas de contestations et par quelques documents généraux.

1711. — Arrêt du Conseil, du 10 mars 1711, qui décharge ceux qui font le commerce des vins du Languedoc de prendre des lettres de permission (*Arch. Nat. H¹ 748¹⁸⁴.*)

1714. — 28 septembre 1714. — Ordonnance de M. de Basville, concernant la vente des vins. Les vins ne seront vendus que lorsqu'ils seront dans les tonneaux. L'acheteur les aura au préalable goûtés et agréés et une marque sera apposée sur les tonneaux (*Montpellier. HH. Commerce des vins*).

1730. — On sait que l'arrêt de 1729, qui réglait par son article 10 les limites de la responsabilité des fabricants et celle des commissionnaires, souleva d'après réclamations. Mentionnons ici un projet, non daté, de Grangent, plutôt favorable aux fabricants (*Hérault. B. 199.*)

1733. — Les registres du Viguiier de Marseillan fournissent quelques détails. — Du 15 mai 1733, à noter les considérants d'un jugement dans une affaire entre deux courtiers associés.

1743. — Des ventes de vin provoquent aussi des litiges intéressants (10 mai 1743). Un dépouillement plus complet des registres augmentera presque indéfiniment le nombre de ces affaires.

1751. — La Chambre de Commerce est parfois appelée à donner son avis sous la forme de consultations ou paraires. Le 10 mai 1751, on lui propose le cas d'une vente faite sans acte écrit : le vendeur, sur avis d'une hausse des vins à Bordeaux, prétend la nier. La Chambre de commerce, après un minutieux examen des circonstances, conclut contre le vendeur (*Hérault. B. 214.*)

1763. — La pratique des achats sans prix fixé est encore l'origine de difficultés. Les propriétaires de St-Georges se plaignent qu'ils fassent baisser le cours des vins ; ils délibèrent que la marque ne sera apposée sur aucun tonneau dont le prix ne sera pas arrêté. (*Reg. Delib. de St-Georges-d'Orques.* — Délibération du 15 novembre 1763.)

1772. — Les rapports des propriétaires avec les commissionnaires et courtiers ont été difficiles à toutes les époques. En 1772, un sieur Serenc, commissionnaire de Roquemaure, croit avoir trouvé le remède ; il présente un règlement à la juridiction consulaire, mais celle-ci le rejette comme attentatoire à la liberté du commerce. (Délib. du 23 avril 1772. — (*Hérault. B. 216.*)

1775. — Fabricants et négociants se rejettent comme aujourd'hui, des uns aux autres, la responsabilité des fraudes. On relira à ce sujet la plainte déjà citée des principaux fabricants d'eaux-de-vie de la province (*Hérault. C. Etats n° 694.*)

1784-1787. — Le dossier le plus intéressant au sujet des usages commerciaux est celui de l'affaire Pouttingon et Deydier, négociants de Montpellier, contre le sieur Maffre de la Tour, de Marseillan. Il s'agit de fixer la responsabilité des commissionnaires et le rôle exact des intermédiaires. L'intermédiaire — en l'espèce, le sieur Bénézech — a fait faillite. Les négociants pour le compte desquels il faisait la commission, sont-ils engagés vis-à-vis des vendeurs, ou sont-ils quittes pour avoir rempli leurs obligations envers le sieur Bénézech ? Pouttingon et Deydier s'appuient sur un paraire des commerçants de Cette adoptant la seconde solution. Echange de mémoires. La juridiction consulaire adopte le point de vue des négociants. Mais, le 9 septembre 1786, le

Parlement de Toulouse casse cette décision et condamne les deux Montpelliérains au paiement du reliquat de la dette. Appel fait de la sentence; nous ignorons la fin (Dossier complet dans (*Hérault. C. Etats n° 695.*)

1787. — Tous les griefs contre les commissionnaires sont rassemblés dans un mémoire du sieur Massip, de Béziers (*Hérault. C. 2687.*)

Précis sur les désavantages qui résultent de la manière dont on fait le commerce des eaux-de-vie.

Il y a, selon lui, trois causes de troubles : les voyageurs à l'étranger, la double qualité de commissionnaires de l'étranger et de négociants de MM. de Montpellier et de Cette, enfin les avances qu'ils donnent aux fabricants ordinaires et les ventes anticipées auxquelles ils les contraignent.

B

Qui était qualifié pour juger toutes ces contestations directement ou sur appel des justices locales? La seconde moitié du xviii^e siècle est toute remplie par les conflits de juridiction entre la Chambre de Commerce et les juridictions ordinaires.

1753. — En 1753, l'Inspecteur des Eaux-de-vie à Cette, Grangent, ayant instrumenté contre un sieur Colombier, de Saint-Pons, sur appointment de la juridiction consulaire, appel est interjeté et l'appointment cassé. On en conclut qu'il serait important que la Chambre de Commerce connût en dernier ressort de ces litiges pour la bonne observation des règlements (Mars 1753. *Hérault B. 215.*)

1755. — La difficulté ne fut pas résolue. La question se posait dans les mêmes termes deux ans après, lorsque les sieurs Barthélemy et consorts de la côte du Rhône en appelèrent au Parlement de Toulouse, des saisies effectuées par Grangent, exécuter des ordres de la Chambre de Commerce. La Chambre demande bien que les prieurs et consuls de la Bourse jugent en dernier ressort entre les fabricants et

l'Inspecteur, pour que celui-ci ne soit pas intimidé par les menaces d'appel ; mais on a l'impression qu'elle hésite à s'engager à fond contre le Parlement (Voir les Délibérations et la correspondance en 1753 dans *Hérault. B. 215.*)

1772. — Ce n'est pas seulement avec le Parlement, c'est aussi avec les juridictions locales que la Bourse a des démêlés. Dès 1772, elle proteste contre un arrêt du Parlement de Toulouse, confirmatif du privilège du châtelain de Pézenas (Délibér. du 25 septembre, et placet du 30. *Hérault. B. 216.*).

1781. — Il est bien vrai qu'elle n'est pas constituée pour être une Cour de justice, comme le fait remarquer l'auteur d'un mémoire relatif à la contenance des futailles. Elle est incompétente en matière de police, et elle n'a ni procureur, ni personne publique (*Hérault. C. États n° 694.*

1782. — L'année suivante, la juridiction consulaire s'engage à fond dans l'affaire Blanc-Signoret. Les négociants en Eaux-de-vie ont appelé en Parlement le sieur Blanc, Syndic de Cette, pour s'entendre casser ses appointements de la Bourse de Montpellier, sous prétexte que la connaissance de la matière regarde la juridiction du châtelain de Pézenas. Le commerce de Cette se joint à la Bourse de Montpellier (19 oct. 1782 *Hérault, B. 194.*)

La Chambre de Commerce maintient son intervention en faveur du sieur Blanc. Elle se fonde principalement sur ce que les juges conservateurs des foires et marchés ne connaissent que des contestations qui s'élèvent pendant le temps et durée desdites foires et marchés (2 nov. 1782. *même source.*)

1784. — L'affaire traine. Sur intervention du Syndic, l'appel au Parlement est évoqué par le roi en son Conseil. La correspondance entre le sieur Blanc et la Chambre de Commerce se poursuit. (*Hérault. B. 209*)

C

Enfin, il faut indiquer les actes relatifs au personnel chargé de la surveillance du commerce.

Les officiers de toute espèce se sont multipliés dans les premières années du xviii^e siècle, pour des raisons purement fiscales : les offices sont rachetés à mesure qu'ils apparaissent.

1691. — Arrêt portant suppression des courtiers et commissionnaires en vins, eaux-de-vie et liqueurs, et création d'offices de courtiers et commissionnaires (*Montpellier, HH. — Commerce des vins*).

Tarif des droits que le roi veut et ordonne être payés aux courtiers et commissionnaires en vins, eaux-de-vie et liqueurs dans les villes, bourgs et lieux des généralités de Toulouse, Montpellier et Montauban et autres ressorts du Parlement de Toulouse (16 octobre 1691) (*Montpellier, HH. cabaretiers*).

1692. — 16 septembre. Arrêt du Conseil déclarant que les anciens courtiers et officiers supprimés par l'Edit de juin 1791 présenteront leurs titres (*Montpellier, même source*).

1693. — (Janvier) Edit portant suppression des offices de courtiers gourmets et autres commissionnaires (*Arch. Nat. H¹ 748¹⁸⁴*.)

1696. — Édit portant création d'offices de jaugeurs de futaille dans toutes les villes et bourgs du Royaume (*Hérault. C. 2682*)

1704. — (Décembre) Edit qui supprime les commerces de limonadiers marchands d'eau-de-vie et autres liqueurs, et institue 150 privilèges héréditaires de marchands limonadiers vendeurs d'eau-de-vie, esprit de vin et liqueurs à Paris et dans cinq autres villes du Royaume tel nombre qu'il en sera nécessaire (*Hérault. C. 2682*.)

1705. — Arrêt du Conseil au sujet des offices de courtiers, commis-

sionnaires en vins et eaux-de-vie créés par l'Edit du 9 décembre 1704 (*Hérault. C. 2682*).

1706. — (23 février) Arrêt qui accepte l'offre de 700.000 lt faite par les Etats du Languedoc pour la suppression des offices de commissionnaires des vins et eaux-de-vie, des contrôleurs des eaux-de-vie et des vins (*Arch. Nat. H⁷⁴⁸¹⁸⁴*).

1707. — De nouvelles doléances sont portées au Roi relativement aux droits mis sur les vins et eaux-de-vie pour le remboursement des offices d'Inspecteur et d'Essayeur (*Hérault. C. Etats. Cahier de 1707. art. 6.*)

1710. — Edit qui supprime les offices d'essayeurs d'eau-de-vie et arrêt du Conseil qui décharge les vins et eaux-de-vie qui seront portés dans les autres provinces du paiement des droits attribués aux Inspecteurs des vins (*Hérault. B. 213. — 27 juin et 9 octobre*).

1729. — Le seul fonctionnaire qui ait eu vraiment sa raison d'être fut l'Inspecteur des eaux-de-vie à Cette, nommé en exécution de l'arrêt de 1729. (Voir enquête préalable dans *Hérault. C. 2683*.) Les trois titulaires connus de l'emploi sont les Grangent père et fils — leur frère et oncle a rempli vers la même époque les fonctions de subdélégué à Cette — et Mauclerc. Les fonctions de l'Inspecteur étaient malaisées à remplir. Il était nommé par les Etats et salarié par eux : excellent prétexte à la Bourse de Montpellier pour lui refuser des subsides. Pourtant il n'obéissait guère qu'à ses injonctions et appointements. Par la suite, on s'aperçut d'un bien autre inconvénient, lorsqu'il se trouva personnellement responsable de ses poursuites. Je cite les principaux textes au travers desquels on peut apercevoir la physionomie de Grangent le père. Ils ont pour la plupart été utilisés précédemment.

1741. — Le S^r Grangent se plaint de la modicité de son traitement Ce n'est pas la première fois. Elle l'empêche de se déplacer. Dans une lettre du 15 septembre, il réclame une sorte de prime par procès-verbal

— il avait sollicité vainement un droit fixe par tonneau — (*Hérault. B. 203.*)

1752. — Il faudrait citer toutes les pièces de sa correspondance pour entrer dans le détail de ses plaintes ; la forme n'en est pas très variée. On est surpris que le ton des réponses ne l'ait pas rebuté dès l'origine. Le 16 septembre 1752, la Bourse repousse rudement sa demande d'une gratification sur chaque saisie (*Hérault. B. 214*). C'est l'époque où l'on examine l'opportunité de la création de 2 vergeurs jurés à Cette (*Hérault. C. 2684*). La Chambre de Commerce fait remarquer que, conformément à l'arrêt de 1729, les tonneaux sont vergés et marqués au lieu de fabrication et que Cette n'est pas un lieu de vente unique pour le Languedoc comparable à Bordeaux pour la Guyenne (*Hérault. B. 214*.)

1753. — Cependant, coup sur coup, Grangent est engagé dans l'affaire Colombier et dans l'affaire Barthélemy (*voir plus haut*).

1754. — Il se plaint à l'Intendant de l'augmentation de ses frais de tournée. On le renvoie à la Chambre de Commerce (*Hérault. C. 2685*). Il n'en essuie que des rebuffades.

1755. — Il s'adresse alors au Contrôleur général pour obtenir une augmentation et être déchargé de l'obligation de suivre les affaires en Parlement. Sur le premier chef, la Bourse consultée déclare que le commerce des vins ne doit pas contribuer à son augmentation. Il n'a fait que 2 tournées, la seconde après 4 ans de sollicitations de la Chambre, prétextant qu'il n'y était pas obligé — l'arrêt de 1729 n'entre pas dans le détail de ses obligations —. Il a obtenu l'an dernier une gratification de 400 lt des Etats. Avec ses 2.000 lt. il pourrait faire aisément une tournée par an sans ébrécher son traitement (28 fév. 1755. *Hérault. B. 215*)

La correspondance continue sur le même ton jusqu'au moment où il est déchargé de suivre les procès en Parlement par décision du Ministre (5 juillet 1755. *même source*). Le mémoire de Grangent au Contrôleur général où il se plaint que la Chambre soit indisposée

contre lui, et la lettre à M. de Saint-Priest fils sur les difficultés qu'il rencontre, les huissiers refusant de le suivre, se trouvent dans *Hérault. B. 205*.

Grangent père avait disparu sans avoir obtenu cette demi-satisfaction. A partir de 1752, la correspondance est signée Grangent fils. Celui-ci paraît avoir été en fonctions jusqu'en 1771. Il cède alors la place au sieur Mauclerc.

1786. — Un second Inspecteur fut établi à Béziers pour la décharge du premier à la fin de notre période. L'arrêt du Conseil portant établissement de ce nouveau fonctionnaire sur avis favorable des Etats fut notifié à la Chambre de Commerce de Montpellier (Copie dans (*Hérault. C. Etats n° 694*).

§ 5. — **Droits. Taux. Perception.**

De tous temps le commerce des vins et spiritueux s'est prêté aux imaginations fiscales les plus compliquées et les plus fructueuses. D'autre part, l'autorité royale décorait volontiers du nom de privilège un adoucissement à des exigences vraiment abusives. Cela explique le grand nombre des actes que nous aurons à examiner sous cette rubrique. Nous les grouperons toutes les fois que cela nous sera possible. Les sources principales sont les papiers des Etats — registres des doléances et cartons relatifs au commerce des vins et eaux-de-vie — d'une part, et les Archives Nationales de l'autre. Cela n'est pas étonnant puisque les deux types d'actes les plus fréquents en cette matière sont les actes portant établissement d'impôts et les demandes de dégrèvement.

Parmi les actes qui vont être énumérés, il y en a dont le caractère est purement fiscal, il y en a d'autres qui sont des mesures protectrices du commerce languedocien. Cette distinction serait essentielle dans une étude sur la viticulture et le commerce des vins et eaux-de-vie en Languedoc. Nous n'avons pas à la faire dans un travail critique sur les sources. Nous nous bornerons à adopter l'ordre chronologique. De même nous ne ferons pas une place particulière aux pièces qui concernent les procédés de mesure des futailles.

1684. — Tarif des droits qui doivent être perçus sur le canal de communication des Deux-Mers en Languedoc (*Hérault. C. 750*). — La barrique de toutes sortes de vins de 6 quintaux poids de marc ou de 7 quintaux poids de table paie 3 s.

1693. — Impôt sur le vin à Montpellier pour le rachat d'un droit de lods. D'Aigrefeuille nous apprend qu'il subsista au delà des 20 ans fixés.

1699-1700. — Les négociants demandent à pouvoir entreposer les vins et eaux-de-vie à Cette sans droits. Avis favorable des Etats et opposition des fermiers. (*Hérault. C. Etats n° 697*.)

1701. — Arrêt du Conseil qui permet d'entreposer les denrées au port de Cette et d'y convertir les vins en eau-de-vie sans aucun droit de sortie (*même source et Arch. Nat. H¹. 748¹⁸⁴*.) L'opposition des fermiers continue sur les motifs que les droits se paient au premier bureau et qu'on n'installe pas d'entrepôt à moins de 4 lieues des frontières de la ferme. Protestation des Etats (art. 2) et demande de modération des droits à Bordeaux sur les vins à destination de Paris (*art. 4, cahier de 1701*.)

Un muid de vin du Languedoc valant 20 lt. paie 132 lt. 8 s. 10 d. pour aller à Paris par Rouen, 124 lt. 19 s. 3 d. par Nantes.

Observations de M. de Basville sur le projet d'un nouveau tarif pour la foraine. Il s'agit surtout de l'unification des droits dans les maîtrises de Narbonne et de Villeneuve. (*Hérault. B. 91 et B. 92*.)

1702. — Demande de décharge sur les vins exportés (*art. 3 du Cahier de 1702*.) Etablissement à Aigues-Mortes d'un droit de 40 s. sur le vin étranger *Aigues-Mortes DD. 12*.)

1703. — Ordonnance de M. l'Intendant qui permet d'avoir des magasins au port de Cette pour y entreposer les denrées et marchandises et pour y convertir le vin en eau-de-vie. (*Arch. Nat. H¹ 748¹⁸⁴*.)

Observations de M. de Basville faisant suite à celles de 1701 et long mémoire (1701 ou 1703 ?) Les droits sur le vin en Languedoc au début du xvii^e siècle atteignaient 25 o/o ad val. (*Hérault. B. 91*.)

Avis de M. de Basville favorable à la modération des droits (*Hérault. C. Etats n° 694.*)

1704. — Demande de décharge des droits de fret pour les navires étrangers chargeant du vin (*Art. 5. cahier de 1704*), repoussée. Le Consul de Gênes se plaint des droits de sortie sur les vins. Il les compare à ceux de Barcelone. (*Hérault. C. Etats n° 699.*)

1705. — Demande de décharge des droits de fret (*Art. 2. Cahier de 1705*) repoussée.

1706. — Même demande (*Art. 2. Cahier 1706.*) Avis favorable de Daguessau et de Basville (*Hérault. C. Etats n° 694.*) On accorde réduction du quart des droits de sortie et du quart des droits de fret.

Arrêt du 5 décembre qui ordonne que les droits forains sur les eaux-de-vie seront acquittés à la verge et qu'il ne sera rien perçu sur les futailles (*Arch. Nat. H¹ 748¹⁸⁴.*)

1707. — *L'article 2 du cahier de 1707* demande que cette modération soit portée à la moitié. Il en est ainsi décidé par arrêt du Conseil du 19 octobre 1707.

1707-1718. — Désormais la modération est renouvelée pour des périodes variables jusqu'en 1718. Les demandes sont dans les *Doléances des Etats* (1708, 1715, 1717), et les arrêts du Conseil aux *Arch. Nat. H¹ 748¹⁸⁴*, (1707, 1708, 1712, 1713, 1715, 1718.) Une difficulté s'élève en 1708 sur la question de savoir si la modération s'applique seulement aux liquides sortant par les ports. En 1709, 1710 on accorde aussi des déchargements de droits au profit des vins portés à Paris par la Garonne et le Rhône. (Voir aussi *Délib. des Etats de 1713.*)

1710. — Le nouveau tarif de foraine fut promulgué en 1710. Il énonce les droits de foraine et de rève (30 s. par muid de Paris de 650 l. pesant) (*Arch. Nat. H¹ 748²²³.*)

1716. — Nouveau règlement pour l'entrée des vins à Nîmes. Le vin étranger paiera 2 s. Le meilleur vin ne pourra se vendre au delà de 2 s. par pot même en cas de disette. (*Nîmes LL. 32.*) Je mentionnerai à cette place les nombreuses fixations de droits d'octroi pour le XVIII^e siècle à Nîmes (*Nîmes MM. 6.*)

1718. — Projet d'arrêt déchargeant des droits de sortie du Roussillon et des droits d'entrée du Languedoc les eaux-de-vie qui seront envoyées au port de Cette. (*Arch. Nat. F¹² 63 f^o. 44 v^o.*)

1718-1720. — A partir de 1718, la modération des droits de fret et de sortie est réduite au 1/3 de chacun d'eux. D'année en année, cette modération du 1/3 — le taux restant invariable — sera prorogée jusqu'à la fin du régime. (Cl. Procès-verbaux de la Députation des Etats.) (*Mêmes sources et Hérault. C. 2682.*)

1724. — Cependant nous voyons qu'elle n'avait pas paru nécessaire de 1620 à 1724. L'art. 2 du cahier de 1724 nous apprend que la crainte de la contagion avait éloigné les Anglais, les Allemands et les Hollandais du port de Cette. Mais le commerce reprend. C'est même le seul soutien du Bas-Languedoc ; car les oliviers n'ont pas encore donné leur pleine production depuis 1709.

1729. — Voici, d'après un tarif imprimé, les droits perçus par le fermier, par muid de vin du Languedoc valant en moyenne 18 lt :

Foraine et resve ;	1 lt, 10 s.
Denier St-André ;	1 s. 6 d.
Traite domaniale ;	3 lt. 16 s.

5 lt. 7 s. 6 d. (*Hérault. C. 1704.*)

Les difficultés entre la province et les fermiers furent constantes au cours du XVIII^e siècle.

1731. — Dès 1731, ses Etats se plaignent de l'attitude des fermiers (*art. 6 du cahier de 1731.*)

1736. — En 1736, ils prennent fait et cause pour Rambaud dans une affaire déjà mentionnée à propos des différentes catégories d'eau-de-vie (*Hérault. C. Etats n° 694.*)

Mais la même année une difficulté beaucoup plus grave s'élève à propos de l'estimation de la contenance des tonneaux. (Le dossier complet se trouve dans *Hérault. C. 1704* ; on peut aussi bien consulter *Hérault. B. 203.*)

L'ordonnance de 1731 (*Cf. répression des fraudes*) avait fixé les types de tonneaux, muid (90 verges), demi-muid, deux tiers de muid ou douzain, liers de muid, quart de muid et sixième de muid. Cette ordonnance ne fut pas, à ce qu'il paraît, bien rigoureusement exécutée.

L'usage était, pour vérifier les contenances, de prendre le seul diamètre du fond. Le fermier voulut le réformer, malgré les protestations de la Bourse, qui prétendait que la perte apparente de 10 o/o était compensée par d'autres erreurs. L'Intendant nomme une commission chargée de mesurer différents types de barriques et d'en calculer la contenance en prenant alternativement un ou deux diamètres mais les résultats obtenus furent âprement contestés. L'affaire dure jusqu'en 1741.

La Province avait mis d'autant plus d'acharnement à défendre une cause, à ce qu'il semble, assez mauvaise qu'elle avait une vieille querelle avec les Fermes : j'aurais pu relever l'opposition que firent, en 1730, les fermiers à la demande habituelle en modération des Etats. (*Hérault. C. Etat n° 694.*)

1737. — Le Conseil paraissait favorablement disposé pour le Languedoc. Le 19 mars 1737, il exempta du droit de massicault, les vins de la Province qui seront destinés pour Paris, et, en même temps des autres droits dus à Rouen et au Havre (*Arch. Nat. II^e 748¹⁸⁴.*) Le 24 décembre, il supprime ces droits (*même source.*)

1739. — Mentionnons incidemment l'établissement de droits de subvention à Cette (16 juin 1739, *même source.*)

1755. — La multiplicité des droits apportait une gêne considérable au commerce des vins et eaux-de-vie :

« Mémoire par lequel on expose les inconvénients des droits de route que l'on exige des vins qui sont transportés de Toulouse par la Garonne à la destination de Bordeaux, de la côte occidentale de France, de Rouen, de Paris et de l'étranger etc..., et de la nécessité de les supprimer pour ranimer l'agriculture et le commerce (*Hérault. C. Etats n° 696.*)

1767. La question est reprise en 1767 (*art. 6 du cahier de 1767.* Un mémoire est transmis à Paris pour soutenir la demande des Etats (*Hérault. C. Etats n° 694.*)

1769. — Renouvellement de la demande de 1767 (*art. 6 du cahier de 1769 et Arch. Nat. H° 889,*) tendant à l'exemption des droits locaux de transit à Bordeaux au Havre et à Rouen sur les vins allant à Paris. M. de Saint Priest y est favorable. M. Langlois s'y oppose.

L'enquête de Langlois se trouve aux Archives Nationales, dans les documents relatifs au cahier de 1769. Voici l'énumération des droits.

I. Direction de Bordeaux : Convoi, comptable, contrôle, courtage, foraine, acquit et divers (total 69 lt. 12 s. par tonneau de 4 barriques pour les muscats 52 lt. 5 s. 6 d. pour les autres vins.)

II. Le Havre : pour l'hôtel de ville (ancien et nouvel octroi et s. pour lt. pour chaque droit)

droit pour le Roi.

III. Pont de l'Arche ; péage à M. de Rouville

IV. Rouen : pour l'hôtel de ville (pontage, 6 d. par queue et s. pour lt.)

pour le Roi

pour l'hôtel Dieu

jauge royale à M. de l'Estolle et 2 d. pour lt.

Officiers gourmets et 2 s. par lt.

pour le prince de Condé, droit de maison et droit de coutume.

Encore n'ai-je pas compté les s. et d. par lt. de la Direction de Bordeaux, la marque et la contre marque. Il faudrait ajouter les droits dus au fermier de Languedoc et les droits à Paris, qui ne sont pas des droits de transit, pour se faire une idée des droits qui pesaient sur le commerce des vins et qui atteignent 15 ou 20 fois la valeur de la marchandise.

1771. — Renouvellement de la demande des Etats et avis favora-

ble de M. de Saint Priest. (Documents relatifs au cahier de 1771.
Arch. Nat. H¹ 893.)

M. de Boullongue répond sur ce chef :

« Enfin que si la somme des droits qu'ont à payer les habitants du Languedoc qui envoient des vins à Paris les mettait dans le cas de ne les vendre qu'à perte, il n'en arriverait pas une quantité aussi considérable que celle qui inonde journellement depuis quelques jours les ports de la capitale, et la valeur de ces vins ne serait pas plus que doublée dans la province qui les produit. »

Les intéressés ne durent pas être convaincus ; car les protestations contre les droits sont nombreuses dans les cahiers des paroisses du Gard en 1789 (*Bligny Bondurand.*)

CHAPITRE IV

INDUSTRIES ANNEXES

Le commerce des vins et la fabrication des eaux-de-vie entretenaient dans le Bas-Languedoc des industries secondaires dont nous devons parler en finissant. Nous examinerons ce qui a trait aux eaux de senteur, aux verdets et à la tonnellerie.

§ 1. — Les eaux de senteur

1701. — Dans son mémoire fondamental de 1701, Basville mentionne la fabrication de l'eau de la reine de Hongrie, composée d'alcool et d'essence de romarin. Le commerce, dit-il, en est devenu considérable, le prix a passé de 1 écu la livre à 25 ou 40 lt. le quintal. (*Hérault. B. 91*).

1703. — Les droits exigibles à la sortie sont d'abord réglés par l'arrêt du Conseil du 23 octobre 1703. Il établit des droits à la sortie des provinces de Languedoc et de Provence pour l'étranger sur l'Eau de la Reine de Hongrie, l'Eau de thym, l'Eau de Ceste, les Sirops de Grenade et semblables liqueurs (*Hérault. C. 2682, et A. 81*).

1719. — Mais, dès cette époque, les Fermes faisaient tous leurs efforts pour assujettir les eaux de senteur aux mêmes droits que les Eaux-de-vie et esprits de vin. La province proteste (*Art. 3 du cahier de 1719*), et elle obtient gain de cause. L'arrêt du 22 novembre 1719 maintient l'arrêt de 1703. Il impose seulement aux distillateurs l'obligation de transporter leur marchandise dans des bouteilles de verre (*Hérault. A. 90*).

1729. — Bien qu'il n'y soit pas fait mention expresse des eaux de senteur, l'arrêt de 1729 avait sa répercussion sur leur commerce. Strictement exécuté, il facilitait la surveillance des spiritueux et par là il assurait plus de sécurité au commerce des marchands distillateurs en enlevant aux fermiers le prétexte de les vexer.

1755 — Cependant les difficultés n'étaient pas arrêtées pour cela. Il semble, au contraire, que les Fermiers aient redoublé de procédés vexatoires. Leur grand argument était que le commerce des eaux de senteur — ils disaient les esprits de vins aromatisés, — masquait un commerce illicite des esprits de vin. Le 22 mars 1755, la Chambre de Commerce de Montpellier répond à un mémoire des fermiers « pour prévenir les fraudes sur les esprits de vin aromatisés. » (*Hérault. B. 215*). Elle se plaint des attaques répétées des Fermiers en dépit des arrêts, surtout de celui de 1719.

« qui est depuis si longtemps la règle et la boussole de ce commerce. »

Les Fermiers veulent soumettre les Eaux de senteur aux mêmes droits que les Eaux-de-vie. Ils prétendent faussement que les aromates ne sont que des artifices pour déguiser la véritable qualité des Eaux-de-vie. L'expérience de 1753 sur laquelle ils s'appuient est vicieuse : il n'est pas possible de séparer le parfum du corps du liquide pour obtenir une eau-de-vie franche de goût et marchande. Au surplus, s'il y a des fraudes, les Fermiers qui se plaignent d'être débordés à Paris, sont suffisamment armés pour les réprimer.

En août 1755, l'Intendant transmet à Paris cette réfutation. La correspondance relative à cet objet se trouve dans *Hérault C. 2685*.

Les Fermes néanmoins triomphent et obtiennent l'arrêt du 30 décembre 1755.

Arrêt du Conseil d'État du Roi qui ordonne l'exécution des dispositions de la Déclaration du 9 décembre 1687, et, en conséquence, déclare sujettes aux droits imposés sur l'esprit de vin toutes les liqueurs provenant de Montpellier et des autres provinces du Royaume, destinées pour la ville, banlieue et élection de Paris, soit qu'elles y arrivent en futailles, bouteilles de verre, petits rouleaux ou autres vaisseaux et qu'elles soient chargées d'odeurs aromatiques sans aucune distinction ni exception.

Le préambule contient un assez bon historique de la question. Il cite l'Ordonnance des Aides de 1680, l'Édit de décembre 1687 et la Déclaration qui le suit, l'Arrêt du 22 novembre 1719 qui est infirmé et l'Arrêt du Conseil avec les lettres patentes du 4 juin 1726 (Cette dernière pièce dans *Hérault. A. 92.*). Le texte imprimé se trouve, notamment dans *Hérault C. 2682.*)

1756. — L'arrêt du 30 décembre souleva une tempête de protestations. La Chambre de Commerce de Montpellier et les liquoristes parisiens étaient également intéressés à le faire rapporter de quelque côté qu'ait été la sincérité et le bon droit. La Bourse s'adresse aux députés, au Conseil de Commerce (*Hérault. B. 199.*). Les marchands distillateurs de Montpellier lui envoient, le 9 avril 1756, un mémoire où ils représentent que leur privilège est détruit et le Commerce de la Province ruiné. On ne pourra plus tirer parti des vins gâtés et des eaux-de-vie de mauvais goût. Le seul moyen était de vérifier les envois aux bureaux de sortie de la province, ainsi que les lettres de voiture. Le 26 avril, la Chambre transmet ce mémoire à l'Intendant, Elle l'envoie aussi au Contrôleur général et aux Syndics de la Province (M. de Joubert et marquis de Montferrier) (*Hérault. B. 215.*)

Malgré toute cette agitation, elle n'obtint aucun succès. Voici à quoi aboutit l'opposition régulièrement formée ;

Arrêt contradictoire du Conseil d'État du Roi qui déboute les députés de la Chambre de Commerce de Montpellier, les marchands distillateurs de la même ville, les six corps de marchands de Paris, et le Syndic général de la province de Languedoc de l'opposition par eux formée à l'arrêt du Conseil du 30 décembre 1755, par laquelle Sa Majesté a ordonné la perception des droits établis par la déclaration du 9 décembre 1687, sur l'eau-de-vie double et sur l'esprit de vin sans aucune distinction de celles qui seraient chargées d'odeurs ou d'aromates. (*Hérault. C. 2682 et Hérault. C. Etats n° 695.*)

1760. — Il ne faut pas croire que les Montpelliérains se tinrent pour battus. Dans l'art. 9 du *Cahier de 1760* ils font demander par les Etats la révocation des arrêts du Conseil de 1755 et 1758, ruineux pour le commerce. Ils essuient un nouvel échec (*Hérault. C. Etats n° 696.*)

Dans le mémoire de 1755, on trouve des renseignements utiles sur

la fabrication des eaux de senteurs. Mais on voudrait savoir au juste quelle était l'importance de cette industrie et de ce commerce. Les Archives de la province fournissent peu de renseignements à ce sujet. L'état des bouches à feu en 1788 n'est pas très explicite. Il signale à Montpellier plusieurs petites fabriques de liqueurs, à Aniane plusieurs petites fabriques d'eau-de-vie de lavande, d'essences et d'aspic. Il mentionne à Cette 2 liquoristes et fabricants d'eaux de senteur (*Hérault C. 2739*). — Je n'ai rien trouvé aux Archives municipales de Montpellier.

§ 2. — **Les Verdets.**

Je me bornerai à mentionner ici l'industrie des verdets. On sait qu'on obtenait le verdet ou vert de gris en faisant agir des vins de qualité inférieure sur des lames de cuivre. Cette industrie était très florissante à Montpellier et dans quelques lieux voisins (Pézenas, Montagnac, etc...).

Son histoire est aisée à faire parce que nous disposons d'une documentation abondante dans les Archives de l'Intendance (*Hérault. C. 2688-2695*). Les cartons qui la concernent ont été inventoriés avec beaucoup de détail, et cela me dispense d'y insister.

§ 3. — **La Tonnellerie.**

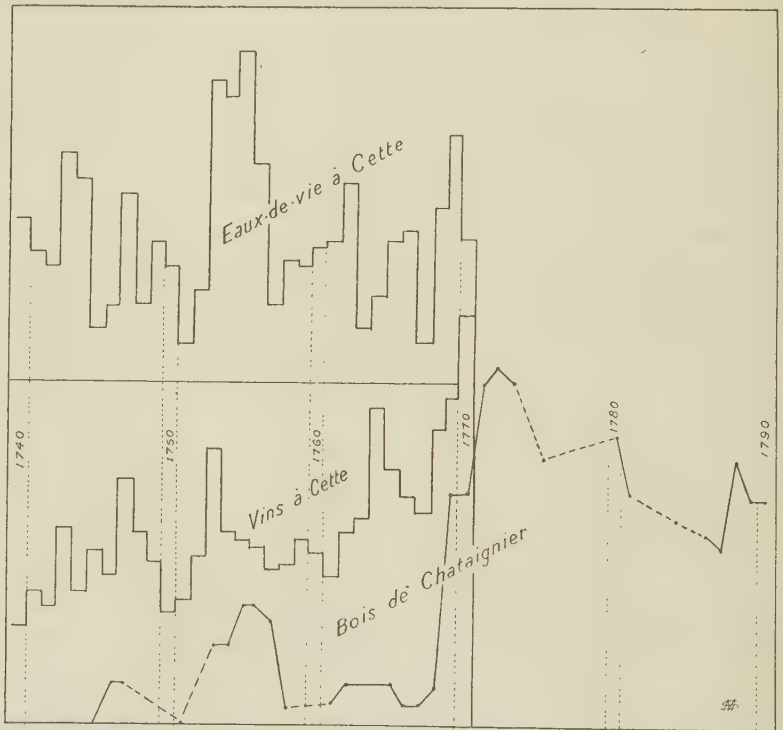
Nous ne résumerons pas ici toutes les pièces relatives à la fabrication des futailles. Il suffira de renvoyer à l'application de l'arrêt de 1729 réglant la fabrication et les contenances des divers types de futailles. Dans toute cette longue histoire, l'épisode qui mérite le plus d'attention est la lutte des habitants de la Côte du Rhône contre l'Inspecteur des eaux-de-vie de Cette.

Mais il faut marquer l'intérêt que présente l'étude de la tonnellerie et barralerie dans les villes où cette industrie était prospère. C'était le cas à Montpellier.

1739. — La corporation des tonneliers était régie par un acte du 10 janvier 1739.

Articles pour servir de règlements et statuts aux maîtres tonneliers, broquiers et barraliers de la ville de Montpellier dressés sur les anciens statuts dudit corps de 1603, homologués par lettres patentes du roi Henri quatrième du 11 février 1610 (*Hérault. C. 2684*).

1740. — Cette industrie était même une gêne pour les citadins, et l'on voit en 1740 que le bureau de police cherche à les expulser de l'enceinte.



Exportation des vins et eaux-de-vie à Cette et prix de la canne carrée de châtaigner à Montpellier. (D'après *Hérault. C. Etats.*)

Mais il y a aux Archives municipales, une série de pièces bien plus curieuses dans les 3 cartons consacrés aux tonneliers.

Chaque année, une enquête était faite par l'administration municipale

à l'effet de fixer la valeur des différentes pièces destinées à servir à la réparation des tonneaux. On écrivait aux municipalités des villes où se tenait le marché des bois. Nous avons conservé quelques-unes de ces enquêtes : les réponses viennent d'Anduze, de Saint-Gervais, de Ganges, de Sauve, de Sumène, de Saint-Laurent, du Vigan, de Saint-Hippolyte, de Béziers, de Pézenas et de Carcassonne. Puis le Bureau de police publiait une Ordonnance : il nous en reste une série assez complète d'exemplaires. Parmi les prix qui y sont énumérés, j'ai choisi celui de la Canne carrée de Châtaignier.

Le tableau suivant prêterait à un commentaire instructif.

PRIX DE LA CANNE CARRÉE DE CHATAIGNIER A MONTPELLIER
entre 1745 et 1790

1745.....	5 lt.	1767.....	5 lt. 5 s.
1746.....	5 lt. 10 s.	1768.....	5 lt. 10 s.
1747.....	5 lt. 10 s.	1769.....	8 lt.
1751.....	5 lt.	1770.....	8 lt.
1753.....	6 lt.	1771.....	9 lt. 10 s.
1754.....	6 lt.	1772.....	9 lt. 15 s.
1755.....	6 lt. 10 s.	1773.....	9 lt. 10 s.
1756.....	6 lt. 10 s.	1775.....	8 lt. 9 s.
1757.....	6 lt. 5 s.	1780.....	8 lt. 15 s.
1758.....	5 lt. 5 s.	1781.....	8 lt.
1761.....	5 lt. 5 s.	1784.....	7 lt. 14 s.
1762.....	5 lt. 10 s.	1786.....	7 lt. 10 s.
1763.....	5 lt. 10 s.	1787.....	7 lt. 6 s.
1764.....	5 lt. 10 s.	1788.....	8 lt. 10 s.
1765.....	5 lt. 10 s.	1789.....	8 lt.
1766.....	5 lt. 5 s.	1790.....	8 lt.

Je ne mentionne pas les tentatives faites par l'Intendance pour alimenter le marché languedocien au moyen de merrains roussillonnais : ces pièces seraient plus à leur place dans une étude sur la forêt cévenole. Les prix du Châtaignier nous intéressent dans la mesure où ils sont fonction de la demande, c'est-à-dire de la production annuelle du vin.

CONCLUSION

Notre recherche portait sur deux questions d'ailleurs inséparables : la viticulture et le commerce des vins et eaux-de-vie en Bas-Languedoc. On ne saurait traiter l'une sans avoir de lumières sur l'autre. le développement du commerce et la conquête des marchés étrangers ont eu leur répercussion sur la production et sur l'extension du vignoble. Et, d'autre part, il faut connaître les conditions générales, et, si l'on peut dire, l'assiette du vignoble languedocien pour comprendre les caractères du commerce des liquides au XVIII^e siècle. Toutefois, les documents qui servent à étudier chacune de ces questions forment deux séries parfaitement distinctes. Puis-je en finissant m'assurer qu'ils permettent de satisfaire toutes les curiosités ? Pour ce qui regarde le commerce des vins et eaux-de-vie, on n'a pas grand chose à désirer, à ce qu'il semble. On aimerait cependant à avoir de plus amples renseignements sur les relations du Bas-Languedoc avec les marchés étrangers, spécialement avec les marchés septentrionaux ; les pièces que j'ai citées ne font qu'aiguillonner la curiosité. En ce qui concerne la viticulture proprement dite et la production des vins, les lacunes sont plus graves. Le dépouillement des archives communales et des archives privées en diminuera l'importance : c'est la tâche la plus urgente. Mais on se leurrerait si on prétendait arriver à résoudre complètement tous les problèmes d'économie rurale qui se posent à propos de la viticulture. L'essentiel est d'apporter des solutions sur les points les plus importants. Peut-être les documents que je viens de grouper et le groupement que j'en ai fait, permettent-ils de déterminer ces points avec certitude.

TABLE CHRONOLOGIQUE

1687. — Déclaration relative aux droits sur les eaux de senteur.
1691. — Création d'offices de courtiers et commissionnaires en vins, eaux-de-vie et liqueurs.
1693. — Suppression d'offices de courtiers, gourmets, etc...
1696. — Création de jaugeurs de futailles.
1697. — Mémoire de Basville sur le Languedoc.
- 1698-1700. — Malversations à Cette. — Compte de la Ferme de Th. Templier. — Affaire du Languedoc contre Bordeaux.
1699. — Fraudes sur les vins. — Règlement des Etats.
1701. — Mémoire de Basville sur la foraine. — Plainte à propos des eaux-de-vie de France. — Entrepôt à Cette. — Edit du 7 mai relatif à la descente des vins à Bordeaux.
1703. — Entrepôt à Cette. — Arrêt du 23 oct. relatif aux eaux de senteur.
1704. — Institution de privilèges héréditaires de limonadiers. — Création de la Chambre de Commerce de Montpellier.
1705. — Droits sur les eaux-de-vie.
1706. — Suppression d'offices.
1707. — Modération de la moitié des droits de fret et de sortie (se reproduit désormais tous les ans).
1709. — Ordonnance de Basville relative à la dépaissance dans les vignes. — Grand hiver.
1710. — Tarif de foraine (publication du nouveau). Ordonnance relative à la descente des vins à Bordeaux et au mélange des vins.
1711. — Arrêt relatif aux commerçants en vins.
1713. — Ordonnance de M. de Basville sur le ban de vendange et le grappillage.
1714. — Ordonnance de M. de Basville sur la vente des vins.
1715. — Invasion d'escargots dans le vignoble de Montpellier.
1718. — Vins du Roussillon (droits sur les). Réduction au tiers des droits de la modération sur les vins et eaux-de-vie (elle est définitive).
1719. — Parité entre la Provence et le Languedoc au point de vue des

droits. Arrêt du 22 novembre 1719 concernant les droits sur les eaux de senteur. Grêles pendant l'été.

1720. — Arrêt du commerce.
1722. — Arrêt relatif à la descente des vins du Languedoc à Bordeaux.
1723. — Invasion de sauterelles (Ordonnance de Bernage).
1724. — Reprise du Commerce. Délibération de Ganges prohibant l'entrée des vins cassée. Enquête en Provence et en Guyenne sur le fait des futailles.
1725. — Préparation à la Chambre de commerce de Montpellier d'un arrêt contre les fraudes qui se commettent dans le commerce des vins et eaux-de-vie (1725-1729).
1727. — Arrêt du Conseil prohibant la fabrication des eaux-de-vie de marc.
1728. — Commencement de l'affaire Argelliers (Languedoc contre les jurats de Bordeaux).
1729. — Défense de planter des vignes à Montauban et Cahors (28 juillet). Arrêt du 27 septembre sur les fraudes qui se commettent dans le commerce des vins et eaux-de-vie.
1730. — Réclamations de Béziers contre l'arrêt de 1729.
1731. — La Province contre les Fermes. — Edit prohibant les plantations de vignes (5 juin). — Réclamations de Pézenas contre l'arrêt de 1729. — Ordonnance de M. de Bernage pour l'application de l'arrêt de 1729.
1732. — Ouverture de l'enquête sur les droits des communautés à prohiber l'entrée du vin étranger. Ordonnance de M. de Bernage pour l'application de l'arrêt de 1731.
1733. — Projet Barry.
1734. — Registres de vérification des compoix.
1735. — Protestation des Etats contre l'arrêt de 1731.
1736. — Début de l'affaire Rambaud. Difficultés relatives à la jauge des tonneaux.
1737. — Latitudes accordées à l'Intendant pour tempérer l'arrêt de 1731.
1739. — Réclamation des habitants de la Côte du Rhône contre l'arrêt de 1729 et l'ordonnance de 1732.
1740. — Suite de l'affaire Argelliers (1728). — Début des statistiques régulières d'exportation à Cette (1740-1770).
1741. — Arrêt du conseil dans l'affaire Argelliers.
1742. — Plaintes des commerçants de Montpellier au sujet de la non application de l'arrêt de 1729.
- Vers la même époque nombreuses affaires relatives aux verdetts.
1744. — Enquête de Le Nain d'Asfeld. — Traces de l'application de l'ar-

- rêt de 1731. Ordonnance relative aux futailles de la Côte du Rhône.
1745. — Commencement de la série des prix du bois de châtaignier à Montpellier.
1746. — Délibérations de l'assiette du diocèse du Vigan et des Etats relative à la fumure des vignes.
1748. — Arrêt du Conseil défendant de fumer les vignes (21 mars).
1750. — Etat dressé par les bureaux de l'Intendance des mémoires exécutés pour le Nain.
1752. — Mémoire de Grangent sur les vins et eaux-de-vie. Vergeurs jurés au port de Cette. Futaille de la côte du Rhône. Intervention au sujet des tafias.
1753. — Affaire Colombier, de Saint-Pons.
1754. — Suite des difficultés relatives aux futailles de la côte du Rhône.
1755. — La province contre les fermiers touchant la perception des droits sur les eaux de senteur : arrêt du 30 octobre. — Affaire Barthélemy (futailles de la côte du Rhône). Reprise de la question des communautés qui prohibent le vin étranger. Hostilités avec le Dauphiné.
1756. — Mémoire de St-Priest dans l'affaire des communautés. — Protestations contre l'arrêt du 30 octobre.
1757. — Recrudescence de sévérité dans la répression des contraventions à l'arrêt de 1731. — Arrêt du 17 mai 1757 dans l'affaire des communautés.
1758. — Arrêt vidant la contestation relative aux eaux de senteur (18 juillet).
1759. — Liberté des plantations.
1760. — La province contre les Jurats de Bordeaux.
1762. — Contravention à l'arrêt de 1757 à Rabastens. — Mémoire de Mazars de Cazeles.
1764. — Intervention dans l'affaire des eaux-de-vie de cidre et de poiré.
1767. — Demande d'exemption des droits locaux de transit. Mémoire de Grangent fils sur les abus dans la fabrication et le commerce des vins.
1768. — Mémoire sur le diocèse de Lodève. — Mémoire de St-Priest. — Affaire des brandeviniers de Caunes. — Marque des eaux-de-vie de marcs (Ordonnance du 22 septembre).
1769. — Enquête sur les droits locaux de transit.
1770. — Déclaration du 5 juillet au sujet des défrichements.
1771. — Mémoire de Rigaud de Belbèze. Lettre de Terray sur les défrichements. Reprise des hostilités contre les Bordelais.

1772. — Mémoires sur le degré de spirituosité des eaux-de-vie. — Affaire Brueys. Abus dans le commerce des vins et eaux-de-vie (mémoire Maclerc). Affaire Blanc-Signoret (Bourse contre Châtelain de Pézenas).
1773. — Etats de récoltes dans quelques diocèses. Importation de vins d'Espagne.
1774. — Recensement du vin pour la levée du droit de 20 S. par muid. Mémoires pour le Languedoc contre Bordeaux. Différend avec Marseille. — Enquête sur fraudes à Montpellier.
1775. — Arrêt de surséance contre les jurats de Bordeaux. Querelle entre les fabricants et les négociants en eau-de-vie.
1776. — Edit du Roi sur la libre circulation des vins et eaux-de-vie (avril).
1778. — Mémoire Argand.
1780. — Mémoire de Montauron. — Mémoire Montet.
1781. — Mémoire sur la culture de la vigne. — Réflexions sur la trop grande quantité des vignes. — Révocation de l'arrêt de 1757.
1782. — Continuation de l'affaire Blanc-Signoret.
1783. — Difficultés avec Marseille. — Proposition Vabre et Possel (entrepôt à Cette).
1784. — Arrêt du Conseil donnant liberté de distiller (24 juillet). — Evocation au Conseil de l'affaire Blanc-Signoret. — Commencement de l'affaire Poultingon-Deydier contre Maffre de la Tour.
1786. — Les habitants de Tourbes contre le gros décimateur. — Mémoire sur la plantation des vignes. — Installation d'un inspecteur à Béziers. — Lutte contre les vins espagnols.
1787. — Mémoire Massip (Projet d'entrepôt).
1788. — Mémoire de Ballainvilliers. — Statistique des distilleries. — Demande d'entrepôt libre à Bordeaux.

Vu, le 23 décembre 1912.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

A. CROISSET.

Vu et permis d'imprimer.

Le Vice-Recteur de l'Université de Paris,

L. LIARD.

TABLE

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

Examen général des Sources

I. — Fonds d'Archives : <i>a)</i> Archives nationales... ..	5
<i>b)</i> Archives départementales de l'Hérault.....	6
<i>c)</i> Autres fonds	8
II. — Autres sources.....	15

DEUXIÈME PARTIE

Les différents aspects de la question viticole en Bas-Languedoc au XVIII^e siècle.

Chapitre I. — Le vignoble et le vin.....	19
§ 1. La place de la vigne dans l'économie rurale, Surfaces complantées.....	19
§ 2. Tentatives officielles pour enrayer les progrès de la vigne.....	28
§ 3. Mesures favorables à l'extension des vignes....	33
§ 4. Procédés cultureux. Vinification. Usages locaux relatifs à la vigne et au Vin.....	35
§ 5. Etat des récoltes, production, rendement. Qualité et prix.....	43

Chapitre II. — Les Eaux-de-vie.....	58
§ 1. Les fabriques d'eau-de-vie du Bas-Languedoc, Nombre, Importance.....	58
§ 2. Procédés de fabrication ; qualités.....	60
Chapitre III. — Le commerce des vins et eaux-de-vie.....	64
§ 1. Importance du commerce des vins et eaux-de-vie. Données statistiques.....	64
§ 2. Fraudes, abus ; leur répression, futailles.....	68
§ 3. La protection du commerce du Bas-Languedoc, mesures autres que les dégrèvements.....	77
§ 4. Usages commerciaux, juridiction, surveillance..	89
§ 5. Droits, taux, perception.....	97
Chapitre IV. — Industries annexes.....	104
§ 1. Les eaux de senteur.....	104
§ 2. Les verdets.....	107
§ 3. La tonnellerie.....	107

TROISIÈME PARTIE

TABLE CHRONOLOGIQUE.. .. .	113
----------------------------	-----



